

Université de Montréal

**Dompter le dragon : l'économie politique de la drogue et le
conflit armé en Birmanie**

par

Sarah Éthier-Sawyer

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise - M. Sc.
en science politique

mai 2014

© Sarah Éthier-Sawyer, 2014

Résumé

Les conflits armés dans des pays producteurs de drogues illicites, comme la Birmanie, sont parmi les plus longs du XXe et du XXIe siècles. Dans ces conflits, l'industrie de la drogue est souvent présentée comme la source de financement qui permet aux groupes insurgés de poursuivre leur combat contre le gouvernement central. Cependant, l'économie illicite birmane s'est développée pendant un conflit armé tout comme durant une période de stabilité accrue. Une analyse des régions shan, wa et kokang de l'État Shan démontre que les industries de la drogue ont prospéré à la fois durant le conflit armé et en l'absence de celui-ci lorsque des ententes entre élites existent autour du partage des rentes de cette économie.

Mots-clés : Birmanie, Myanmar, narcotrafic, conflit armé, État Shan, Was, Kokangs, Shans, opium, ATS.

Abstract

Armed conflict in drug-producing countries such as Burma conflict, are among the longest in the twentieth and twenty-first centuries. In these conflicts, the drug industry is often portrayed as the source of funding that allows insurgent groups to continue their struggle against the central government. However, the Burmese illicit economy grew both during armed conflict and during a period of increased stability. An analysis of the Shan, Kokang and Wa regions of Burma's Shan State demonstrates that drug industries have flourished during armed conflict and in its absence when elites have agreed to share rents from the industry.

Keywords: Burma, Myanmar, drug trafficking, armed conflict, Shan State, Was, Kokangs, Shans, opium, ATS.

Table des matières

Liste des tableaux.....	vii
Liste des figures.....	viii
Liste des abréviations.....	ix
Remerciements.....	xi
Introduction.....	1
1.1 <i>L'économie de la drogue en Birmanie contemporaine</i>	10
1.2 <i>Cadre d'analyse</i>	18
1.2.1 <i>Ressources, rentes et conflit armé.</i>	18
1.2.2 <i>Processus de négociation entre élites et dynamiques de violence.</i>	22
1.3 <i>Méthodologie</i>	27
1.4 <i>Organisation du mémoire</i>	31
Chapitre 2 : La Birmanie contemporaine.....	32
2.1 <i>Le conflit birman depuis l'indépendance</i>	32
2.2. <i>La « Guerre contre la drogue » en Birmanie.</i>	36
Chapitre 3 : Les Shans	41
3.1. <i>Contexte.</i>	41
3.2. <i>Évolution de la production de drogue</i>	47
3.3. <i>Le rôle des élites locales dans le trafic de drogue</i>	52
Chapitre 4 : Les Was.....	56
4.1. <i>Contexte</i>	56
4.2. <i>Évolution de la production de drogue.</i>	62
4.3. <i>Le rôle des élites locales dans le trafic de drogue.</i>	68
Chapitre 5 : Les Kokangs.....	73
5.1. <i>Contexte</i>	73
5.2. <i>Évolution de la production de drogue</i>	79
5.3. <i>Le rôle des élites locales dans le trafic de drogue.</i>	82
Chapitre 6 : Analyse comparative: économie politique de la drogue, élites et conflit armé	87

6.1. Le « double processus de transition » et les rentes associées à l'industrie de la drogue	87
6.1.1. Les incitatifs économiques.	88
6.1.2. Les incitatifs politiques.	93
6.2. Le trafic de drogue, les ententes entre élites et la violence	97
Conclusion	103
7.1. Regard sur la relation entre l'économie politique de la drogue et le conflit armé.	104
7.2. Implications pour de futures recherches	106
Bibliographie.....	108
Annexe : Tableau des armées de l'État Shan.....	i

Liste des tableaux

Tableau 1 : La présence de conflit armé dans une économie politique de la drogue	6
Tableau 2: Production estimée d'opium en Birmanie, 1958-2013 (en tonnes)	14
Tableau 3: Les armées shans.....	44
Tableau 4: Les armées was	60
Tableau 5: Les armées kokangs	76

Liste des figures

Figure 1: Carte politique de la Birmanie (MIMU 2013).....	3
Figure 2 : Carte de l'État Shan et des groupes étudiés (S.H.A.N. 2005a; Kramer 2007; Chin 2009).	9
Figure 3: Production potentielle d'opium en Birmanie, 1958-2013 (en tonnes) (voir sources dans le tableau 1).....	15
Figure 4: Production et éradication de pavot à opium en hectares (INCSR 1996, 2003, 2007; UNODC 2013d).....	15

Liste des abréviations

ATS	Amphetamine-Type Stimulants
BGF	Border Guard Forces
BIA	Burma Independence Army
BSPP	Burma Socialist Programme Party
CCDAC	Central Committee for Drug Abuse Control
CPB	Communist Party of Burma
DEA	Drug Enforcement Agency (aux États-Unis)
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
KKY	Ka Kwe Ye
KMT	Kuomingtang
MNDAA	Myanmar National Democratic Alliance Army
MTA	Mong Tai Army
NDA	New Democratic Army
NDAA	National Democratic Alliance Army
PWO	Palaung Women's Organisation
RCSS/SSA	Restoration Council of Shan State/Shan State Army
SPDC	State Peace and Development Council
SHAN	Shan Herald Agency for News
SLORC	State Law and Order Restoration Council
SNUF	Shan National United Front
SPLA	Shan People's Liberation Army
SSA	Shan State Army
SSA-N	Shan State Army-North
SSA-S	Shan State Army South
SSIA	Shan State Independence Army
SUA	Shan United Army

SURA	Shan United Revolutionary Army
UNDCP	United Nations Drugs Control Programme
UNODC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
UWSA	United Wa State Army
WNC	Wa National Council

Remerciements

Mes remerciements vont :

-En Thaïlande, à Jeremy Douglas et à toute l'équipe de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui m'ont permis de vivre un stage et un séjour de recherche stimulant; à Khuensai Jaiyen et à la Lahu National Democratic Organisation, qui ont accepté de me rencontrer à Chiang Mai et dont les apports ont été précieux; à Lway Nway Hnounge et à la Palaung Women's Organisation, pour leur accueil et leurs observations enrichissantes à Mae Sot.

-En France, à Jean Baffie et à l'ensemble de l'équipe de l'Irasia, dont l'accueil, la bibliothèque, le café et les suggestions ont été très appréciés; à Guillaume.

-Au Canada, à Dominique Caouette, dont la supervision a été aussi instructive qu'agréable; à mes camarades de classe, pour les échanges édifiants ; et à l'équipe du CÉTASE.

Introduction

La Birmanie¹ est l'un des plus grands producteurs de drogues illicites au monde. Sa production d'opium se classe deuxième derrière l'Afghanistan (INCSR 2013), et sa production de stimulants de la famille des amphétamines (ATS) alimente la quasi-totalité² du marché de l'Asie et du Pacifique (UNODC 2013b). En Birmanie, une unité administrative en particulier est responsable de la majorité de la production de drogue : l'État Shan³. Il s'agit de la région d'origine de la majorité des ATS saisis en Asie (UNODC 2013b), et il est estimé que 92% du pavot à opium cultivé en Birmanie est issu de cette province (UNODC 2013d).

La Birmanie est également affectée par un conflit civil de longue durée : l'armée birmane lutte contre divers groupes rebelles depuis plus de 66 ans. Les conséquences de ce conflit armé et de l'instabilité qui y est associée sont particulièrement ressenties parmi les groupes ethniques insurgés⁴. Dans les zones excentrées qui composent l'État Shan, plusieurs acteurs étatiques et non-étatiques luttent pour le contrôle du territoire et de ses ressources. Cette lutte a pour résultat que le niveau de sécurité de la population locale en souffre⁵.

¹ Tous les travaux qui traitent de la Birmanie doivent faire le choix d'employer une certaine terminologie, car il n'existe pas de consensus international à ce sujet. Dans le cadre de ce mémoire, j'emploierai le terme « Birmanie » pour référer au pays, et « Birmans » pour en désigner les citoyens. En 1989, la junte militaire au pouvoir a renommé le pays « Myanmar » et a « birmanisé » certains noms issus de la période coloniale britannique (« Rangoon » est devenue « Yangon », et les « Karens » sont devenus les « Kayins », par exemple). Bien que la majorité des pays asiatiques aient accepté les nouveaux noms désignés par la junte, la plupart des pays occidentaux, dont le Canada, continuent d'employer les noms pré-1989. Mon choix de terminologie reflète la norme canadienne, et ne devrait pas être interprété comme une déclaration politique.

² L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) estime que 95% des ATS consommés en Asie sont fabriqués en Birmanie (UNODC 2013b).

³ Pour situer l'État Shan et les régions étudiées dans ce mémoire, voir les figures 1 et 2. En birman, le terme « État » (*pyi-neh*) n'implique pas de nature particulière d'autorité politique; il s'agit simplement d'une division administrative peuplée principalement par des groupes ethniques autres que les Bamas (Callahan 2007). Sur la carte politique de la Birmanie en figure 1 à la page 3, on peut voir que le pays est divisé en sept États (Shan, Mon, Kachin, Chin, Kayin, Rakhine, et Kayah) et sept régions, qui sont principalement peuplées par des Bamas, le groupe ethnique majoritaire.

⁴ L'emploi du terme « minorités ethniques » pour désigner les Birmans qui ne s'identifient pas avec le groupe majoritaire des Bamas est largement répandu dans la littérature. Toutefois, certains auteurs et militants considèrent que son utilisation est incorrecte parce qu'elle peut porter à croire que l'on réfère à un pourcentage négligeable de la population. En réalité, un tiers de la population appartient à une « minorité ethnique », et ils occupent plus de la moitié du territoire (ICG 2003). Toutefois, le terme « race nationale » prôné par le gouvernement birman soulève des oppositions. Ayant conscience de l'ambiguïté qui peut être associée à l'emploi même du concept d'ethnicité pour désigner un groupe d'individus (Conversi 2004), le terme « groupe ethnique » sera employé dans ce mémoire, à défaut de meilleures alternatives.

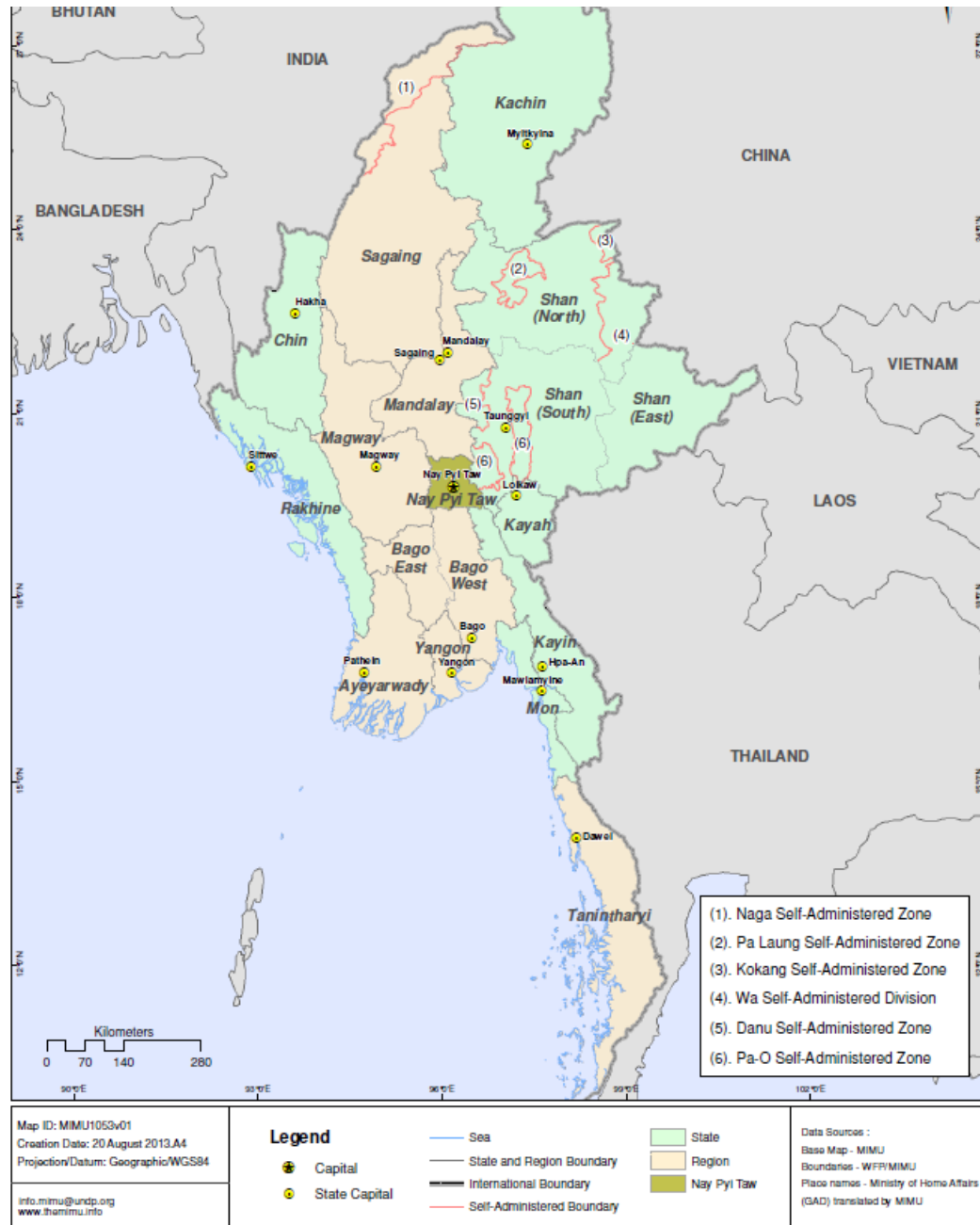
⁵ Pour une liste compréhensive des principaux groupes armés présents dans l'État Shan depuis le début des hostilités en 1958, voir le tableau en annexe.

On associe souvent le trafic de drogue au conflit armé: la présence d'une économie illicite importante est liée à de hauts niveaux de violence armée, alors que les économies licites sont généralement perçues comme plus pacifiques. De nombreux cas de pays producteurs de drogues illicites (INCSR 2013) semblent valider cette association : l'Afghanistan, la Colombie, le Mexique, le Guatemala, le Honduras, le Pakistan, le Venezuela et la Birmanie font tous face à un climat d'insécurité important. Dans le cas de ces pays, l'industrie de la drogue est généralement citée comme une cause principale de la durée du conflit armé⁶. S'il est généralement entendu que l'économie de la drogue n'est pas la cause de départ de ces conflits (Asal, Deloughery et Phillips 2012), plusieurs auteurs l'associent à la persistance des conflits où elle entre en jeu (Collier et Hoeffler 2004; Fearon 2004; Le Billon 2000; Ross 2003; Graubner 2007; Cornell 2007). Il s'agit d'un argument attrayant : les conflits civils dans les pays producteurs de drogue sont parmi les plus longs du XXe et du XXIe siècle⁷. Pour les auteurs qui associent l'économie de la drogue à la prolongation d'un conflit armé, cette relation existe parce que les groupes rebelles en tirent des bénéfices qui leur permettent de continuer le combat tout en affaiblissant l'État (Cornell 2007; Asal, Deloughery et Phillips 2012).

⁶ Voir notamment Fearon (2004), Keen (1998), Berdal et Malone (2000), Le Billon (2003), et Collier (2000).

⁷ Le conflit civil birman est le plus long conflit de basse intensité de notre époque (McClelland 2010), ayant commencé en 1948. Nous verrons que plusieurs accords de cessez-le-feu ont été signés (et rompus) entre l'armée birmane et certains groupes insurgés depuis, mais le pays n'a pas connu la paix à l'échelle nationale depuis 66 ans.

Figure 1: Carte politique de la Birmanie (MIMU 2013)



Toutefois, le narratif traditionnel qui associe directement le conflit armé aux marchés illicites néglige plusieurs nuances intéressantes. Par exemple, la prohibition et les mesures de lutte contre la drogue peuvent dans certains cas être associées à des changements dans la nature et l'intensité de la violence. La présence de conflit armé et l'économie de la drogue n'ont pas toujours entretenu une relation positive. Un examen attentif révèle qu'il existe des variations

importantes de violence au sein de marchés illicites différents et même au sein de marchés illicites similaires (Friman 2009; Naylor 2009; Tagliacozzo 2009a; Williams 2009). Certaines drogues, comme la cocaïne et l'héroïne, sont fortement associées à la violence insurrectionnelle, alors que d'autres marchés illicites (le trafic illégal d'espèces sauvages, le trafic d'êtres humains, la production de drogues hallucinogènes), ne le sont pas. De plus, les acteurs criminalisés et les groupes insurgés voient leur participation à cette industrie plus souvent étudiée en profondeur que les acteurs gouvernementaux (Lintner 1991; Ball 1999). Cette relation est donc beaucoup plus ambiguë et complexe que ce qui est généralement admis. En Birmanie, la vague de signature d'accords de cessez-le-feu entre l'armée birmane et la majorité des groupes insurgés dans les années 1990 a correspondu à la fois à une diminution du conflit armé et à une augmentation substantielle de la production de drogue (Albor 1992; Cowell 1996), qui est la seconde en importance au monde (UNODC 2013d). Les changements politiques récents coïncident également avec une résurgence de la production de drogue (UNODC 2012c; INCSR 2012); ces résurgences seront décrites dans la section suivante. Si les dynamiques de production de drogues agricoles sont le sujet d'une vaste littérature⁸, l'économie politique de cette industrie demeure relativement peu étudiée. Pourtant, cette économie illicite affecte les relations de pouvoir au sein de la société birmane. Dans les régions non visées par les politiques d'éradication forcée, une part importante de la population dépend de cette industrie pour leurs revenus (UNODC 2013d). Jusqu'à récemment, les sanctions économiques internationales mises en place contre le régime birman faisaient en sorte que les capitaux investis dans l'économie formelle étaient parfois issus du trafic de drogue (Jelsma 2003; Joyce 2002; NCGUB 2008). En outre, la lutte contre le trafic de drogue justifie l'augmentation de l'appareil sécuritaire du gouvernement face aux trafiquants et à la société en général.

Depuis la tenue d'élections et la prise de pouvoir par un gouvernement nominale­ment civil en 2010, la Birmanie semble se trouver à un moment charnière de son histoire politique. En effet, suite aux élections nationales de novembre 2010, le gouvernement militaire birman a transféré le pouvoir au président civil Thein Sein et à son parti, le Parti de la Solidarité et du

⁸ À ce sujet, voir notamment les travaux de Pierre-Arnaud Chouvy (Chouvy 2013, 2011, 2010; Chouvy et Laniel 2007; Chouvy et Laniel 2006; Chouvy et Meissonier 2004; Chouvy 2004, 2002), et les publications du programme Drugs and Democracy du Transnational Institute (TNI 2010, 2006, 2002)

Développement de l'Union (USDP). Bien que l'armée birmane soit associée à ce parti, le gouvernement Thein Sein s'est engagé dans des réformes dont l'étendue a surpris plusieurs observateurs de la scène politique birmane⁹. Dans un contexte de reconfiguration politique en Birmanie, ce mémoire a pour objectif d'aborder la question suivante : de quelle manière les économies de la drogue de l'État Shan peuvent-elle être alternativement associées à la présence de conflit armé ou à des périodes de stabilité ?

Afin de répondre à cette question, trois groupes armés birmans associés à la production de drogue sont comparés. Les groupes rebelles shans, was et kokangs jouent depuis plusieurs décennies un rôle prédominant dans l'industrie de la drogue en Birmanie (Lintner 2000; UNODC 2013b; Chin 2009; Jelsma 2005)¹⁰. Nous verrons que celle-ci est en forte expansion de manière relativement constante depuis la fin de la période coloniale. Ces groupes seront présentés en détail dans le deuxième chapitre de ce mémoire et seront analysés dans des études de cas. L'évolution de leurs relations avec le gouvernement central et, par extension, la présence de conflit armé dans les régions sous leur contrôle, diffère grandement. En effet, nous verrons que chaque groupe présente aujourd'hui un type différent de relation entre les élites locales et le gouvernement central, soit l'intégration, la coexistence ou le conflit.

Ce mémoire avance l'hypothèse que les économies politiques de la drogue de l'État Shan ne sont pas nécessairement associées au conflit armé, mais qu'elles peuvent aussi, selon la nature des relations entre les élites présentes, être associées à des périodes de paix dans la région. Les trois études de cas conduites présentent d'importantes différences, tant au niveau du caractère conflictuel des économies de la drogue que sur le point de vue de la nature des relations entre les élites présentes. Dans le cas des Shans, le conflit armé entre l'armée birmane et la Shan State Army (SSA) est fortement associé à l'économie politique de la drogue. L'absence d'entente entre les élites shans, qui ont des desseins politiques e, et les élites du gouvernement central

⁹ Pour citer quelques mesures entreprises depuis son élection, le président Thein Sein a accordé une amnistie générale aux prisonniers politiques birmans; il a rencontré la chef de l'opposition Aung San Suu Kyi à plusieurs reprises; la censure de la presse birmane a été grandement adoucie; et le projet sino-birman de construction d'un barrage hydroélectrique à Myitsone, dénoncé par plusieurs groupes environnementalistes et par la société civile birmane, a été suspendu. Pour une analyse détaillée des tenants de la transition politique birmane, voir notamment Hlaing (2012) et Reynolds (2011).

¹⁰ Voir la figure 2 à la page 7. La région sous contrôle de rebelles shans y est en vert, la région wa y est en jaune, et la région kokang y est en orange.

signifie que chaque partie a recours à la violence armée, soit pour s'approprier une part du marché de la drogue, soit pour éradiquer la production de l'adversaire. En région shan, l'industrie de la drogue est instrumentalisée par des élites adverses afin de tenter d'atteindre une configuration politique à leur avantage. Au contraire, dans la région wa, l'armée birmane est parvenue à instaurer une forme de coopération avec l'United Wa State Army, l'armée ethnique locale. Comme les élites was sont unies à la tête d'une armée puissante, les élites gouvernementales ont instauré avec elles une forme de collaboration où chacune des élites maintient des prérogatives et une identité spécifiques. Entre élites de puissance et d'influences approximativement égales, l'économie politique de la drogue est relativement pacifique. Le cas des Kokangs diffère du cas des Was : nous verrons dans l'étude de cas que les élites kokangs sont beaucoup plus divisées que les élites was, et que les élites birmanes ont su instrumentaliser cette division de manière à conclure un accord d'assimilation avec une faction de la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA). Contrairement à la situation de coopération présente dans le cas des Was, les élites kokangs ont perdu leurs prérogatives politiques au profit d'avantages économiques lorsqu'elles ont accepté une entente avec les élites gouvernementales birmanes. En présence d'élites faibles intégrées dans le giron d'une élite dominante, le marché de la drogue en région kokang a été caractérisé par le conflit de manière occasionnelle. Ainsi, les régions productrices de drogue en Birmanie peuvent être plus ou moins caractérisées par la présence de conflit armé selon la manière dont les élites parviennent à s'entendre pour se partager les rentes de la drogue et selon la nature des configurations politiques émergentes. Cet argument est résumé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : La présence de conflit armé dans une économie politique de la drogue

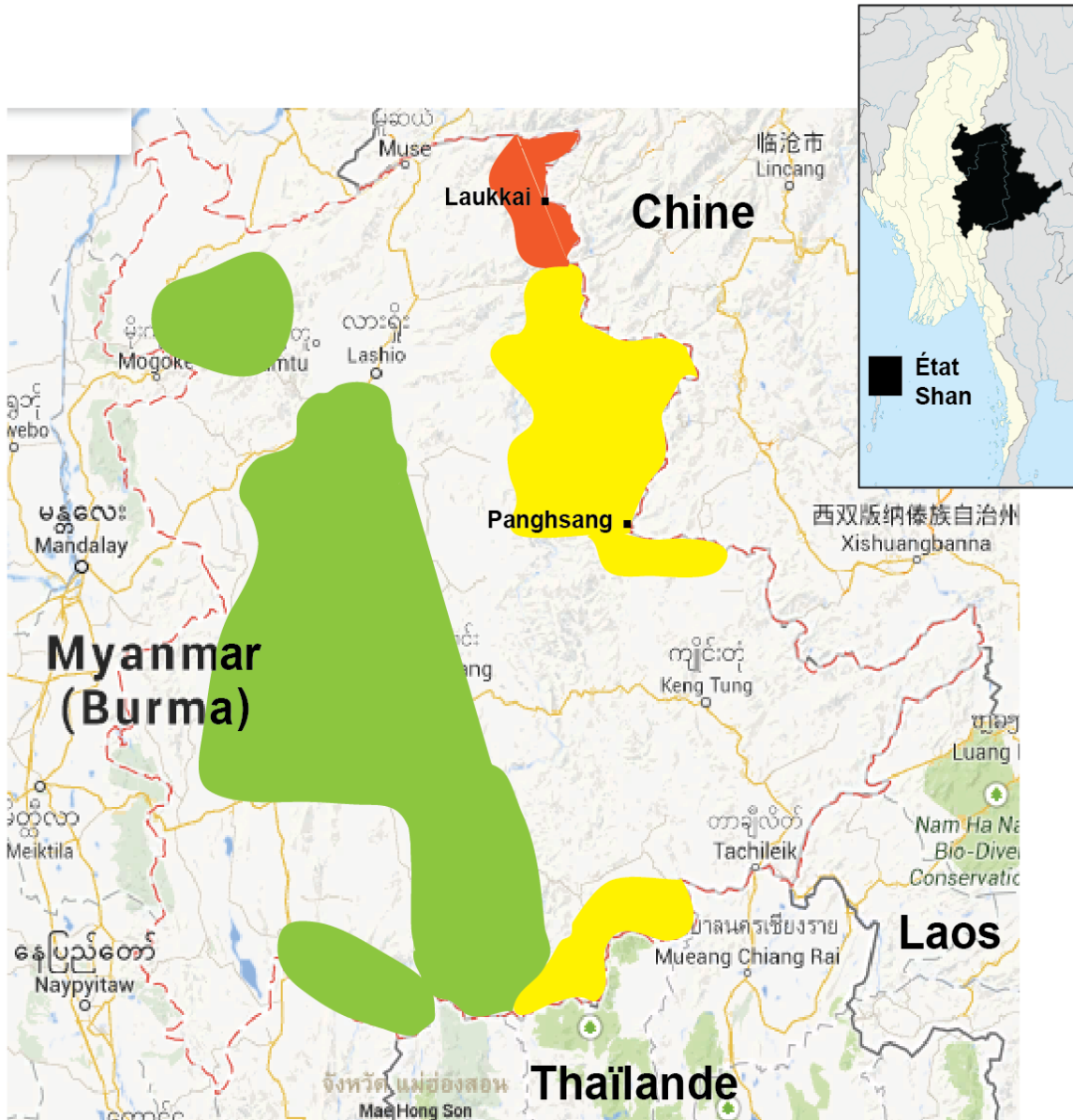
	<p>Conflit entre les élites (illustré par les Shans) (Discréditation des motivations politiques des élites locales, élites locales cohésives, recours au conflit armé de manière régulière, mise en œuvre de mesures de lutte contre les activités</p>	<p>Marché de la drogue caractérisé par le conflit armé</p>
--	--	--

Économie politique de la drogue dans une région de l'État Shan	criminelles, éradication forcée des champs de pavot)	
	Coopération entre les élites (illustré par les Was) (Élites locales fortes, pas de recours au conflit armé, coopération militaire face à un ennemi commun, gain de capital politique, amnistie pour les trafiquants, partage de ressources économiques, coopération dans des projets capitalistes de développement alternatif)	Marché de la drogue pacifique
	Assimilation des élites locales par les élites centrales (illustré par les Kokangs) (Élites locales divisées, recours exceptionnel au conflit armé, gain de capital politique, amnistie pour les trafiquants, facilitation du blanchiment d'argent, partage de ressources économiques, coopération dans des projets capitalistes de développement alternatif)	Marché de la drogue caractérisé par des affrontements armés sporadiques

Le concept d'élites est d'une importance particulière pour cette recherche. La définition retenue est celle proposée par Di John et Putzel (2009 : 15), qui considèrent que les élites sont les individus qui appartiennent (parfois simultanément) à ces catégories : 1) les propriétaires d'actifs importants dans le domaine de l'agriculture, de la manufacture et des services, les « capitalistes principaux »; 2) ceux qui possèdent un pouvoir substantiel d'allocation de droits de propriété, comme les chefs tribaux, les seigneurs de guerre, et les chefs politiques régionaux; 3) ceux qui possèdent une autorité traditionnelle qui leur permet de négocier au nom d'une

communauté, comme les leaders religieux ou tribaux; et 4) ceux qui sont à la tête de partis politiques (ibid.). De par son caractère illégal, transnational et très lucratif, l'industrie de la drogue est instrumentalisée par diverses élites et s'inscrit dans la définition de relations sociales de pouvoir complexes. De manière plus spécifique, la présence et le type d'ententes entre les élites locales et centrales signifient qu'une économie de la drogue peut être associée à un conflit armé ou à la paix. En outre, la fracture de ces ententes entre élites peut mener à une résurgence de la violence. Cette fracture peut survenir lorsque certains paramètres de l'entente sont modifiés : par exemple si un événement comme une transition démocratique modifie la relation entre les élites du centre et de la périphérie. Dans ce mémoire, la définition des ententes entre élites proposée par Hesselbein (2011:1) a été retenue : « powerful military, economic and political people who come to a common understanding about the 'rules of the game', especially concerning property rights, law enforcement and access to resources.» La drogue en tant que marchandise a également des particularités qui proviennent de son caractère illicite. Cette recherche prend donc en considération l'aspect transnational de l'industrie de la drogue. Cela signifie que les diverses élites sont sensibles à la fois aux conventions internationales qui criminalisent la drogue, aux effets adverses que cette industrie a dans les pays importateurs, et aux changements de marché au niveau international.

Figure 2 : Carte de l'État Shan et des groupes étudiés (S.H.A.N. 2005a; Kramer 2007; Chin 2009, BNI 2013a).



Légende : Région Wa Région Kokang Région Shan

Frontière de l'État Shan

- - - - -

Les sections qui suivent présentent tout d'abord les caractéristiques structurelles de l'économie de la drogue en Birmanie contemporaine. Les dynamiques de celle-ci sont explorées,

ainsi que son importance actuelle. Suivant ceci, le cadre théorique employé pour cette étude est présenté, de même que la méthodologie choisie et la division du corps du texte.

1.1 L'économie de la drogue en Birmanie contemporaine

La drogue est une partie importante de l'économie birmane depuis l'époque coloniale, mais c'est à partir de l'indépendance du pays que celui-ci s'est élevé au rang de producteur mondial (Chouvy 2010). Quatre facteurs principaux ont contribué à faire de la Birmanie l'un des principaux producteurs de drogues illicites en 2013 (UNODC 2013f) : son histoire, sa géographie, son climat politique et son économie. À l'époque précoloniale, la production de pavot à opium pour consommation locale¹¹ était déjà présente dans les montagnes de l'État Shan, si bien que les autorités coloniales britanniques ont établi un monopole légal dans cette région pour en exploiter les revenus (Le Failler 2001). De plus, nous verrons dans l'étude de cas sur les Kokangs que ce peuple du Nord de l'État Shan avait déjà la réputation de produire un opium d'excellente qualité (Brook et Wakabayashi 2000). Le succès de l'opium birman provient également du rendement des champs de pavot du Nord-est du pays, dont le climat est particulièrement favorable à cette culture (Chouvy 2010). L'isolation et l'inaccessibilité des régions productrices d'opium sont un autre avantage pour les producteurs d'opium birmans. En plus de la géographie et de l'histoire de la région, le climat politique birman a favorisé l'essor d'une industrie illicite importante. La faiblesse des institutions gouvernementales, causée par le conflit civil présent depuis les premières années de son indépendance, signifie que les lois anti-narcotiques existantes¹² sont peu appliquées (INCSR 2012). En dernier lieu, le conflit civil et la gestion malsaine de l'économie durant le règne du Burma Socialist Programme Party (BSPP) entre 1962 et 1988¹³ ont créé un environnement économique propice à l'expansion d'une industrie illicite. Les régions frontalières contrôlées par des groupes rebelles ont peu été

¹¹ À l'époque précoloniale, l'opium était consommé dans les régions montagneuses de l'Asie du Sud-est continentale pour alléger plusieurs maux, notamment ceux liés à la vieillesse (Le Failler 2001).

¹² Le gouvernement birman a ratifié la Convention des Nations Unies sur les substances psychotropes (Convention de 1971 sur les substances psychotropes) en 1995. Auparavant, le gouvernement de Ne Win avait promulgué une loi sur les drogues en 1974; celle-ci prévoyait la peine de mort pour de nombreuses offenses, mais elle a été rarement appliquée (Ancel 1998).

¹³ La « Voie birmane vers le socialisme » a eu des effets désastreux sur l'économie du pays; ceux-ci seront détaillés dans la seconde section de ce mémoire.

développées, ayant peu d'infrastructures et laissant peu d'opportunités licites à la population. La pauvreté causée à la fois par le conflit armé et le faible niveau de développement des régions isolées a aussi créé un fort intérêt pour une culture commerciale lucrative telle que l'opium¹⁴.

Dans son étude sur la Colombie, Thoumi (2007) avance que le développement d'un avantage comparatif pour la production de drogue dans un pays donné naît de la présence de certaines normes au sein de la société civile. L'absence d'un État de droit issu d'un consensus populaire permet l'apparition d'institutions qui favorisent une économie illicite telle que celle de la drogue. Ainsi, la conjoncture décrite ci-haut a permis à l'industrie du narcotrafic de devenir un pilier de l'économie birmane.

Depuis son indépendance, la production de drogue n'a cessé d'augmenter en Birmanie¹⁵. Tout d'abord transformé en monopole étatique par les Britanniques en 1862 (Ancel 1998), l'opium a été produit légalement dans l'État Shan jusqu'en 1965¹⁶. En 1949, l'invasion du Nord du pays par le Parti nationaliste chinois, le Kuomintang (KMT), allait précipiter la production d'opium dans cette région et propulser le Triangle d'Or¹⁷ au sommet des régions productrices de drogue dans le monde (Jelsma, Kramer et Vervest 2005). Afin de financer son combat pour le pouvoir à Pékin, le KMT a mis en place un système de taxation sur l'opium cultivé dans les territoires birmans sous son contrôle. Ce système de taxation sévère a forcé les cultivateurs à se consacrer entièrement à la culture de pavot à opium pour pouvoir répondre aux demandes du KMT (Jelsma 2003). À partir de ce moment, la production annuelle d'opium est passée de 30 tonnes en 1948 à 600 tonnes au milieu des années 1950 (Maule 1992; Lintner 1998). À la fin des années 1960, la chaîne de production de l'opium s'est ainsi établie. Des cultivateurs¹⁸ font pousser du pavot dont les revenus leur permettent de se nourrir pour quelques mois. Les groupes

¹⁴ En 2013, la valeur marchande de l'opium par hectare était 19 fois plus élevée que celle du riz (Eligh 2013). (Discussion avec le directeur responsable du bureau de l'ONUUDC au Myanmar en juillet 2013).

¹⁵ Voir le tableau II de la production potentielle d'opium en Birmanie entre 1940 et 2013, ainsi que la figure 3, une courbe issue de ces chiffres, aux pages 11 et 12.

¹⁶ À l'indépendance, U Nu avait annoncé un plan visant à criminaliser la culture et l'usage de l'opium, mais les événements politiques des années 1950 ont fait que cette mesure n'a jamais été mise en place (Maung 1991).

¹⁷ Terme popularisé au début de la Guerre contre la drogue dans les années 1970, le Triangle d'Or réfère aux régions montagneuses à la jonction entre la Thaïlande, la Birmanie et le Laos, où d'importantes quantités de drogues sont produites (Ancel 1998).

¹⁸ Les tribus montagnardes comme les Kachins, les Lahus, les Akhas et les Was sont traditionnellement associées à la culture de pavot (Kramer 2009a; Formoso 2006), mais les cultivateurs peuvent aussi être des Chinois dans le Kokang et des Shans dans le Sud et l'Ouest de l'État Shan.

armés qui contrôlent la région habitée par les cultivateurs leur réclament une taxe sur la production. La taxe payée aux groupes armés est en argent ou en opium, selon la participation des soldats au narcotrafic (Chin 2009). Une fois l’opium récolté, les cultivateurs le vendent à de petits trafiquants au marché local. Ceux-ci paient également une taxe aux insurgés qui contrôlent les routes menant hors de la région de production, et paient souvent ces mêmes groupes armés pour protéger les convois de drogue (Lintner 2000). À partir de 1989, de nouvelles raffineries d’héroïne sont apparues dans le Kokang et dans la région wa, le long de la frontière sino-birmane (Lintner 1995; ALTSEAN 2004). Au contraire des raffineries établies le long de la frontière avec la Thaïlande, celles-ci avaient trois avantages : elles étaient près des zones de culture de pavot à opium, près du marché chinois, et à proximité des routes de trafic du Yunnan désormais plus sûres que celles de la Thaïlande (Lintner 1998). Ces nouvelles raffineries ont joué un rôle central dans l’augmentation rapide de la production d’opium en Birmanie à la fin du XXe siècle : entre 1987 et 1995, celle-ci est passée de 836 tonnes à 2340 tonnes (INCSR 1996). Dans les années 1990, deux milles tonnes d’opium étaient récoltées en moyenne en Birmanie chaque année. Considérant qu’une tonne d’héroïne est le résultat de 10 tonnes d’opium, la production birmane suffisait pour inquiéter les agences mondiales de contrôle de narcotiques (Lintner et Black 2009)¹⁹. En 1996, les autorités américaines estimaient que l’exportation d’héroïne birmane valait au moins autant que la totalité des exportations légales du pays, soit 922 millions US\$ (INCSR 1996). Toutefois, la première décennie des années 2000 est caractérisée par une baisse importante de la production nationale d’opium, qui atteindra un minimum de 312 tonnes en 2005 (UNODC 2013d). Cette baisse est due aux interdictions de culture de pavot à opium qui sont entrées en vigueur dans les régions kokang et wa en 2003 et 2005, respectivement. Nous verrons en détail les causes et les conséquences de ces interdictions dans les études de cas; il importe toutefois de souligner que les autorités shans n’ont jamais mis en vigueur d’interdiction similaire dans leur région.

La production d’opium demeure néanmoins importante en Birmanie : le pays est responsable de 25% du stock mondial de pavot à opium (UNODC 2013d). En 2012, 88% des hectares sud-est asiatiques dédiés à la culture de pavot à opium étaient situés dans ce pays

¹⁹ En 1991, l’Afghanistan a surpassé la Birmanie pour la quantité d’opium produite (Chouvy 2010), mais la surface consacrée à la culture du pavot est demeurée plus importante en Birmanie jusqu’en 2002.

(UNODC 2012a). Entre 2011 et 2013, le nombre d'hectares de culture de pavot à opium en Birmanie est passé de 43 600 (dont 39 800 dans l'État Shan) à 57 800 (dont 53 300 dans l'État Shan)²⁰, ce qui représente une augmentation de 32.5%. La surface éradiquée pour les mêmes années est passée de 7 058 hectares en 2011 à 23 718 hectares en 2012, pour redescendre à 12 288 hectares en 2013²¹. En revanche, le prix moyen de l'opium frais au kilo est passé de 450 US\$ en 2011 à 498 US\$ en 2012, soit une augmentation de près de 11%. La valeur potentielle de la récolte d'opium en Birmanie en 2011 était de 275 million US\$ en 2011 et de 540 million US\$ en 2013, une augmentation de 96% (UNODC 2013d). Il est intéressant de rappeler que malgré l'optimisme des rapports de l'UNODC, qui note que la production demeure nettement plus basse que lors de l'énorme hausse des années 1990²², la production actuelle d'opium en Birmanie est aujourd'hui redevenue semblable à celle des années 1970 (Lintner et Black 2009; INCSR 2013). Ainsi, depuis le début des années 2000, la majorité de l'opium produit dans l'État Shan provient de la région shan, alors que les régions wa et kokang sont à l'origine de la production d'un autre type de drogues : les ATS.

Le début des années 1990 est en effet marqué par l'apparition d'une nouvelle catégorie de drogues produites en Birmanie : les stimulants de la famille des amphétamines (ATS)²³. En 2001, les autorités birmanes ont rapporté leur plus grande saisie à ce jour : 32.4 millions de comprimés en une année (UNODC 2010)²⁴. La fin des années 1990 marque aussi l'augmentation du trafic d'ATS et coïncide avec une détérioration des relations thaï-birmanes et une augmentation d'événements violents près de la frontière commune²⁵. La Birmanie

²⁰ Il s'agit là des chiffres de la meilleure estimation. La plus basse et la plus haute estimation n'ont pas été calculées par l'UNODC en 2006, mais en 2013, elles étaient de 45 700 hectares et de 65 300 hectares, respectivement (UNODC 2013d).

²¹ Des courbes de variation de la superficie potentielle et de l'éradication des champs de pavot birmanes sont présentées en figure 4 à la page 13.

²² 1996 est l'année où les observateurs américains ont noté la plus haute production d'opium en Birmanie, avec 163 000 hectares cultivés (INCSR 1996).

²³ Les premières saisies importantes d'anhydrite acétique, un composant essentiel à la fabrication d'ATS, ont été rapportées en Birmanie en 1989. Les convois provenaient de l'Inde (Lintner 1998).

²⁴ Contrairement à l'opium, dont la production est agricole, les ATS sont produites dans des laboratoires difficiles à détecter et faciles à déplacer. En entretien, l'analyste en chef du programme de contrôle des drogues synthétiques de l'UNODC a affirmé que le meilleur indicateur de production pour ces drogues demeure donc les quantités saisies par les autorités (Soe 2013). Il est estimé que la quantité de drogues saisies par les autorités représente généralement environ 10% de la quantité réellement produite (INCSR 2012; Chouvy 2010).

²⁵ La consommation d'ATS en Thaïlande est devenue une véritable épidémie à partir du milieu des années 1990 (Chouvy et Meissonier 2004). Au début, les ATS étaient connues en Thaïlande sous le nom de *yama*, ou drogue du

demeure aujourd'hui le principal producteur régional d'ATS²⁶. Si la majorité des produits chimiques précurseurs nécessaires à la fabrication d'ATS sont importés de pays voisins comme la Chine et l'Inde (ALTSEAN 2006), les manufactures de méthamphétamines sont principalement situées dans les régions wa et kokang, dans l'Est de l'État Shan (UNODC 2013b). Considérant ceci, le nombre d'arrestations effectuées en lien avec les ATS est extrêmement bas en Birmanie. En 2011, 1 269 arrestations liées au trafic d'ATS ont été faites en Birmanie alors que 214 779 arrestations ont eu lieu en Thaïlande, pays d'importation et de transit pour les ATS produits en Birmanie (UNODC 2012a). Au même moment, les saisies birmanes ont augmenté de 169% entre 2011 et 2012, et continuent d'augmenter de manière stable (UNODC 2012c).

Tableau 2: Production estimée d'opium en Birmanie, 1958-2013 (en tonnes)

		1993	2575	2004	370
1958	18	1994	2030	2005	312
1970	600	1995	2340	2006	315
1986	620	1996	2560	2007	460
1987	836	1997	2365	2008	410
1988	1283	1998	1750	2009	330
1989	2430	1999	1090	2010	580
1990	2255	2000	1085	2011	610
1991	2350	2001	1097	2012	690
1992	2280	2002	828	2013	870
		2003	810		
Chiffres issus de Maule (1992), McCoy (2003), INCSR (1990), INCSR (1997), UNODC (2013d).					

cheval. Le gouvernement thaï a par la suite modifié le nom commun de cette drogue face à sa popularité croissante : elle est aujourd'hui connue sous le nom de *yaba*, ou drogue de la folie (Lintner et Black 2009).

²⁶ L'Asie de l'Est et du Sud-est est le plus grand marché mondial pour les ATS: plus de la moitié des quantités saisies dans le monde proviennent de cette région et y sont consommées (UNODC 2013b, 2013g).

Figure 3: Production potentielle d'opium en Birmanie, 1958-2013 (en tonnes) (voir sources dans le tableau 1)

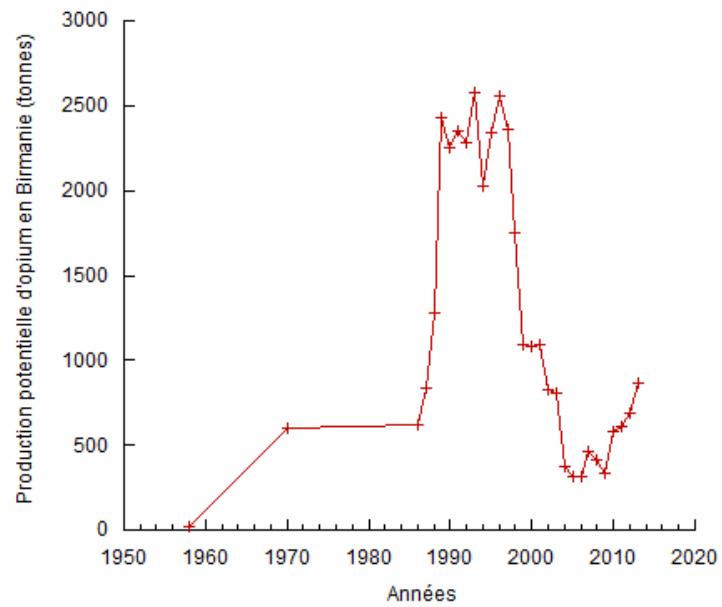
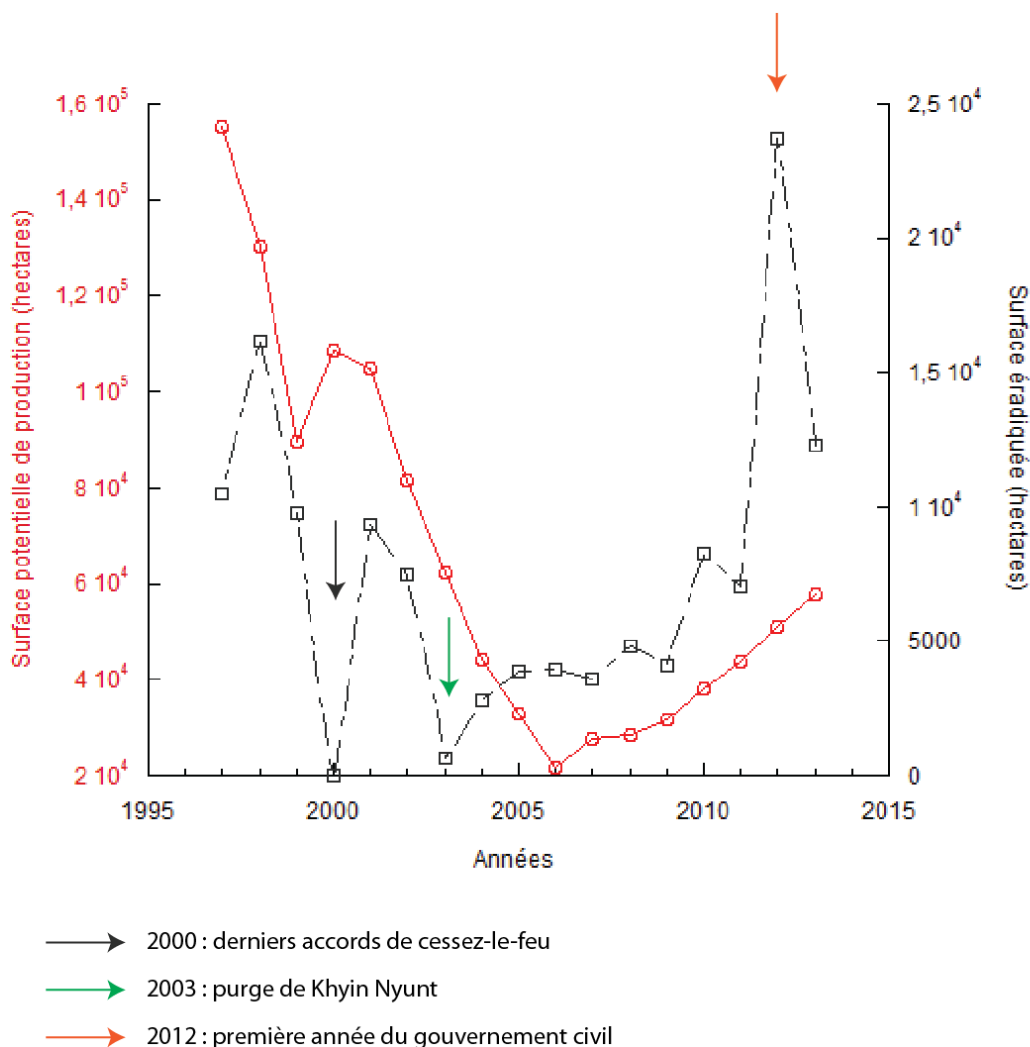


Figure 4: Production et éradication de pavot à opium en hectares (INCSR 1996, 2003, 2007; UNODC 2013d)



Dans le cadre de cette étude, il est important de noter que la chute de production d’opium en Birmanie est en quelque sorte comblée par l’augmentation de la production d’ATS, dont le mode de production et la demande locale sont aujourd’hui plus intéressants pour les trafiquants de drogue que les dérivés de l’opium. Contrairement à l’opium, qui est issu d’une plante devant être cultivée dans des conditions spécifiques, les ATS peuvent être produits en grande quantité dans des laboratoires aisément déplacés. Le marché de la drogue illicite en Asie de l’Est et du Sud-est a en outre été profondément affecté par le développement économique rapide connu par

la région ainsi que par les mesures d'intégration économique prévues par l'ASEAN²⁷. La demande régionale pour les ATS augmente de manière régulière, alors que la consommation d'héroïne est de plus en plus stigmatisée (Chin et Zhang 2007). La dérégulation progressive des frontières, qui favorise un mouvement libre des biens et des personnes, facilite également le mouvement des ATS à travers le continent asiatique où ils sont majoritairement consommés (Shin 2013; Lyttleton 2006). L'héroïne produite en Birmanie, quant à elle, est principalement exportée vers l'Asie de l'Est et l'Australie (UNODC 2013f). Trois routes principales sont empruntées par les trafiquants pour exporter les drogues de la Birmanie : à travers la province méridionale chinoise du Yunnan, par le Nord-Est de l'Inde, et via la frontière avec la Thaïlande (ALTSEAN 2004). La valeur de l'industrie de l'héroïne en 2013 en Asie-Pacifique était de 16,3 milliards US\$, et celle des ATS était de 15 milliards US\$ (UNODC 2013e).

Il est intéressant de noter que les récentes augmentations de production d'opium, d'héroïne et d'ATS coïncident avec une présence et un contrôle accru de l'armée birmane dans les régions productrices principales (S.H.A.N. 2011; Hnoug 2013)²⁸. Bien que les chiffres fournis par les observations satellites des Nations Unies sur l'étendue des champs de culture de pavot soient fiables, il est important de souligner que d'autres chiffres, tels que la production d'opium ou les quantités saisies, leur sont fournies par les autorités birmanes sans vérification supplémentaire d'observateurs internationaux. Les observations de chercheurs indépendants publiées dans des rapports ou récoltées sur le terrain permettent dès lors de faire une comparaison.

En résumé, la production de drogue en Birmanie est en augmentation relativement constante depuis l'époque coloniale. La production d'ATS gagne en importance depuis le début des années 1990, alors que la production d'opium est redevenue similaire à ce qu'elle était dans les années 1970 après une forte croissance dans les années 1990. Cette industrie demeure très lucrative, et les trafiquants birmans se trouvent au cœur de la production de drogue en Asie. Afin de placer ces données dans le contexte de l'évolution du conflit armé et des relations entre élites

²⁷ L'ASEAN prévoit créer la Communauté économique asiatique (AEC) en 2015. À l'intérieur de celle-ci, les biens, les services et les individus pourront se déplacer librement (ASEAN 2013).

²⁸ Entretien avec Lway Nway Hnoug, analyste pour la Palaung Women's Organisation (PWO) conduit à Mae Sot en juillet 2013.

en Birmanie, un cadre d'analyse a été construit à partir de la littérature sur la relation entre les ressources et les conflits armés ainsi que celle sur les ententes entre élites et les configurations politiques émergentes.

1.2 Cadre d'analyse

Cette étude s'appuie sur deux types de littératures afin de définir son cadre d'analyse : la littérature qui s'intéresse à la relation entre ressources et conflits armés, et celle qui se penche sur les processus de négociations entre élites autour de l'ordre politique. Les arguments et les concepts-clés de chaque section théorique sont ici présentés, ainsi que les contributions de chaque approche pour le sujet de cette étude.

1.2.1 Ressources, rentes et conflit armé.

La littérature qui se penche sur la relation entre le trafic de drogue et le conflit prend racine dans une analyse plus large des dimensions économiques des guerres civiles (Meehan 2011). Cette analyse est en partie issue de la littérature sur la formation étatique, la violence, et le crime organisé, qui comprend entre autres les travaux de Tilly (1985), Gallant (1999), McCoy (2003), Jung (2003) et Tagliacozzo (2009b, 2009a, 2002). Une partie de l'analyse des motivations économiques à la rébellion et à la continuation d'une guerre civile (Collier et Hoeffler 2004) associe fortement la présence de ressources à la continuation d'un conflit civil. Ainsi, les « nouvelles » guerres civiles seraient caractérisées par les motivations plus économiques que politiques des groupes insurgés (Andreas 2004)²⁹. D'autres théories à ce sujet ont évolué vers la considération que la présence de ressources susceptibles d'être pillées³⁰ semble prolonger les conflits civils (Ross 2003, Le Billon 2003). Au contraire, certains auteurs, dont Andreas et Wallman (2009), considèrent que les acteurs illégaux devraient préférer un environnement de paix à un environnement de guerre.

²⁹ Kalyvas (2001) critique cette distinction entre les « anciennes » guerres civiles et les « nouvelles », notant qu'il ne faut pas inférer à la population les motivations idéologiques des élites. Les clivages locaux et les griefs personnels ont joué un rôle important dans les deux « types » de guerres civiles.

³⁰ Les ressources sont considérées comme étant susceptibles d'être pillées lorsqu'elles peuvent être exploitées par une main-d'œuvre non spécialisée, et ce à relativement faible coût. Le bois, la drogue et les pierres précieuses alluviales sont donc des ressources susceptibles d'être pillées, alors que le pétrole, le gaz naturel et les minerais ne le sont pas (Le Billon 2001).

La littérature sur le lien entre les ressources et le conflit civil n'apporte toutefois pas de réponse claire à la question centrale à ce mémoire. Lorsque le type de ressource, soit les drogues illicites, ne change pas, la manière dont les revenus issus de cette ressource sont distribués peut offrir des réponses à la présence ou à l'absence de conflit armé. La littérature sur les rentes suggère en effet que différents types d'allocation des revenus issus d'une ressource peuvent influencer la stabilité des ententes entre les parties d'un conflit civil. Les rentes sont définies par North, Wallis et Weingast comme « a return to an economic asset that exceeds the return the asset can receive in its best alternative use. » (2009 : 19) Dans cette littérature, North, Wallis et Weingast (2009) proposent la théorie des systèmes de restriction d'accès³¹. Ce concept réfère à une configuration politique où une coalition entre les élites limite l'accès du reste de la société aux ressources économiques et politiques. En se créant des intérêts communs, soit la défense de ce système, les élites arrivent ainsi à une résolution politique³² et limitent la violence au sein de leur société. Ces intérêts communs sont issus d'une manipulation politique de l'économie qui assure un accès et le contrôle privilégié des élites aux ressources économiques comme la terre, la main d'œuvre et le capital, ainsi qu'à l'exploitation de celles-ci. La compréhension mutuelle entre les élites sur le fait que la violence diminue les rentes de chacun crée donc un incitatif crédible à la coopération (*ibid.* : 18)³³. En d'autres termes, les systèmes de restriction d'accès permettent une régulation de l'activité économique en créant des rentes qui enrichissent les élites, et celles-ci façonnent l'ordre politique et limitent le recours à la violence. Cette théorie souligne également l'importance du maintien du statu quo pour les élites de la coalition : pour qu'il soit crédible qu'un groupe d'élite ait intérêt à ne pas être violent, il faut qu'il puisse continuer de recueillir ses rentes auprès du reste de la population. Les systèmes de restriction d'accès sont donc particulièrement vulnérables aux changements. Plusieurs auteurs appuient cette théorie. Khan (2000) définit le lien entre le processus de recherche de rentes (« *rent-seeking* ») et l'évolution des institutions économiques et politiques d'une société. Pour sa part, Hesselbein (2011) soutient que les différents scénarios possibles de mobilisation des ressources économiques définissent la nature des coalitions entre élites. Une sous-composante importante

³¹ Il s'agit d'une traduction libre de « limited access orders ».

³² La littérature anglophone réfère à ce concept comme « political settlements ».

³³ Les « rentes de la paix » (*ibid.* :19) qui reviennent aux acteurs violents sont les revenus de leurs actifs économiques lorsqu'ils sont en période de paix.

à cette approche théorique est que les intérêts communs aux élites issus de la création de rentes ne garantissent pas la paix à long terme. Comme le soulignent North, Wallis et Weingast: « Dispersed military power is part of the logic of the natural state. In this way, the threat of violence becomes part of the arrangement that controls the actual use of violence. » (2009: 20). Ahrum et King (2011) et Skaperdas (2002) notent à ce sujet que les seigneurs de guerre qui font partie de la coalition politique dominante maintiennent leur force armée à la fois pour continuer d'assurer leurs privilèges et pour intimider les autres membres de la coalition.

Notre analyse tire profit d'un autre concept théorique : les « institutions d'extraction commune » définies par Snyder et Duran-Martinez (2009) et Snyder (2006). Les institutions d'extraction commune sont des ententes entre élites sur le partage des rentes d'une ressource. Pour ces auteurs, le niveau de violence associé aux ressources susceptibles d'être pillées (tel que la drogue) s'explique par la présence ou l'absence d'ententes entre les acteurs étatiques et privés à propos du partage des rentes issues d'une ressource. Selon leur durée, ces ententes deviennent de véritables institutions. Ces ententes créent des relations d'interdépendance qui limitent la possibilité de conflit; c'est la présence d'acteurs étatiques dans une entente entre élites qui tempère la violence d'un marché illégal. Ironiquement, lorsque celles-ci sont affaiblies par des opérations de renforcement des forces policières ou par de nouvelles politiques de lutte anti-corruption, il peut y avoir une explosion de la violence (Snyder et Duran-Martinez 2009). En tant que ressource illégale susceptible d'être pillée, la drogue se prête particulièrement bien à l'établissement de systèmes de restriction d'accès et d'institutions d'extraction commune, parce que les acteurs non-étatiques préfèrent partager les rentes avec les acteurs étatiques. En effet, Snyder affirme que les caractéristiques de la drogue permettent à l'État de manier des « bâtons » et des « carottes » (2006 : 6), soit des incitatifs négatifs ou positifs, pour amener les acteurs non-étatiques à créer des institutions d'extraction commune et à partager leurs rentes. Les « bâtons » disponibles pour l'État sont directement issus du caractère illégal de la drogue : les acteurs étatiques peuvent faire appel au support de la communauté internationale pour éliminer la ressource en toute légalité. Les « carottes », quant à elles, sont issues d'autres prérogatives étatiques: la protection face aux compétiteurs, ainsi que des bénéfices légaux comme la facilitation du blanchiment des revenus ou l'amnistie officielle pour les trafiquants. De même que pour les systèmes de restriction d'accès, les institutions d'extraction commune sont

sensibles au changement: la modification de la balance de pouvoir entre les acteurs étatiques et privés, la baisse de valeur de la ressource rentière sur le marché, la succession de nouvelles élites et les griefs causés par ces institutions sont cités comme les quatre causes de leur déclin éventuel (Snyder 2006: 9).

La littérature sur la relation entre les ressources, les rentes et le conflit armé a également une dimension transnationale importante. Trocki (1999) et Chouvy (2010) notent que l'opium a été un bien économique (au même titre que le sucre, le thé, l'alcool et le tabac) crucial pour le développement de l'impérialisme européen et pour la mondialisation de l'économie pour l'Asie. Il a également été une source de pouvoir économique, puis politique, importante pour presque tous les États de l'Asie de l'Est (Tagliacozzo 2002) à un moment durant leur histoire :

It was the quick and dirty fix, the short cut that could place one on the high road to political, economic and social power. In Asia East of Suez opium paved the way. First by destroying the old order and then by financing the new, it laid the foundation for the coming of capitalism, for militarism and for the republics. Those who could harness the dragon could become the new ruling class (Trocki 1999 : 132-133).

Deux éléments de cette approche théorique seront donc employés dans ce mémoire : les systèmes de restriction d'accès et les institutions d'extraction commune. Toutefois, Tilly (1985) rappelle que la distinction entre la violence légitime et la violence illégitime est floue durant la majorité du processus de construction étatique, et que l'État est l'apogée d'une entreprise de crime organisé (*ibid.* : 170)³⁴. Reno (2000: 436) ajoute: « 'dysfunctional' arrangements like violent commerce, use of state office for personal profit, and the undermining of international norms of economic behavior can all be relevant to establishing and consolidating state authority over contending societal groups ». La distinction nette entre les acteurs étatiques et les acteurs non-étatiques proposée par Snyder ne traduit donc pas suffisamment le processus d'accumulation de capital et de pouvoir qui guide pour le moment les actions des élites birmanes. North, Wallis et Weingast (2009) soutiennent que les systèmes de restriction d'accès sont une étape vers le système d'accès libre qui caractérise les démocraties modernes et qu'il est trompeur de considérer la majorité des États comme des acteurs unitaires ayant le monopole

³⁴ Pour une étude contemporaine du rôle du commerce illicite dans la construction étatique des États-Unis, voir Andreas (2013).

de la violence légitime sur le territoire qui leur est associé. La nature des coalitions politiques qui façonnent les institutions étatiques, ainsi que les processus de négociation entre élites qui forment ces résolutions politiques, doivent donc également être considérées.

1.2.2 Processus de négociation entre élites et dynamiques de violence.

Ce mémoire tire donc également partie de la littérature sur les processus de négociation entre élites, qui consolideront ou qui modifieront l'ordre politique. Ajoutant à la littérature sur les rentes et l'ordre politique, cette approche avance que la nature des ententes entre élites qui sont au cœur des résolutions politiques permet d'expliquer la résilience ou l'effondrement de l'ordre politique (Di John et Putzel 2009). Les résolutions politiques sont ici comprises selon la définition de l'économie politique critique, proposée par Khan (1995), où elles sont le résultat de négociations entre des groupes ou des classes sociales participantes. Le résultat de ces négociations est la base de tout État³⁵. Contrairement à d'autres définitions d'une résolution politique, celle de l'économie politique critique souligne que le processus de négociation se fait entre certains groupes privilégiés, et que certaines classes sociales ou autres groupes sont exclus des négociations. L'emploi de ce concept ainsi défini souligne les processus de négociation entre les élites étatiques et non-étatiques, ainsi qu'entre les élites et le reste de la population. Selon cette approche, les institutions étatiques ont pour fonction la distribution d'avantages qui correspondent à l'ordre politique en place; elles ne sont donc pas de simples structures incitatives (Khan 1995). Les ententes entre élites sont des processus informels et généralement tacites. Elles peuvent toutefois être observées à travers la mobilisation de ressources économiques, notamment les modes de taxation, d'appropriation des ressources et de production de capital (Hesselbein 2011).

Les auteurs de cette approche tendent à souligner les limites d'une approche analytique centrée sur l'État (Duffield 2001; Boege, Brown, Clements et Nolan 2009). En effet, le concept d'État-nation est une abstraction pour la Birmanie. Nous verrons dans le second chapitre de ce mémoire que le gouvernement central n'a jamais contrôlé l'entièreté du territoire qui lui a échoué à l'indépendance, et que dans plusieurs régions excentrées, des dirigeants locaux exercent des

³⁵ Bien que le concept soit ici employé selon sa définition proposée par l'économie politique critique, les « résolutions politiques » se trouvent dans plusieurs types d'approche théorique. Pour une revue des différentes définitions proposées par d'autres approches, voir Lloyd (2001).

prérogatives traditionnellement étatiques. Nordstrom (2001: 16) avance que « the shadow sovereigns of today may foreshadow new power formulations barely emergent on the horizons of political and economic possibility ». Cette approche s'oppose donc également à l'idée voulant que le design institutionnel détermine la trajectoire économique ou politique d'un État donné (Khan 1995). Cela implique que les processus de négociations entre élites peuvent résulter en une variété de résolutions politiques et qu'une entente durable entre les élites favorise un monopole d'usage de la violence ainsi qu'un contrôle significatif sur la population par l'État (Di John et Putzel 2009). Les « configurations politiques émergentes » introduits par Duffield (2001) ainsi que les « ordres politiques hybrides » et l'« oligopole de pouvoir » de Boege *et al.* (2009) sont particulièrement pertinents pour cette étude. Ces concepts définissent les ordres politiques qui émergent de réseaux flexibles et mouvants qui lient diverses autorités gouvernementales (locales et nationales) à d'autres acteurs, qui appartiennent à l'univers religieux, communautaire, économique (licite ou illicite), ainsi qu'à la diaspora et aux ONG. Ils expliquent les dynamiques de gouvernance car tous ces acteurs sont en mesure d'installer des systèmes d'extraction des ressources, de taxation, de protection et de législation. À l'intérieur de ces réseaux, les relations entre ces élites sont souvent compétitives, mais également coopératives en fonction de facteurs géographiques et temporels. La nature des ententes entre élites est le résultat de processus de négociation pour accommoder des intérêts différents. Les configurations politiques émergentes sont également très liées à l'économie informelle du pays, car elles n'opèrent pas à travers l'autorité économique ou judiciaire officielle. De plus, ces configurations politiques tirent aussi leur autorité de réseaux transnationaux avec qui ils entretiennent des relations commerciales (Strazzari 2003). Ainsi, dans les régions où l'État est considéré comme faible, il existe des configurations politiques émergentes où les différentes formes de pouvoir sont partagées par des élites qui peuvent être en situation de coopération ou de compétition.

L'application de la théorie des configurations politiques émergentes au cas de l'État Shan en Birmanie souligne l'importance de la compréhension spécifique d'une région donnée lorsqu'il est question de réformes. La connaissance des dynamiques inter-élites pour une région donnée permet notamment d'identifier le meilleur médiateur entre celles-ci et la population (Callahan 2007). Toutefois, une part importante de la littérature sur les configurations politiques émergentes donne une explication socio-culturelle ou traditionnelle : suite à un conflit violent,

les institutions de gouvernance traditionnelles reviennent remplir les fonctions qui devraient être assumées par l'État (De Waal 2009; Boege *et al.* 2009; Duffield 2001). La théorie étatique critique employée ici, et plus particulièrement une branche particulière à l'Asie du Sud-Est, l'École de Murdoch (Jones 2013; Hewison, Robison et Rodan 1993), apporte plutôt une explication économique à l'émergence d'acteurs non-étatiques dans la dynamique de gouvernance en Birmanie. En se basant sur la conception de l'État comme l'expression de relations sociales de pouvoir (Jessop 2008; Poulantzas 1976), elle suggère l'importance qu'une économie illicite bénéficiant aux intérêts des élites birmanes peut revêtir. L'école de Murdoch se penche sur l'histoire récente de l'Asie du Sud-Est et note que les principaux bénéficiaires du pouvoir de l'État ont continué d'être une élite relativement restreinte, malgré la fin de plusieurs régimes autoritaires. Ses auteurs notent que les nouvelles élites sud-est asiatiques, et plus particulièrement celles du monde des affaires, peuvent modeler les réformes de manière à ce qu'elles satisfassent leurs intérêts (Hewison, Robison et Rodan 1993). Les trajectoires développementales dirigées par l'État en Asie du Sud-Est ainsi que les transitions politiques amorcées dans ces pays sont présentées comme issues des conflits sociaux autour des ressources et du pouvoir (Jones 2013). Parce que les élites ont la plus grande capacité de mobilisation de ressources et un important réseau transnational, les conflits qui les opposent influencent particulièrement l'État. Les contraintes structurelles imposées à l'État par les relations sociales de pouvoir et par l'économie politique ont ici préséance sur l'idéologie et sur les stratégies politiques des différents groupes sociaux. Selon Scott (1998), les élites locales et les entrepreneurs capitalistes permettent aux régions isolées où ils se situent d'être « lisibles » pour les autorités centrales représentées par l'armée birmane. De manière volontaire ou non, leur présence et leur interaction avec les autorités centrales permet de gouverner à la fois la population et les ressources. Considérant que les résultats politiques dépendent de l'influence structurelle de forces sociales puissantes qui utilisent l'État pour satisfaire leurs intérêts (Poulantzas 1976), l'école de Murdoch est également intéressante pour tenter d'expliquer l'échec des politiques de lutte anti-drogue qui ont été implémentées en Birmanie depuis de nombreuses années. En effet, cette école de pensée soutient que même si de « bonnes » institutions ou des politiques « justes » sont mises en place, les relations sociales de pouvoir au sens large continuent de dominer l'évolution des institutions (Jones 2013). Ainsi, en opposition avec l'idée généralement acceptée voulant que la démocratisation soit la solution au « problème » de

l'industrie de la drogue en Birmanie, l'approche de l'économie politique critique suggère que les ententes entre élites autour de la drogue en tant que ressource risquent d'être imposées à la démocratisation birmane.

L'étude des ententes entre élites et des intérêts économiques qui les motivent est d'un intérêt particulier pour qui cherche à comprendre l'absence ou la présence de conflit armé. Keen (2000, 1998) souligne l'importance des motivations économiques à la guerre, qui doivent être comprises comme un système alternatif de profit, de pouvoir et de protection (Keen 2000 : 19). Considérant que la violence est générée par certains types d'économies politiques, le concept de « conflits coopératifs » introduit par Keen (1998) souligne l'importance de l'identification des bénéficiaires de la violence si l'on souhaite la contenir. Dans le cas de conflits où l'économie illicite joue un rôle important, le contexte violent peut être perpétué par les ententes entre élites s'il est plus bénéfique que la paix (Brown 1999). Dans leur analyse des ententes entre élites en Afghanistan, Goodhand et Mansfield (2013) notent l'importance des ententes politiques secondaires, qui ont lieu entre les élites locales au niveau infranational. Celles-ci sont régulièrement renégociées et influencent la négociation subséquente entre les élites locales et le gouvernement central. La perspective des processus de négociation entre élites, qui s'éloigne de l'analyse centrée sur l'État, explique également l'importance différente que peuvent revêtir certaines régions dans la définition des relations de pouvoir au centre. En effet, selon l'intérêt d'une région donnée pour le centre³⁶, elle peut être laissée à la gouvernance des élites locales ou se trouver au centre des préoccupations des élites centrales. Certaines ententes entre élites locales peuvent donc être source de violence alors que d'autres peuvent être source de stabilité.

Bien que le caractère transnational du marché des drogues illicites soit mis en évidence par la dispersion mondiale des producteurs et des consommateurs de drogues illicites, il importe de souligner que ce caractère transnational définit également les ententes entre élites birmanes. Par exemple, dans leur étude sur les motivations de groupes politiques moyen-orientaux qui prennent part au trafic de drogue, Asal, Deloughery et Phillips (2012) notent que la présence

³⁶ L'intérêt d'une région pour le centre dépend de plusieurs facteurs, notamment sa richesse en ressources, mais également sa densité de population, le type de population (la présence de groupes ethniques hostiles à l'autorité centrale, par exemple), et la menace ressentie comme émanant de la région (l'existence d'un groupe armé important et/ou d'aspirations séparatistes) (Brown 1999).

d'une diaspora étendue est un point commun à tous les groupes subnationaux qui prennent part au trafic de drogue. Plusieurs auteurs notent que le narcotrafic est largement défini par son caractère illicite, et que les zones frontalières permettent à ce phénomène d'être particulièrement lucratif (Chin 2009; van Schendel et Abraham 2005; Jung 2003). Les élites des zones frontalières sont donc affectées par ce phénomène. Selon Chouvy et Laniel (2007), la problématique de la drogue en Birmanie doit être analysée dans un cadre géopolitique transnational dans la mesure où elle est modelée par les relations de pouvoir entre des parties locales, régionales et internationales qui s'intéressent aux territoires et aux revenus issus des drogues qui y sont cultivées. L'illégalité joue également un rôle dans ces relations de pouvoir. Cela signifie que le contexte international est important dans le rôle que jouera l'économie de drogues agricoles dans la persistance, le début ou la fin de conflits intraétatiques. Jung (2003) rappelle que les structures du capitalisme, les dynamiques commerciales et l'aide internationale favorisées par la mondialisation peuvent à la fois aider la paix et le développement étatique ou alimenter les guerres civiles, les mafias et l'économie illicite. Lorsqu'on observe l'économie politique des guerres civiles actuelles, il est clair que celles-ci ne sont pas aussi locales que leur nom sous-entend. Elles sont liées à l'économie mondialisée et celle-ci affecte leur déroulement. En effet, la possibilité pour les élites d'exploiter une ressource ayant une telle valeur sur le marché international transforme les liens entre les élites et la population dans la mesure où le support populaire n'est plus autant nécessaire pour garder le pouvoir.

En résumé, le cadre d'analyse de ce mémoire mobilise la littérature sur les ressources, les rentes et le conflit armé ainsi que celle sur les processus de négociation entre élites pour apporter des éléments de compréhension au fonctionnement du trafic de drogue dans des contextes de conflit armé et de paix. L'approche de l'économie politique est sous-jacente à ce cadre d'analyse. Une analyse d'économie politique appliquée à des situations de conflit ou de crise telle que proposée par David Keen (1998) et par Philippe Le Billon (2000) étudie la manière dont la distribution du pouvoir et de la richesse affecte un conflit armé. Plutôt que de considérer le conflit armé comme un problème exogène (Brown 1999), cette approche le considère comme une manifestation des relations sociales de pouvoir au sein d'une société. La vulnérabilité et le pouvoir sont donc étudiés en tant que processus économiques et politiques (Le Billon 2000 : 1) qui sont distribués à différents groupes à travers le temps. L'approche de

l'économie politique des conflits armés affirme que ces derniers existent parce que la violence armée a des fonctions et donc, des bénéficiaires (Keen 1998). En identifiant le rôle de la violence pour les intérêts politiques et économiques des groupes impliqués dans le conflit, les facteurs nécessaires à une résolution à long terme peuvent être isolés. Le fil conducteur de ce cadre d'analyse est donc que les processus de négociations entre élites s'articulent autour de la distribution des rentes issues de l'industrie de la drogue; la présence ou l'absence de conflit armé dans les économies politiques de la drogue de l'État Shan correspondent à ces différentes configurations.

1.3 Méthodologie

Ce mémoire emploie une méthodologie mixte d'études de cas et d'analyse comparative pour étayer ses arguments. En se fondant sur les relations entre les élites, la méthode de l'étude de cas est employée pour analyser séparément chacun des trois groupes introduits précédemment, soit les Shans, les Was et les Kokangs. Selon la méthodologie proposée par George et Bennett (2005), le choix de l'étude de cas pour décrire la relation entre le conflit armé et l'économie politique de la drogue en Birmanie est approprié pour deux raisons. Premièrement, il s'agit d'un exemple où un seul phénomène, l'effet de la nature des relations entre les élites présentes sur le caractère pacifique ou conflictuel des économies politiques de la drogue de l'État Shan, est étudié et théorisé. Deuxièmement, l'application de la théorie de l'économie politique critique à ce phénomène permet d'avoir « un objectif de recherche bien défini et une stratégie de recherche appropriée » (*ibid.* p.102).

La variable indépendante de cette étude est l'économie politique de la drogue. La définition proposée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a été retenue. Selon elle, le trafic de drogue se définit par le commerce, la consommation et la production/transformation de drogues illicites, c'est-à-dire dont le contrôle est officiellement réprimé par l'État et par les conventions internationales, sur un territoire donné. C'est un phénomène criminel transfrontalier dont les répercussions tendent à être plus souvent régionales que nationales. Son économie politique peut impliquer des groupes criminels organisés à plus ou moins grande échelle, des agents gouvernementaux corrompus, et des cultivateurs pour qui

les substances naturelles de base sont une récolte profitable (UNODC 2013g). La variable dépendante de cette étude est la présence ou l'absence de conflit armé. Celui-ci est ici défini comme « a contested incompatibility which concerns government and/or territory where the use of armed force between two parties, of which at least one is the government of a state, results in at least 25 battle-related deaths » (Wallensteen et Sollenberg 2001).³⁷

Il importe toutefois de spécifier que l'objectif de cette recherche n'est pas uniquement de se concentrer sur la relation entre la variable dépendante (le conflit armé) et la variable indépendante (l'économie politique de la drogue). Il s'agit également d'étudier une variable intermédiaire (les ententes entre élites définies dans la section précédente) et de décrire son intervention dans les différentes configurations où le conflit armé a été associé ou dissocié du trafic de drogue. En effet, tel que mentionné dans la première section de l'introduction, la Birmanie a connu des périodes où son industrie de la drogue était caractérisée par un conflit armé violent ainsi que des périodes d'expansion de l'industrie caractérisée par une période de paix relative. Par ailleurs, le biais de sélection de cas est limité pour cette étude, dont le but n'est pas de tirer des conclusions généralisables, mais plutôt d'offrir une explication alternative soulignant la complexité et l'ambiguïté des relations sociales de pouvoir en Birmanie.

Partant du postulat de l'économie politique critique voulant que l'ordre politique soit affecté par la distribution du pouvoir politique et économique, les trois études de cas seront conduites pour comparer les ententes entre élites qui y sont présentes. À partir d'un cadre d'analyse adapté des types de systèmes de restriction d'accès proposés par North, Wallis et Weingast (2009) et du concept des institutions d'extraction commune proposées par Snyder (2006), les relations entre les élites autour de l'industrie de la drogue seront analysées. Ces trois études seront ensuite comparées en fonction des incitatifs positifs et négatifs déployés par les élites pour tenter de dominer la coalition de partage des rentes de la drogue ainsi qu'au niveau

³⁷ Le concept de conflit armé en relations internationales est défini de plusieurs manières; la conceptualisation sélectionnée pour ce mémoire est celle de l'Uppsala Conflict Data Program, un organisme qui collecte des données sur le conflit armé depuis 1946 (UCDP 2013). Leur définition de conflit armé présente l'avantage d'être particulièrement inclusive; cela est adapté au cas de la Birmanie parce qu'il s'agit d'un conflit armé où les forces gouvernementales ont été opposées à plusieurs groupes d'opposition de taille relativement petite. Cette définition permet de considérer chaque conflit entre l'armée birmane et un groupe d'opposition armée comme un conflit armé en soi, car la taille des armées opposantes n'est pas limitée. En outre, le minimum de 25 décès liés aux combats permet aussi d'inclure des conflits armés de faible intensité où des populations ont été victimes de relocalisation forcée et d'autres abus qui ne sont pas le décès.

de la présence de conflit armé qui les caractérise. Les indicateurs du premier cadre de comparaison sont divisés en quatre catégories : les incitatifs politiques, qui peuvent être positifs ou négatifs, et les incitatifs économiques, qui sont également divisés selon leur caractère positif ou négatif. Dans les deux cas, les incitatifs positifs favorisent l'atteinte d'une entente entre les élites et jouent un rôle inclusif, alors que les incitatifs négatifs sont déployés pour punir ou pour éviter l'atteinte d'une telle entente. Ils jouent donc un rôle d'exclusion, car ils restreignent l'accès aux rentes de la drogue. Les incitatifs politiques positifs peuvent inclure la coopération militaire face à un ennemi commun, le gain de capital politique, ainsi que la légalisation (allant de l'amnistie pour des crimes commis par le passé à la facilitation de blanchiment des revenus issus du trafic) de la part des élites gouvernementales. Les incitatifs économiques positifs sont principalement représentés par le partage de ressources économiques (terres productrices, main d'œuvre, infrastructures de transport, relations commerciales), mais peuvent aussi inclure le réinvestissement de revenus illicites dans l'économie formelle, et la coopération dans des projets capitalistes de développement alternatif dans les anciennes régions productrices de drogues agricoles. Les incitatifs politiques négatifs incluent la discréditation des motivations politiques de l'opposant en soulignant sa participation à l'industrie de la drogue, ainsi que le développement des capacités de gouvernance qui servent à lutter contre les activités criminelles (unités anti-corruption, forces policières et douanières, etc.). Les incitatifs économiques négatifs sont, à cause du caractère illicite de la ressource rentière à l'étude, déployés par les élites gouvernementales. En effet, il s'agit des seules élites qui peuvent bénéficier de support de la communauté internationale pour éradiquer la ressource rentière, en particulier lorsqu'il s'agit d'une drogue agricole. La présence de conflit armé caractérisant les économiques politiques de la drogue sera évaluée en fonction de l'usage de force armée et de la présence d'au moins 25 victimes de combats.

Ce mémoire tire ses sources primaires d'entretiens avec des analystes d'organisations non-gouvernementales, et des chercheurs de l'UNODC à Bangkok, à Chiang Mai, à Mae Sot (Thaïlande) et à Yangon (Birmanie), ainsi que de présentations officielles lors de conférences organisées par l'Office régional de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique de l'UNODC. Les chiffres présentés sur la production de drogue proviennent pour la majorité du Département d'État des États-Unis, qui a assisté la Birmanie à éradiquer sa production de drogue jusqu'en 1988 et à

évaluer sa production d'opium jusqu'en 2004, ainsi que de l'UNODC, qui évalue la production d'opium depuis 2003 et la production d'ATS depuis 2009. Pour l'étude de cas sur les Shans, deux groupes de chercheurs shans et palaungs associés au mouvement nationaliste ont été interviewés lors d'un séjour de terrain effectué en Thaïlande et en Birmanie durant l'été 2013. Pour l'étude de cas sur les Was, un membre de l'UWSA a été interviewé à Bangkok sous le couvert de l'anonymat. Il existe plusieurs divergences entre les chiffres fournis par ces diverses catégories de sources primaires. Pour l'UNODC, la participation ou même la collusion d'acteurs gouvernementaux est anecdotique, dans les cas les plus sérieux, ou bien le résultat de rumeurs propagées par des sources pro-insurrection (X 2013)³⁸. Les organismes d'analyse non-gouvernementaux locaux, notamment la Palaung Women's Organisation (PWO 2010, 2011; Hnong 2013), partagent le point de vue du Département d'État américain et de la DEA, c'est-à-dire que l'industrie de la drogue en Birmanie n'aurait pu atteindre une telle ampleur sans une forme de connivence de la part d'acteurs gouvernementaux (INCSR 2012). Au sujet de ces différentes interprétations, il est intéressant de citer M. Khuensai Jaiyen (2013)³⁹, éditeur de S.H.A.N., un organisme ayant publié de nombreux rapports sur l'industrie de la drogue dans l'État Shan et qui se montre critique face aux observations de l'UNODC :

The UNODC says: "We conduct surveys on the whole of Shan State. We have satellite imagery. We can conduct analyses because we see the big picture." To that we [les analystes de S.H.A.N.] say: "We are able to access villages where the Burmese government will not let you go. We see what is really happening at the local level."

Ces recherches ont également bénéficié de sources primaires écrites sous la forme de mémos et de bases de données internes de l'UNODC, ainsi que de rapports gouvernementaux chinois, birmans et thaïlandais. Les sources secondaires consultées comprennent des monographies, des articles scientifiques, des articles de journaux thaïlandais et birmans, ainsi que des rapports gouvernementaux et associatifs.

³⁸ Entretien avec une source anonyme de l'UNODC à propos du Rapport d'Évaluation de menace du crime organisé transnational (TOCTA), conduit à Bangkok en juin 2013.

³⁹ Entretien avec l'éditeur de S.H.A.N. conduit à Chiang Mai, Thaïlande, en juillet 2013.

1.4 Organisation du mémoire

Suite à cette présentation de la problématique, de l'hypothèse principale, du cadre d'analyse et de la méthodologie, le second chapitre de ce mémoire résume le conflit birman et les mesures de lutte contre la drogue entreprises par le gouvernement birman afin de mettre en contexte les études de cas, qui sont présentées dans les chapitres trois, quatre et cinq. La première étude de cas concerne l'insurrection shan dans l'État Shan; la seconde, la région wa, et la troisième, la région kokang. Chaque étude de cas est divisée en trois parties. La première section présente le contexte politique et économique de chaque région ainsi que la nature et l'étendue du conflit armé. La seconde section présente l'économie politique de la drogue de chaque cas. La troisième section introduit les ententes respectives entre les élites qui entourent cette économie. Le sixième chapitre de ce mémoire est l'analyse comparative des trois études de cas. À partir du cadre d'analyse et de la méthodologie présentés ci-haut, les Shans, les Was et les Kokangs sont comparés en fonction des incitatifs déployés par les diverses élites pour atteindre la configuration politique actuelle, ainsi que sur la présence de conflit armé. En conclusion, le septième chapitre résume les résultats de l'analyse, explore l'applicabilité de ces conclusions à d'autres cas de pays producteurs de drogue, et soulève d'autres questions de recherche issues de ces constatations.

Chapitre 2 : La Birmanie contemporaine

2.1 *Le conflit birman depuis l'indépendance*

La Birmanie est le pays le plus multiethnique de l'Asie du Sud-Est (Smith 1991). Sa population est estimée à environ 55 millions d'habitants (South 2008)⁴⁰. Depuis l'indépendance en 1948, plusieurs groupes ethniques ont été en conflit armé avec le gouvernement central dominé par des Bamas⁴¹. Le nombre élevé de mouvements d'opposition armée au gouvernement rend difficile toute évaluation du coût du conflit civil birman en vies humaines. Il est estimé que durant les années les plus intenses de la guerre civile, soit entre 1968 et 1995, 267 500 Birmans ont été tués, et plus de 1,3 millions sont devenus des réfugiés (Kreutz 2007). Des décennies d'abus de droits humains, de sous-développement économique, de discrimination ethnique et de mauvaise gouvernance ont contribué à faire du conflit birman le plus long conflit civil du siècle dernier (Oo et Min 2007)⁴². En effet, malgré la grande diversité ethnique et culturelle du pays, les divers gouvernements postcoloniaux ont favorisé une administration centralisée axée sur le groupe ethnique dominant (Callahan 2003). L'importance accordée à la culture et à l'identité bama ainsi qu'à un État fort et indépendant est représentée dans le rôle politique joué par l'armée birmane, la *Tatmadaw*. Au départ dirigée par des militaires qui avaient connu le régime colonial ayant favorisé les divisions ethniques, l'armée birmane défend une idée très spécifique de la nation birmane (Callahan 2003). Cette idéologie postcoloniale de défense de l'identité nationale birmane et de l'unité de l'État est demeurée constante à travers tous les changements de programme politique et de leadership au sein de la *Tatmadaw* (South 2008). Il est important de noter que la perception des militaires birmans de leur position en tant que défenseurs de l'unité nationale les a rapidement mis en opposition avec les groupes ethniques non-Bamas, dont les

⁴⁰ Le dernier recensement de population fiable remonte à l'administration britannique en 1931 (ICG 2003).

⁴¹ Dans la littérature francophone, le mot « birman » est généralement employé pour désigner à la fois une appartenance au groupe ethnique dominant de la Birmanie et pour référer à la citoyenneté du pays, nonobstant l'ethnicité. La littérature anglaise fait la distinction entre « burmese » pour référer à la citoyenneté, et « burman » lorsqu'il est question du groupe ethnique. Dans l'intérêt de la clarté de ce texte, nous avons choisi d'employer le terme « bama » lorsqu'il est question de l'appartenance ethnique, bien que son usage soit peu répandu (Robinne 2000).

⁴² Immédiatement après l'indépendance, la Birmanie était l'un des pays les plus développés de la région, surpassant la Thaïlande et la Malaisie. L'économie nationale s'est détériorée sous le règne de Ne Win et, depuis 1987, la Birmanie figure sur la liste des pays les moins avancés des Nations Unies (South 2008).

aspirations sont perçues comme dangereuses pour le projet de construction nationale de l'armée (Taylor 2009).

Les relations sociales de pouvoir au cœur de la Birmanie ont été profondément modifiées par l'administration coloniale britannique (1842-1948), où les groupes ethniques non-Bamas ont été rapprochés du gouvernement central alors que les Bamas majoritaires en ont été éloignés (Prager-Nyein 2009). La diversité et le nombre de mouvements rebelles en Birmanie ne sont le résultat du hasard; l'absence historique de reconnaissance pour une forme d'autorité centrale l'explique, ainsi que la division des allégeances politiques en fonction d'une appartenance ethnique perçue (Smith 1991; Kreutz 2007). Lorsque les Britanniques ont repris contrôle de la Birmanie en 1945⁴³, ils ont cherché à calmer ces tensions en réunissant les nationalistes birmans, menés par le général Aung San, avec les leaders kachins, chins et shans pour signer un accord d'union fédérale⁴⁴ en prévision de l'indépendance prévue pour 1948. Malheureusement, l'assassinat du général quelques mois avant l'indépendance allait faire disparaître le médiateur principal entre les nationalistes bamas et les autres groupes ethniques. L'échec du nouveau premier ministre U Nu à rallier l'opposition, a poussé le Parti communiste birman (CPB)⁴⁵ à prendre les armes en même temps que des groupes rebelles karens, qui seraient suivis des Mons, des Arakans, des Karennis et des Palaungs (South 2008). L'arrivée massive de troupes défaites du Parti nationaliste chinois (KMT) par le Nord de l'État Shan a mené l'armée birmane vers des combats dans cette région. En 1958, le mouvement nationaliste shan, las d'une guerre entre deux forces étrangères sur son territoire et irrité suite au refus du gouvernement d'U Nu d'honorer leur droit à la sécession, a également formé une armée rebelle (Lintner 1991). L'expansion du conflit, qui impliquait alors presque tous les groupes ethniques du pays, ainsi que l'impopularité

⁴³ Le pays a été occupé par les Japonais durant la Seconde guerre mondiale (McCoy 2003).

⁴⁴ Cet accord prévoyait l'autonomie des États Shan et Karenni, ainsi que leur droit à la sécession de la fédération après une période de dix ans (Yawnghwe 1995a). Les conséquences de cet accord seront décrites dans la section sur les Shans.

⁴⁵ L'appui de la Chine allait transformer le CPB en ennemi formidable pour l'armée birmane, la *Tatmadaw*. Des émeutes antichinoises à Rangoon en 1967, que Beijing soupçonnait d'avoir été avivés par la junte, ont poussé le gouvernement chinois à étendre l'éducation politique qu'il fournissait aux leaders du CPB à un réel support militaire (ICG 2003). Ce changement serait particulièrement ressenti dans l'univers politique de l'État Shan, où les leaders du CPB cherchèrent activement à former des alliances avec les dirigeants des divers groupes ethniques déjà engagés dans une lutte contre la junte birmane. L'offre d'armes chinoises et de lutte commune contre un régime honni allait charmer nombre de leaders de l'État Shan, mais également causer une rupture permanente dans le mouvement insurrectionnel shan. Aujourd'hui encore, les anciennes forces du CPB et les groupes anti-communistes shans ne parviennent pas à s'allier.

croissante d'U Nu, perçu comme trop conciliant par la Tatmadaw mais incapable de contenir les doléances des groupes ethniques, ont permis au général Ne Win de monter un coup d'État en 1962, mettant l'armée birmane au pouvoir (Taylor 2009; Callahan 2003). Afin de réduire les coûts d'entretien de l'armée, le gouvernement de Ne Win a mis en place un programme de garde nationale (les KKY) qui devait être autofinancée. Dans l'État Shan, ceux-ci ont opté pour le trafic d'opium pour financer leur lutte contre les insurgés shans (Lintner 1984; S.H.A.N. 2005a)⁴⁶. Le régime de la junte birmane allait achever la destruction de la fédération birmane imaginée en 1947 en révoquant la Constitution, en créant un gouvernement à parti unique et en adoptant un régime totalitariste. La Voie birmane vers le socialisme prônée par Ne Win allait s'avérer désastreuse pour l'économie nationale⁴⁷, et l'effondrement des industries locales a donné naissance à une économie parallèle importante⁴⁸ (Brown 1999). Dans l'État Shan, l'opium s'est rapidement imposé comme la monnaie d'échange favorite pour acheter des biens trafiqués de Thaïlande. Au même moment, les offensives de l'armée birmane contre les armées rebelles sont devenues de plus en plus violentes⁴⁹ et ont perduré entre 1970 et 1988. D'ailleurs, en 1975, le gouvernement de Ne Win a mis en œuvre la politique des « quatre coupures », destinées à détruire les mouvements nationalistes⁵⁰.

⁴⁶ Vers 1972, la politique des KKY avait tant eu de succès que plus de 90% du trafic d'opium était entre les mains des milices gouvernementales (Cowell 2005). Toutefois, en 1973, la Tatmadaw est forcée d'abandonner son programme de gardes nationales, qui faisait de plus en plus l'objet de surveillance internationale pour sa participation au trafic de drogue. En réponse, plusieurs leaders de KKY (dont Lo Hsing-Han) ont pris le maquis et se sont joints à leurs anciens ennemis (Lintner 1991; Smith 1991).

⁴⁷ La Voie birmane vers le socialisme de Ne Win a joué un rôle majeur dans la pérennité de plusieurs mouvements d'insurrection de l'État Shan. En voulant créer des monopoles étatiques sur les produits essentiels comme le riz ou le sel tout en nationalisant la majorité des secteurs de l'économie, les politiques du gouvernement de Ne Win ont entraîné un recours accru au marché noir (Smith 1991). Afin d'alimenter ce commerce, de nombreux produits primaires ou illicites, tels que les rubis, le teck et l'opium, ont été envoyés vers la Thaïlande. Étant donné leur situation géographique aux frontières du pays, les divers groupes insurgés de l'État Shan se sont retrouvés au cœur de cette nouvelle économie florissante. Le résultat de cette économie de marché noir née des politiques du gouvernement central est qu'alors que durant les années 1950 plusieurs groupes dépendaient de l'appui d'organisations étrangères et du support de villages locaux, dans les années 1960 la majorité des groupes insurgés ont pu construire de grandes armées, dont les nombres excèdent souvent leur réelle capacité politique.

⁴⁸ Un rapport de la Banque mondiale de 1988, publié avant les démonstrations et la chute du régime de Ne Win, estimait que 40% du PIB transigeait sur le marché noir (INCSR 1990).

⁴⁹ Il est estimé qu'environ 10 000 Birmans ont perdu la vie dans des combats à chaque année entre l'indépendance et 1988 (Smith 1991).

⁵⁰ Ce programme contre-insurrectionnel visait à couper les quatre liens principaux entre les groupes insurgés armés et leur base populaire : les fonds, les ressources matérielles comme l'alimentation pour les troupes, les nouvelles recrues pour les troupes, et les renseignements. Ces campagnes sont les principales responsables des abus de droits humains qui ont rendu la *Tatmadaw* tristement célèbre. Outre les combattants nationalistes, les villageois des États

En 1988, d'importantes manifestations pro-démocratie ont été brutalement réprimées. Cet événement a poussé Ne Win à quitter son poste de chef du BSPP et de président de la Birmanie. Le BSPP a alors été remplacé par un autre régime militaire, le State Law and Order Restoration Council (SLORC) dirigé par Saw Maung puis par Than Shwe à partir de 1992 (Callahan 2003). Ces militaires ont proposé aux groupes ethniques insurgés de signer des accords de cessez-le-feu, se permettant ainsi de libérer ses troupes et de renforcer son offensive contre les manifestations pro-démocratie qui enflammaient alors les centres urbains (Taylor 2009). Bien que le contenu des accords de cessez-le-feu n'ait pas été publié et qu'ils aient différé selon les groupes ethniques insurgés, ces ententes concernaient des résolutions militaires et l'administration locale plutôt que les griefs politiques des insurgés (Prager-Nyein 2009). Les leaders des groupes rebelles se sont vus accorder le droit de s'autofinancer⁵¹ ainsi que celui de conserver leurs armes jusqu'à ce qu'une nouvelle Constitution soit adoptée⁵² (S.H.A.N. 2006). Après la vague d'accords de cessez-le-feu avec 25 des groupes insurgés, qui a duré jusqu'en 1997, le régime birman est devenu le State Peace and Development Council (SPDC) (South 2008). La fin de la première décennie des années 2000 a marqué une résurgence des conflits armés dans plusieurs zones où les accords de cessez-le-feu ont été rompus. Le gouvernement civil de Thein Sein en place depuis les élections de 2010 préconise aujourd'hui la solution d'un programme de gardes-frontières et de milices populaires, dont le fonctionnement est similaire à celui des gardes nationales de Ne Win (PWO 2010). Ce programme est aujourd'hui une cause de litige pour plusieurs groupes de cessez-le-feu, qui s'opposent à l'intégration de leurs troupes dans l'armée birmane⁵³.

ethniques ont été victimes de relocalisation forcée, de la destruction de leurs cultures alimentaires, de torture et d'assassinat dans le but de briser le mouvement nationaliste (Smith 1991; South 2008).

⁵¹ Nous verrons dans les études de cas que cette autorisation a eu un effet non négligeable sur la production de drogue en Birmanie, notamment parce que les principales régions productrices de drogue étaient contrôlées par des groupes qui ont signé un accord de cessez-le-feu avec la junte.

⁵² Le SLORC maintenait qu'il était une administration temporaire, ne pouvant donc pas négocier avec les organisations ethniques au-delà des cessez-le-feu (Hlaing 2012).

⁵³ La politique de la transformation des armées de cessez-le-feu en gardes-frontières est justifiée constitutionnellement par l'inscription dans la constitution de 2008 qui affirme que la *Tatmadaw* est la seule responsable de la défense du territoire national (*Constitution of the Republic of the Union of Myanmar* 2008).

2.2. *La « Guerre contre la drogue » en Birmanie.*

Sous le règne de la junte, peu de mesures de lutte contre la drogue ont été mises en œuvre. La fin du programme des gardes nationales KKY de Ne Win coïncide avec le début de la Guerre contre la drogue des États-Unis, commencée en 1972⁵⁴. Les pressions américaines, jointes à l'échec des gardes nationales KKY dans leur lutte contre le mouvement insurrectionnel shan, ont poussé le régime birman à mettre fin à ce programme de trafic sanctionné par l'État. En 1975, une loi est promulguée pour interdire formellement aux groupes paramilitaires de s'adonner au trafic d'opium (Ancel 1998). Toutefois, la permission tacite de participer à l'industrie de la drogue contenue dans les accords de cessez-le-feu signés avec les milices de l'État Shan en 1988-89 rappelle que le contrôle de l'industrie de la drogue était alors secondaire à la résolution militaire. En réponse à ces ententes, le gouvernement américain a mis fin à son programme d'aide à la lutte contre la drogue en Birmanie, et ce n'est qu'en 2012 que les rapports des autorités américaines ont cessé de considérer le gouvernement birman comme un facilitateur du trafic (INCSR 2012). Il faudra attendre 1999 pour que le gouvernement birman développe un plan officiel d'éradication des cultures illicites de pavot⁵⁵. Ce plan avait pour objectif l'élimination complète des cultures de pavot à opium en 15 ans, mais l'augmentation récente de la production d'opium a forcé les autorités à déplacer cet objectif à 2019 (UNODC 2013f; Vrieze 2013).

Le rôle joué par les acteurs gouvernementaux dans l'industrie de la drogue est probablement le plus important tabou des programmes de lutte contre la drogue mis en place dans le pays. La majorité des chercheurs indépendants s'accordent sur le fait que le trafic de drogue en Birmanie n'aurait jamais pu atteindre une telle ampleur sans une forme de complicité officielle (Ball 1999; Jaiyen 2013)⁵⁶. La plupart des observateurs internationaux s'entendent également pour dire que s'il n'y a pas de preuve que la participation au trafic de drogue soit une

⁵⁴ L'épidémie de toxicomanie qui touchait alors les vétérans américains de la Guerre du Vietnam a éveillé le public américain aux dangers de la consommation d'héroïne. Le président Nixon, réélu en 1972, fait de la lutte contre la drogue un fer de lance de sa politique étrangère (Lintner 1993).

⁵⁵ Dans ce plan à échelle nationale, 51 cantons étaient visés par les mesures d'éradication, dont 43 dans l'État Shan (S.H.A.N. 2012).

⁵⁶ Entretien avec l'éditeur de S.H.A.N. conduit à Chiang Mai, Thaïlande, en juillet 2013.

politique nationale⁵⁷, la corruption⁵⁸ et les réseaux de clientélisme entre certains hauts fonctionnaires et des trafiquants ont facilité l'émergence de ce marché (Chin 2009). Les bonnes relations entretenues par des officiels gouvernementaux de haut rang ou des commandants militaires avec des trafiquants, ainsi que les connections personnelles entre des familles birmanes influentes soulignent l'existence de réseaux de patronage autour de l'industrie de la drogue. Par exemple, dans un discours prononcé devant des leaders monglas en mai 2001, le président Thein Sein, alors major-général de l'armée, a affirmé : « U Wei Hsueh-Kang and U Bao Youri from the Wa groups there are real friends. » (S.H.A.N. 2006: 7)⁵⁹. Pour les chercheurs birmans interviewés dans le cadre de cette recherche, la participation d'acteurs gouvernementaux au trafic de drogue ne fait pas de doute (Jaiyen 2013; Hnong 2013)⁶⁰. Le faible taux d'arrestation de trafiquants de grande échelle (S.H.A.N. 2005a, 2009),⁶¹ ainsi que le peu de mesures de lutte contre la drogue entreprises par le nouveau gouvernement civil⁶² (PWO 2011) sont considérés comme une preuve de l'implication continue d'acteurs étatiques.

Le régime international de prohibition de drogues signifie que le rôle d'acteurs internationaux dans la lutte contre la drogue en Birmanie n'est pas à être négligé. Aujourd'hui, l'idée voulant que les activités illicites comme le trafic de drogue soient une menace à l'intégrité des États est très répandue. L'offre et la demande de drogues illicites produites en Birmanie se font sur un marché illicite international et affectent une partie importante de la population

⁵⁷ Aucun officier birman de rang plus élevé que colonel n'a été poursuivi pour offenses liées à drogue (ALTSEAN 2006).

⁵⁸ En 2012, Transparency International classait la Birmanie comme 172^e pays le plus corrompu, sur 176 pays évalués (TI 2013). En 2013, le pays occupait le 157^e rang (TI 2014).

⁵⁹ Bao Youri et Wei Hsueh-kang seront présentés dans l'étude de cas sur les Was. Il s'agit des leaders des deux divisions du territoire wa, et ils sont fortement associés à l'industrie de la drogue dans leur région.

⁶⁰ Entretiens avec l'éditeur de S.H.A.N. et avec Lway Nway Hnong, analyste pour la PWO, conduit en Thaïlande en juillet 2013.

⁶¹ Les affirmations répétées du gouvernement birman que les grands trafiquants de drogue sont difficiles à arrêter sont fréquemment moquées dans la presse thaïlandaise, qui souligne que les opposants politiques du régime n'ont généralement pas été difficiles à localiser. Voir McCoy (2007), Moe (2008), Wechsler (2003).

⁶² Malgré la transition politique amorcée, les dépenses gouvernementales dans le domaine de la santé restent les plus faibles de la région. Lors d'une discussion avec la responsable du programme de réduction des préjudices liés à l'usage de drogue de l'UNODC (le TREATNET), il est ressorti que le manque de financement en matière de santé n'est qu'un des obstacles à l'adoption d'une attitude axée sur la santé publique lorsqu'il est question des usagers de drogue en Birmanie. La criminalisation des usagers est une pratique très répandue chez les autorités birmanes, et ceux-ci sont fréquemment emprisonnés (Rosselló 2013).

mondiale⁶³ (Chalk 2000), mais le discours de la Guerre contre la drogue prend généralement les États comme victimes principales de ces « flux illicites » (van Schendel et Abraham 2005). Du point de vue des autorités centrales, le trafic de drogue peut effectivement représenter plusieurs menaces⁶⁴. Toutefois, des auteurs comme Andreas (2009, 2011) mettent en garde contre le fait de considérer ce phénomène comme issu de la mondialisation post-Guerre froide, et appellent à davantage de nuance dans la description de la relation entre l'État et le crime transnational. On note qu'il existe une mondialisation illicite promue par les États, notamment dans le cas des ruptures de sanctions économiques, des lois de secret bancaire, et de commerce illicite sponsorisé par divers gouvernements⁶⁵. De plus, le caractère illicite de ce commerce transnational le place en opposition à l'argumentaire libéral classique qui veut que la paix puisse être encouragée à travers l'interdépendance économique et le commerce entre les nations. Au contraire, le trafic de drogue est souvent source de conflit entre les pays exportateurs, de transition et importateurs; il est souvent contrecarré par une militarisation de ces relations. Le régime mondial de prohibition des drogues caractérise de manière importante cette industrie illicite, notamment parce qu'il affecte la manière dont les relations de production et de commerce se déroulent, ainsi que la manière dont l'État doit intervenir face à cette économie. Snyder (2006) avance que les relations d'un pays producteur de drogue avec les États-Unis, qui sont à la tête de la Guerre contre la drogue, influent grandement sur la manière dont les autorités gouvernementales traitent l'industrie de narcotraffic local. Andreas (2004) considère que la contrebande et les autres activités illicites continuent de jouer un rôle important dans les résultats des guerres civiles et des processus de reconstruction : les sanctions économiques internationales, par exemple, encouragent la criminalisation du conflit en poussant les belligérants à être plus dépendants de réseaux transnationaux criminels pour se financer. Il note

⁶³ En 2010, on estimait qu'entre 0,6 et 0,8% de la population mondiale, soit entre 26 et 36 millions d'individus, consommaient des opiacées. La même année, environ 0,7% de la population, soit environ 33 millions d'individus, ont consommé des ATS (UNODC 2012c).

⁶⁴ Il est en effet associé à des pertes de revenu de taxation potentiel, à des conflits sociaux liés à la criminalité et à un poids supplémentaire sur le système de santé. Il est généralement dépeint comme immoral, il souligne la porosité des frontières, et il menace les élites dominantes en finançant des mouvements insurrectionnels internes. Suite aux événements du 11 septembre 2001, plusieurs connections ont aussi été faites entre le narcotraffic et le terrorisme (Dishman 2001).

⁶⁵ Le commerce illicite sponsorisé par les États inclus à la fois le transfert de technologies illicites (comme la contrebande de matériel nucléaire), le commerce d'armes à des groupes insurgés, la production de biens de contrefaçon, etc. (Andreas 2011 : 416-418).

également que ces opportunités économiques pour le commerce criminel ne disparaissent pas forcément à la fin du conflit armé, et peuvent hypothéquer la reconstruction post-conflit.

Afin d'étudier l'économie politique de la drogue dans le contexte spécifique de la Birmanie, trois études de cas ont été conduites. Tel que décrit précédemment, l'importance de l'industrie de la drogue au sein de l'économie politique nationale au sens large signifie que celle-ci doit être étudiée dans un cadre où la contextualité prime. Ainsi, trois groupes insurgés de l'État Shan sont ici étudiés afin de mettre en valeur, d'une part, la production et le trafic local, et d'autre part, l'évolution des processus de négociations entre élites et les dynamiques du conflit armé. Ces trois régions de l'État Shan ont en commun le fait d'être associées à trois groupes armés fortement impliqués dans le trafic de drogue (Chin et Zhang 2007; Pye et Weng 2013; Cowell 2005), soit la Shan State Army South (SSA-S) dans le Sud et l'Ouest de l'État Shan, l'United Wa State Army (UWSA) dans la région wa au Nord-Est de l'État, et la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) dans la région kokang au Nord. Ces régions diffèrent sur le plan structurel parce que les élites locales qui les dominent ont interagi de manière différente avec les élites de la junte militaire depuis l'indépendance. Les diverses dynamiques de conflit ouvert, de cessez-le-feu ou d'intégration entreprises par ces trois différentes élites locales signifient que chaque région étudiée possède un environnement politique, sécuritaire et économique qui lui est propre, et que la présence de conflit armé associée à chaque économie politique de la drogue varie⁶⁶.

Afin de clarifier les spécificités de chaque cas, les trois études commencent par une mise en contexte. Celle-ci comprend une caractérisation descriptive de la situation géopolitique, climatique⁶⁷, et démographique de chacune des régions étudiées. L'échelle et la nature de

⁶⁶ Les études de cas ont toutefois en commun les déterminants socio-culturels de l'établissement de l'ordre politique, qui demeure autoritaire. Premièrement, le *gumsa*, soit un système féodal et aristocratique d'extraction (Leach 1960), est ou fut à la base du capital illicite récolté par les trois groupes armés. Les leaders des groupes insurgés ont progressivement remplacé les princes, mais la taxation des « vassaux » des tribus montagnardes a continué. Deuxièmement, les groupes ayant subi une forte influence chinoise (soit les Was, les Kokangs et les Shans menés par Khun Sa) partagent également le concept de *guanxi*, c'est-à-dire la notion de réseau de relations interpersonnelles où la coopération profite à chaque partie (Merz 2008, Chin 2009). Plusieurs études récentes notent que l'industrie de la drogue qui prend racine dans l'État shan est conduite par ces réseaux sociaux informels (Chin et Zhang 2007, Chouvy 2010).

⁶⁷ La description de la topographie et du climat de chaque région à l'étude est d'une importance non négligeable pour la compréhension de la place occupée par l'opium dans l'économie illicite locale. Le pavot ne peut être cultivé en toute circonstance, et les hauts plateaux de l'État Shan sont particulièrement propices (Chouvy 2010) à sa culture.

l'économie licite locale sont ensuite présentées, de même que les connexions économiques licites entre la région étudiée, le centre de la Birmanie, et l'économie mondiale⁶⁸. Cela permet de présenter les principales élites économiques de chaque région. Chaque sous-section contient aussi une description des dynamiques de conflit armé spécifique à la région ainsi que des négociations, le cas échéant, entre diverses élites locales et avec la junte militaire représentant le gouvernement central.

La seconde partie de chacune des études de cas se penche sur l'économie illicite locale. Tel que mentionné précédemment, le trafic de drogue est l'industrie illicite la plus lucrative et la plus importante dans l'État Shan. C'est également pour ce secteur de l'économie illicite que les forces policières locales et internationales bénéficient du plus de financement en Birmanie (UNODC 2013c). Pour ces raisons, la production et le trafic de drogue seront analysés comme les principales composantes de l'économie illicite de l'État Shan, tout en mettant en valeur les connexions entre les différents secteurs de cette économie ainsi que, lorsqu'il y a lieu, la diversification des activités de certains trafiquants. Les variations de production annuelle depuis le début du conflit civil birman seront présentées, de même que les chiffres liés aux saisies annuelles. Ce compendium de données sur la production de drogue dans chaque région étudiée sera ensuite analysé de manière à pouvoir expliquer ces divergences possibles.

La troisième section des études de cas se penche sur les différentes dynamiques entre les élites locales et les élites de niveau étatique en prenant en considération les variations de production de drogue. Les incitatifs politiques et économiques déployés par les élites seront analysés, ainsi que la présence de conflit armé à travers le temps. À nouveau, la perspective d'analystes internationaux et celle d'analystes de l'État Shan seront comparées afin de tenter de dégager l'implication de membres d'élites birmanes dans l'industrie de la drogue.

⁶⁸ L'économie de la Birmanie doit être comprise dans un cadre transnational. L'histoire particulière de cette région, en particulier suite aux politiques économiques désastreuses adoptées lors de la Voie birmane vers le socialisme, signifie que les frontières actuelles ne limitent pas les possibilités d'échanges commerciaux telles qu'elles sont interprétées par les habitants. Au contraire, nous verrons que le cas de l'économie de la drogue illustre bien la faiblesse des frontières modernes face à une tradition de commerce régional séculaire (Brown 1999).

Chapitre 3 : Les Shans

3.1. Contexte.

La première étude de cas porte sur les groupes shans présents dans l'État Shan, et plus spécifiquement sur les régions sous influence de la Shan State Army (SSA). La Shan State Army South (SSA-S), qui est aujourd'hui le plus grand groupe rebelle shan, contrôle une grande partie du Sud de l'État Shan, dont une partie de la zone frontalière avec la Thaïlande, ainsi que deux cantons de l'Est de l'État Shan et un bastion dans le Nord, à la frontière de l'État Kachin (BNI 2013a). Ce groupe armé a longtemps été associé au trafic d'opium dans l'État Shan (McCoy 2003; Yawngwe 1995b). La relation entre les élites du mouvement rebelle shan et les élites centrales est de nature conflictuelle, et nous verrons qu'elle continue d'osciller entre le conflit ouvert et des tentatives d'accord de cessez-le-feu. Il s'agit du cas étudié dans ce mémoire où le recours à la force armée par les différentes élites pour s'assurer une part des rentes de la drogue est le plus fréquent. Cette étude de cas démontre que l'économie de la drogue dans l'Ouest de l'État Shan est caractérisée par le conflit armé parce que les différentes élites n'ont pas été en mesure de s'entendre sur les règles du jeu politique.

L'État Shan compose la partie Est de la Birmanie moderne. Il s'agit de la plus grande division administrative de la Birmanie; avec une superficie de plus de 155 000 km², il consiste en près du quart de la superficie du pays (Smith 1991). Il partage des frontières avec la province chinoise du Yunnan au Nord et au Nord-Est, avec le Laos à l'Est, et avec la Thaïlande au Sud. Il s'agit d'un État montagneux au climat plus frais et humide que les plaines centrales du pays; les pluies y sont aussi plus importantes que dans le centre du pays⁶⁹, et la mousson y dure plus longtemps. La quasi-totalité de la région se situe sur de hauts plateaux dont l'altitude varie entre 600 et 2400 mètres (Yawngwe 1993). La région concernée par cette étude de cas est riche en ressources naturelles. Le teck et d'autres bois précieux y sont exploités en abondance, et les cantons contrôlés par le gouvernement central possèdent des mines d'argent, de tungstène, de plomb, d'or, de fer et de pierres précieuses (Chouvy 2013).

⁶⁹ Il tombe entre 100 et 152 cm de précipitations en moyenne sur les plateaux shan chaque année (Chouvy 2013).

Étant l'un des sept États dits de « minorités ethniques », l'État Shan est peuplé par de nombreux groupes. Les Shans y sont majoritaires, mais les Kachins, les Was, les Lahus, les Kokangs, les Pa-Os (ou Palaungs), les Akhas, et les Karens y sont représentés en nombres importants (Yawnghe 1993). Jusqu'à l'indépendance de la Birmanie, la région était dominée par une trentaine⁷⁰ de princes shans (*sawbwas*) habitant les vallées et les basses terres. Ceux-ci entretenaient des relations de vassalité avec les groupes tributaires qui peuplaient les hauts plateaux. Ces relations étaient similaires à celles décrites par Wolters (1982), c'est-à-dire qu'elles s'apparentaient à des mandalas⁷¹ se chevauchant à leurs extrémités (Ahram et King 2011).

Outre la culture de pavot à opium que nous analyserons dans cette étude, les activités agricoles les plus importantes sont les concessions commerciales d'agriculture, principalement de caoutchouc, dans le Nord et l'Est de l'État, et l'agriculture de subsistance. La large majorité des 6000 km² considérés comme dédiés à l'agriculture licite (UNODC 2013d) sont consacrés à la culture de riz en terrasse, à laquelle sont ajoutées les cultures de légumes et de fruits. Lors de l'enquête menée conjointement par l'UNODC et par le gouvernement birman en 2012 (UNODC 2012b), il a été noté que plus d'un tiers (37%) des villages visités la pratiquaient, avec une concentration particulièrement forte dans le Sud (48%) et dans l'Est (43%).

Les liens politiques entre les élites locales et centrales doivent s'illustrer dans une perspective historique afin de pouvoir être saisis dans toute leur complexité. Grâce au système de mandalas, les princes shans ont réussi à maintenir le contrôle sur leurs États face à la domination chinoise et birmane durant la majeure partie de l'époque précoloniale (Yawnghe 1993). En 1882, une fédération de princes shans ont obtenu l'indépendance de leur région face à Mandalay, alors la capitale de l'Empire birman. Lors de la conquête britannique de la Birmanie, les États shans n'ont pas été intégrés dans cette nouvelle portion de l'Empire mais

⁷⁰ 33 princes ont participé à l'établissement de la Fédération des États Shan en 1922, mais les archives coloniales britanniques en dénombrent entre 34 et 37 selon les périodes (S.H.A.N. 2005a; Maule 2002; Maule 1992).

⁷¹ Le concept du *mandala* est souvent employé pour décrire les institutions politiques précoloniales d'Asie du Sud-Est (voir notamment Day (2002), Wolters (1982), Scott (2009); Scott (1998), Lintner (1984), Kramer (2009b), Tagliacozzo (2002)). Quelque peu similaire à la féodalité centrale aux institutions politiques de l'Europe médiévale, le *mandala* est caractérisé par une distribution symbolique et diffuse du pouvoir plutôt que par une distribution territoriale bien définie. Les relations de vassalité y sont centrales, et le prestige d'un royaume provient du nombre de vassaux dont il reçoit un tribut. Toutefois, ces vassaux exercent un pouvoir absolu sur leur propre territoire tant qu'ils continuent de payer tribut au centre plus puissant.

déclarés protectorat en 1887 (Mangrai 1977). Ce faisant, les autorités britanniques reconnaissaient aux *sawbwas* une légitimité similaire à celle des États princiers de l'Inde (Tagliacozzo 2004). Cette séparation *de jure* entre les États shans et le reste de la Birmanie lors de la période coloniale allait revêtir une importance particulière pour la prégnance du mouvement nationaliste birman dans l'État Shan. En effet, l'espace laissé par les autorités coloniales britanniques à la gouvernance traditionnelle dans l'État Shan eu pour effet de rendre les Shans relativement pro-britanniques et peu réceptifs au discours nationaliste de la Burma Independence Army (BIA) (Aye 2010). Déjà, les *sawbwas* pratiquaient un droit de levée dans les villages pour former leurs propres armées en temps de conflit (Robinne 2000). Les chefs tribaux de la région maîtrisaient donc l'art d'entraîner de nouveaux soldats dans un court délai. Ainsi, lors de la conférence de Panglong en 1947, durant le débat concernant la forme que prendrait une Birmanie indépendante, les États princiers shans ont milité ardemment pour une fédération (Lintner 1984). Le document issu de cette conférence, connu sous le nom d'Accord de Panglong (The Panglong Agreement 1947), marque l'entente entre Aung San et les représentants des États frontaliers pour constituer un État indépendant. C'est également durant cette conférence que les princes shans ont obtenu le droit de sécession pour leurs États après dix ans au sein de la Birmanie, droit qui serait transcrit dans la première constitution birmane (Burma 1948), articles 201 à 206).

Les États shans au sein de la Birmanie indépendante ne connaîtront toutefois que deux années de paix. L'arrivée de des forces du KMT dans l'État Shan en octobre 1949 a amené une campagne de recrutement de soldats parmi les villageois⁷². Dès lors, en 1953, le nombre de soldats du KMT présents dans l'État Shan est estimé à près de 12 000 hommes (Lintner 1999) lorsque l'armée birmane intervient pour se défendre contre cette violation de souveraineté étatique⁷³. Cette intervention militaire avait comme but affirmé de protéger le territoire et la population des retombées d'une guerre importée. Toutefois, elle s'est également présentée comme l'occasion idéale pour « bamaniser » ces régions frontalières. La présence accrue de

⁷² Les Birmans recrutés par le KMT étaient principalement des mercenaires lahous, un peuple montagnard (Lintner 1984).

⁷³ Le 22 avril 1953, les Nations Unies ont entendu les demandes du président birman U Nu et ont adopté une résolution demandant officiellement que le KMT quitte la Birmanie (Complaint by the Union of Burma Regarding Aggression Against it by the Government of the Republic of China 1953). Malgré une évacuation officielle vers Taïwan, le nombre de soldats du KMT dans l'État Shan par la suite continué d'augmenter.

troupes birmanes et la violence résultant de l'occupation du KMT ont contribué à la naissance d'un mouvement nationaliste shan. Ce mouvement, divisé en plusieurs groupes armés, a entrepris de mener une guérilla contre l'armée birmane dès 1958, partiellement en réponse au refus du gouvernement central d'honorer le droit constitutionnel à la sécession dont la majorité des princes shans souhaitaient alors se prévaloir. Le 22 avril 1964, suite à la centralisation du pouvoir entreprise par le gouvernement militaire de Ne Win, les trois plus grandes organisations rebelles shans, soit la Shan State Independence Army (SSIA), le Shan National United Front (SNUF) et la Kokang Resistance Force de Jimmy Yang ont joint les armes pour former la Shan State Army (SSA). Cette nouvelle armée allait compliquer la tâche du gouvernement de Ne Win, qui luttait déjà avec les troupes du KMT pour le contrôle de l'État Shan. Les quinze années suivantes allaient être caractérisées par le conflit et par un jeu d'alliances mouvantes, où nous verrons que la drogue a souvent joué un rôle important dans l'évolution des relations entre les armées anti-communistes, communistes, nationalistes, les unités de garde nationale et l'armée birmane. À cette époque, le conflit armé entre la Tatmadaw et les mouvements shans est demeuré de faible intensité, avec environ 25 décès sur le champ de bataille par année (UCDP 2013). L'omniprésence de divers groupes armés ainsi que la politique des quatre coupures du gouvernement central ont toutefois forcé à l'exil plusieurs milliers de Shans (South 2008).

Tableau 3: Les armées shans

Nom de l'armée rebelle/Nom de la branche politique	Durée de la lutte contre l'armée birmane	Leader	Notes
<i>Shan National United Front (SNUF)</i>	1961-1964	Khun Kya Nu	A fusionné avec la SSIA en 1964 pour former la SSA.
<i>Shan State Independence Army (SSIA)</i>	1960-1964	Sao-nang Hearn Hkam	Une des premières organisations de résistance shan.

<i>Shan National Independence Army (SNIA)</i>	1961-1964	Saw Yanda	Armée shan défaite par la SSA.
<i>Shan State National Army (SSNA)</i>	1995-2005		Fusionne avec la SSA-S en 2005.
<i>Shan United Revolutionary Army (SURA)</i>	1964-1984	Lt. Gen. Yawd Serk	Armée anti-communiste
<i>Shan United Army (SUA)</i>	1972-1985	Khun Sa	
Shan State Army North (SSA-N), Shan State Progress Party (SSPP)	1964- (1995), (2012)	Lt-Gen Pang Fa	Malgré la signature de deux accords de cessez-le-feu, plus de 40 affrontements ont été rapportés contre l'armée birmane depuis 2012.
<i>Mong Tai Army (MTA)</i>	1987-1996	Khun Sa	En guerre contre la Tatmadaw et l'UWSA entre 1994-96. Défait.
Shan State Army South (SSA-S)/ Restoration Council of Shan State (RCSS)	1996- (2012)	Lt. Gen. Yawd Serk	-Troupes estimées à 6000 hommes. -Plus de 70 affrontements contre l'armée birmane ont eu lieu depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu en 2012. -Formée en 1996 d'une fusion entre le CPB, la SURA et la MTA.

Shan State Army-North (SSA-N), brigade 3	(1995)		-Transformée en unités de milice populaire #8 à 10.
Shan State Army-North (SSA-N), brigade 7	(1995)		-Transformée en unité de milice populaire #11.
Shan State Army-South (SSA-S), brigade 758	(1996)	Col. Moengzeng	-Transformée en unités de milice populaire #12 et 13.
<i>Les armées en italique sont aujourd'hui disparues.</i>			
Sources : Yawnghwe (2010), BNI (2013b), Merz (2008)			

La SSA n'allait pas sortir indemne de la vague d'accords de cessez-le-feu de la fin des années 1980. En 1989, une première faction de la SSA, la Shan State Army-North (SSA-N), a suivi les anciens membres du CPB et a obtenu un accord de cessez-le-feu avec l'armée birmane⁷⁴. En 1996, une autre armée shan importante, la Mong Tai Army (MTA) menée par le baron de la drogue Khun Sa, rend ses armes après une guerre qui allait coûter la vie à plus d'un millier de combattants en deux ans (Yawnghwe 2010). Le colonel Yawd Serk, *sawbwa* et figure de proue de la Shan United Revolutionary Army (SURA), a réuni l'ensemble des derniers rebelles shans dans une nouvelle armée, la SSA-S, composée des dernières troupes de la SSA ainsi que des vestiges de la MTA qui avaient refusé de capituler avec l'ancien « roi de l'héroïne » (South 2008). Cette réincarnation de la SSA possède aujourd'hui encore plus de 6 000 hommes (BNI 2013b), et est largement considérée comme un authentique mouvement nationaliste shan (ICG 2003; Yawnghwe 2010)⁷⁵. Cela n'empêche pas le gouvernement birman de considérer la SSA-S comme une partie de la MTA, et donc de l'associer avec l'économie de la drogue dans l'État Shan. En 1999, la SSA-S a établi sa branche politique, le Restoration Council of Shan State (RCSS). L'un des buts principaux de ce conseil est d'établir un forum de discussion pour toute la société shan, en incluant de manière informelle les groupes shans ayant un accord de

⁷⁴ Avec la SSA-N, les groupes qui ont pris part à la première vague d'accords de cessez-le-feu entre 1989 et 1990 sont l'UWSA, la MNDAA, la NDAA, la SPLA et la NDA (Sherman 2003).

⁷⁵ Contrairement à la majorité des organisations ethniques insurgées, la SSA-S n'accepte pas d'appartenir à l'Union du Myanmar et continue de considérer l'État Shan comme légalement indépendant.

cessez-le-feu avec le gouvernement central. Suite aux élections de 2010, un nouveau processus d'accords de paix avec les derniers groupes insurgés a débuté. Le 2 décembre 2011 (BNI 2013a), la SSA-S est devenue le 4^e groupe insurgé à signer un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement de Thein Sein⁷⁶, et le processus de paix sera discuté lors de pourparlers nationaux. Toutefois, le nouveau gouvernement a perdu l'appui de la SSA-N suite à la mise en place de son programme de garde nationale (BGF) : leur accord de cessez-le-feu, qui datait de 1989, a été rompu en mars 2011. Bien que l'accord de cessez-le-feu entre la SSA-N et le gouvernement central a été renouvelé le 28 janvier 2012, on a dénombré plus de 100 affrontements en 2013, et ce conflit armé continue de faire au moins 25 victimes de combat chaque année (UCDP 2013). De plus, depuis la signature de l'accord entre la SSA-S et le gouvernement birman, plus de 140 affrontements entre leurs troupes ont été rapportés par la presse (S.H.A.N. 2013a).

3.2. *Évolution de la production de drogue*

L'opium est pour les Shans une partie intégrante de l'économie locale. Son importance durant les XIX^e et XX^e siècles était telle que le Dr. Chao-Tsang Yawngwe⁷⁷ (1993) y réfère comme étant la base de l'économie de la région, revêtant une importance supérieure à celle du *kyat*, la monnaie officielle birmane. Cette imbrication dans l'économie locale trouve ses racines dans l'époque coloniale. Alors que les Britanniques avaient réussi à instaurer un commerce triangulaire avec la Chine dans des conditions qui leurs étaient favorables⁷⁸, la production

⁷⁶ Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Thein Sein, tous les groupes armés principaux ont signé un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement, à l'exception de la Kachin Independence Army (KIA), de l'Arakan Army, du All Burma Students' Democratic Front (ABSDF) et de la Ta'ang National Liberation Army (TNLA). La SSA-S a été précédée dans ce processus par l'United Wa State Army (UWSA), la National Democratic Alliance Army (NDAA), et la Democratic Karen Buddhist Army (DKBA) (BNI 2013a), (South 2013).

⁷⁷ Le Dr. Yawngwe a été une figure de proue du mouvement nationaliste chez les intellectuels shans. Il est le fils du premier président de l'Union de Birmanie, Sao Shwe Thaik, qui a été également le dernier *sawbwa* de l'état princier de Yawngwe, et de la princesse consort Sao-nang Hearn Hkam, qui a présidé la SSA à partir de 1964 (Jaiyen 2013). Il a contribué à faire connaître la cause de son peuple à l'étranger.

⁷⁸ Lorsque l'Angleterre a établi des relations commerciales avec la Chine, cette dernière s'est retrouvée dans une position de supériorité commerciale: les Anglais lui achetaient du thé en grande quantité et le lui payait en lingots d'argent, mais la Chine ne manifestait pas de demande similaire pour des produits anglais. Malgré l'interdiction impériale chinoise, les commerçants anglais ont introduit l'opium produit dans leurs colonies indiennes en Chine. L'épidémie subséquente de toxicomanie qui s'est emparée de la Chine allait être une cause principale des deux Guerres de l'opium (1839-42 et 1856-60). Pour plus d'information au sujet du rôle de l'opium dans l'impérialisme britannique en Asie de l'Est, voir notamment Booth (1998) et Brook et Wakabayashi (2000).

d'opium en provenance de l'Inde britannique est rapidement devenue insuffisante face à la demande chinoise. Ainsi, lors de l'annexion des États Shans à l'Empire britannique en 1887, la production de pavot à opium a été agréée à la commercialisation pour les États princiers du Kokang, de Loimaw et de Wa (S.H.A.N. 2005a). Après la création de la Fédération des États shans en 1923, la production d'opium est devenue sujette à un monopole d'État, où les *sawbwas* étaient responsables d'acheter la production de leur principauté pour la revendre dans des magasins appartenant à l'État (Maule 1992). Selon les rapports des autorités coloniales, la production annuelle moyenne d'opium pour les États fédéraux shans entre 1920 et 1940 était alors d'environ 50 tonnes (Maule 2002). À partir du début de l'insurrection shan en 1958, la question du financement du combat armé contre le régime de Ne Win s'est rapidement imposée. Malgré les richesses naturelles de la région, la situation sécuritaire résultant du conflit civil ne permettait ni l'installation d'infrastructures permettant leur exploitation ni la formation de travailleurs locaux. Or, le KMT, présent dans la région depuis 1949, avait déjà commencé à exploiter l'opium comme source de revenus principale. La SSA a donc pris part à l'industrie de la drogue dès sa formation, notamment en taxant les producteurs, les commerçants et les acheteurs (South 2008). À partir de 1963, l'industrie de l'opium dans l'État Shan a également été alimentée par les unités de garde nationale envoyées par Ne Win pour lutter contre les insurgés shans (Smith 1991). Toutefois, au début des années 1970, il est devenu apparent que les bénéfices de la production d'opium favorisaient la coopération entre Shans, qu'ils soient issus des unités de garde nationale ou des groupes rebelles (Cowell 2005). En effet, lorsque les unités de garde nationale ont été démantelées en 1973, en partie à cause de l'attention négative que leur implication ouverte dans le narcotrafic attirait sur le régime central (McCoy 2003; INCSR 1996), la majorité d'entre elles ont pris le maquis pour protéger leur industrie fort lucrative. Au départ, certaines ont rejoint des groupes insurgés comme le CPB ou la SSA. En juillet 1973, Sao Seng Suk, alors président de la SSA, a proposé à la Thaïlande et aux États-Unis de mettre fin à l'industrie d'opium de l'État shan en échange de leur appui au mouvement indépendantiste shan. Cela aurait pu être possible considérant que l'entrée de milices de la garde nationale dans le giron de la SSA a représenté une période d'unité particulière pour les mouvements shans. Lo Hsing-Han, leader d'une milice de garde nationale et acteur important de l'industrie de l'opium, s'est rendu à Chiang Mai défendre cette offre. Il a été promptement

arrêté et renvoyé en Birmanie, où il a été condamné à mort⁷⁹. Suite à cette arrestation et après que la Thaïlande et États-Unis anti-communistes aient refusé d'appuyer la SSA pour la fin du commerce d'opium, cette dernière s'est alliée au CPB. Ce moment marque la division de la SSA : une faction a rejoint le CPB et est devenue la SSA-N, et une faction nationaliste et anti-communiste est restée sur la frontière sud et est devenue la SSA-S, qui allait continuer à entretenir de bonnes relations avec la Thaïlande (Jelsma 2005). Les deux groupes ont toutefois continué de prendre part au narcotrafic : la SSA-N avec l'appui du CPB, et la SSA-S avec l'appui tacite de l'armée thaïlandaise (McCoy 2003).

La production de drogue dans l'État Shan augmente de manière régulière depuis le milieu des années 2000. Contrairement aux deux autres régions à l'étude, les régions shans de l'État Shan n'ont pas connu d'application stricte d'interdiction de culture de pavot à opium. Selon différentes sources, ce manque peut être expliqué par trois facteurs principaux : la situation sécuritaire dans les zones où les escarmouches entre la SSA et l'armée birmane continuent, la corruption et le manque général de volonté politique, et des programmes de développement alternatif sous-financés et peu adaptés à la réalité du terrain. En 2012, l'UNODC estimait la production d'opium du Sud de l'État Shan à 288,6 tonnes, ce qui représenterait 42% de la production nationale (UNODC 2012b). Toutefois, les chiffres des saisies officielles portent à croire que le Sud et l'Ouest de l'État Shan sont des zones négligeables de production d'ATS⁸⁰.

Les sources gouvernementales (CCDAC 2012) et l'UNODC (2012b) expliquent principalement l'augmentation constante de la production d'opium dans l'État Shan par la présence de conflit armé. En effet, l'accès aux zones de conflit actif est difficile pour les autorités birmanes et est généralement interdit aux représentants d'organisations internationales (X 2013)⁸¹. Afin de conduire l'enquête sur la production d'opium, l'UNDOC travaille donc avec le

⁷⁹ Comme nous le verrons dans la section sur les Kokangs, ce temps passé en prison n'a pas été perdu pour lui; il est devenu proche de Khin Nyunt, alors chef du renseignement de l'armée birmane. Sa peine de mort a été commuée puis annulée. Cette proximité avec le chef des services de renseignement sera plus tard employée pour la négociation des accords de cessez-le-feu entre la Tatmadaw, l'UWSA et la MNDAA (Cowell 2005).

⁸⁰ Lors d'un atelier visant à compiler les statistiques de production et de consommation d'ATS en Asie du Sud-Est afin de produire le rapport annuel du programme global SMART de l'UNODC, le CCDAC (2012) a déclaré avoir saisi 23 899 156 comprimés en 2009, dont 23 685 738 dans l'État Shan. De ces comprimés, seulement 85 803 provenaient du Sud de l'État. La région contrôlée par le mouvement armé shan semble donc être responsable d'une part minime (0.36%) de la production d'ATS dans l'État Shan.

⁸¹ Entretien avec un employé de l'UNODC à propos du Rapport d'Évaluation de menace du crime organisé transnational (TOCTA) conduit à Bangkok en juin 2013.

Central Committee for Drug Abuse Control (CCDAC). Cet organisme gouvernemental birman a la responsabilité de conduire les recherches de terrain et de relayer les résultats à l'UNODC, qui conduit des observations satellites de la région. Les cartes issues de ces enquêtes valident l'explication sécuritaire: les villages qui sont exempts de culture de pavot se situent également dans des zones dont le conflit armé est éloigné. Or, la fragilité des accords de cessez-le-feu dans l'État Shan en général explique en partie le peu de villages qui correspondent à ces critères. En comparant la carte politique du rapport officiel de l'UNODC de 2008 et celle de la PWO, on note par ailleurs qu'il y a beaucoup moins de zones qui sont sous contrôle « rebelle ». Selon Hnong (2013)⁸², cela illustre le fait que le blâme du trafic soit souvent entièrement porté sur les acteurs non-étatiques.

Le second facteur d'explication pour l'absence de prohibition durable de culture d'opium dans ces régions de l'État Shan où la SSA est active dépend largement de la présence de conflit armé. En effet, les observateurs plus critiques du gouvernement central notent que le manque de volonté politique et la corruption sont également centraux à la forte production d'opium dans la région. Par exemple, le Département d'État américain (INCSR 2012 : 144) note que les nouvelles gardes-frontières (BGF) « quasi-contrôlées » par le gouvernement de Thein Sein sont souvent complices des activités de narcotrafic dans les régions où elles opèrent, notamment à la frontière avec la Thaïlande. D'autres groupes qui conduisent des évaluations indépendantes à petite échelle, comme la Palaung Women's Organization (PWO 2011), affirment qu'il existe une production de drogue importante dans des zones négligées par les rapports de l'UNODC, et plus précisément dans des zones contrôlées par les troupes birmanes. Comme ailleurs dans les zones où le programme des gardes-frontières (BGF) est mis en place, le régime a besoin de fonds supplémentaires pour financer cet appareil sécuritaire coûteux. Le rôle joué par l'opium dans le financement de milices pro-gouvernementales par le passé est source d'inquiétudes pour les observateurs locaux (Hnong 2013; S.H.A.N. 2011). En 2010, la PWO a conduit une enquête dans la région palaung et a remarqué l'augmentation de culture de pavot dans les cantons de Namkham et Manton. Ces cantons étaient alors entièrement contrôlés par le gouvernement

⁸² Entretien avec Lway Nway Hnong, analyste pour la PWO, conduit à Mae Sot en juillet 2013.

central, qui y a posté des bataillons de l'armée, des milices villageoises, et des forces policières⁸³. Ces autorités locales, que le gouvernement central appelle des « équipes anti-drogue », auraient systématiquement intimidé des villageois pour recevoir des pots-de-vin afin qu'ils leur permettent de continuer à cultiver le pavot. En fait, les « équipes anti-drogue » auraient laissé la majorité des champs de pavot intacts. Seulement 11% auraient été éradiqués pour la saison 2008-2009, et uniquement dans les endroits les plus visibles. Les observations de PWO sur l'éradication réelle des champs de pavot diffèrent donc grandement des chiffres officiels fournis par le CCDAC. Par exemple, dans un rapport publié en 2010, la PWO a recensé 16% de champs détruits dans les cantons de Manton et de Namkham pour la saison 2007-08 (PWO 2010). Selon le rapport officiel de l'UNODC (2008a), 53% auraient été détruits dans cette zone pour la même année. Dans des cantons contrôlés par l'armée birmane dans le Sud et l'Ouest de l'État où un plan d'éradication de champs de pavot a été mis en place entre 1999 et 2004, S.H.A.N. (2012) note que 21 des 22 cantons cultivent toujours du pavot. Toutefois, la dissonance entre ces statistiques ne s'explique pas uniquement par la nature de la relation entre les observateurs et le gouvernement birman en général. La question du contrôle de cantons par les troupes birmanes ou par un groupe insurgé donné continue d'être extrêmement volatile, et tous les enquêteurs doivent travailler dans une situation en mouvance presque constante.

Par contre, la majorité des observateurs, hormis le gouvernement birman, s'entendent sur le troisième facteur d'inefficacité de la prohibition de l'opium dans l'État Shan : l'inadéquation des programmes de développement alternatif⁸⁴. Les programmes de développement alternatif mis en place par le gouvernement birman, par le RCSS-SSA et par l'UNODC ont tous vu leur efficacité souffrir de sous-financement et, selon les critiques de ces programmes, de séquençement inadéquat. Si tous ne s'entendent pas sur les causes de l'échec de ces programmes dans le Sud de l'État Shan, le consensus est que l'insécurité alimentaire continue d'être présente dans les foyers étudiés (Nyein 2013; Hnong 2013; Jaiyen 2013;

⁸³ Suite à la rupture de l'accord de cessez-le-feu entre l'armée birmane et la SSA-N en 2011, ces cantons sont retombés sous le contrôle de cette dernière. Au moment où ces zones ont été sondées par la PWO, elles n'étaient pas sous contrôle d'insurgés, mais sous contrôle de l'armée birmane depuis le désarmement de la Palaung State Liberation Army en 2005 (PWO 2010).

⁸⁴ Les problèmes du développement alternatif pour les populations impliquées dans l'industrie de la drogue seront abordés en profondeur dans le chapitre 6, consacré à l'analyse comparative des études de cas. Les critiques adressées à ces programmes seront également abordées.

UNODC 2013d; Shin 2013). La dernière enquête sur la production d'opium conduite par la CCDAC et l'UNODC (2013d) note qu'un tiers des foyers visités n'avaient pas connu de sécurité alimentaire au cours des 12 derniers mois, et que 95% des villages de l'État Shan n'avaient pas reçu d'aide dans le secteur agricole. De plus, cette enquête a révélé que les villages où le pavot à opium n'est pas cultivé possèdent considérablement plus de terres et que celles-ci sont plus irriguées que dans les villages où le pavot est cultivé. Il est également de plus en plus fréquent que d'importantes figures du gouvernement birman admettent le rôle joué par la pauvreté dans le choix de certaines familles paysannes de cultiver le pavot à opium. Lors de la 34^e rencontre de l'ASEAN Senior Officials on Drug Matters (ASOD) en octobre dernier, à laquelle l'UNODC était invitée à titre d'observateur, le Major Général de police Win (2013) a souligné l'importance du développement d'opportunités économiques alternatives pour les cultivateurs de pavot à opium. Cela a été présenté comme étant essentiel à la pérennité de la réussite des programmes d'éradication des cultures de pavot. Toutefois, l'éradication des récoltes de pavot à opium continuent de prévaloir dans la stratégie de lutte contre la drogue du gouvernement birman dans les zones qu'il contrôle dans l'État Shan.

3.3. Le rôle des élites locales dans le trafic de drogue

Les sections précédentes démontrent que la participation à l'industrie de la drogue semble avoir été partagée par la majorité des élites présentes dans l'État Shan durant toute la période du conflit armé. Des leaders shans ont incontestablement pris part à cette industrie, alors que le débat entourant le narcotraffic dans l'État Shan est souvent centré sur le rôle qu'y jouent les groupes insurgés armés dont les motivations politiques auraient disparu au profit de motivations économiques (Sherman 2003; INCSR 2013; Dupont 1999). L'exemple de Khun Sa, membre de la noblesse shan devenu « roi de l'héroïne » (McCoy 2003) dans les années 1970, reflète bien l'ambiguïté ayant entouré le rôle d'élites shans dans l'industrie de la drogue. À la fin des années 1980, ce fils d'une Shan et d'un commerçant chinois aurait contrôlé plus de 80% du commerce d'opium de la Birmanie et près de la moitié des stocks d'héroïne mondiaux (McCoy 1998; Chouvy 2010). Khun Sa a rendu les armes en 1996, mais le gouvernement birman a toujours refusé de l'extrader aux États-Unis, même si Washington en avait fait la demande afin de le juger pour son rôle dans le trafic mondial d'héroïne (McCoy 1998). Au contraire, l'ancien

seigneur de guerre s'est vu accorder plusieurs parts dans diverses entreprises nationales et des concessions d'exploitation de ressources naturelles, licites cette fois, et est décédé dans sa villa de Yangon à l'âge de 73 ans. Après sa reddition et son retrait du narcotrafic en 1996, les troupes de sa Mong Tai Army (MTA) qui refusaient de rendre les armes avec leur chef ont rejoint la SSA-S (Oo et Min 2007). Les profits du narcotrafic ont dès lors continué à être employés pour financer le combat armé contre la junte militaire birmane. En 2012, les autorités de la SSA-S ont signé un accord tripartite avec l'UNODC et la CCDAC afin de travailler conjointement à l'élimination du narcotrafic dans leur région et au développement de programmes de subsistance alternative. Le RCSS maintient également une division anti narcotique responsable d'implémenter ses propres initiatives dans la région (BNI 2013a).

Malgré l'absence de ces informations dans les agendas de développement des principaux pays donateurs pour les programmes de développement alternatif en Birmanie (UNODC 2013c), de nombreuses sources locales accusent les autorités locales d'encourager le trafic de drogue dans leurs cantons. En 2011, S.H.A.N. (2011) a rencontré des fermiers du canton de Kutkai, dans la région Nord, qui affirmaient être forcés de vendre leur récolte d'opium à la milice paramilitaire (PMF) locale. Un grand trafiquant de drogue, Panhsay Kyaw Htwe, a été arrêté dans le canton de Namkham par les autorités de la SSA-N, mais a rapidement été relâché, apparemment par son frère Kyaw Myint, président du comité de suppression de la drogue dans ce même canton (Jaiyen 2013). De même, dans leur région où la culture de thé était autrefois traditionnellement dominante, la PWO (2010) a noté dans des interviews avec des paysans qu'ils se tournaient de plus en plus vers le pavot à opium parce que le prix du thé est en baisse constante. Sachant que le prix du thé est fixé par les autorités commerciales à Nay Pyi Daw, la nouvelle capitale birmane, certains analystes en déduisent le prix du thé est réduit pour s'assurer que la culture de pavot à opium perdure dans les régions contrôlées par les milices pro-gouvernementales (Hnoug 2013)⁸⁵. Dans le même entretien, l'analyste principale de la PWO, Lway Hway Hnoug, note que l'augmentation du nombre de saisies de drogue et du nombre d'arrestations de trafiquants et de toxicomanes est purement cosmétique, car les plus importants d'entre eux sont généralement libérés en échange de pot-de-vin. Les organisations non-

⁸⁵ Entretien avec Lway Nway Hnoug, analyste pour la PWO, conduit à Mae Sot en Thaïlande, en juillet 2013.

gouvernementales qui travaillent sur le terrain dans ces régions partagent l'opinion qui veut que la résolution politique et la démilitarisation du conflit ethnique en Birmanie soient essentielles à la résolution du problème du narcotrafic. Les habitants sont également mécontents de la manière dont ces campagnes sont menées. Le Nord de l'État a été au centre de la plupart des programmes d'éradication des récoltes de pavot à opium. Or, outre l'absence relative de mouvements insurgés dans ces régions, ces cantons auraient été choisis parce qu'il s'agirait de zones où la production d'ATS est devenue l'activité principale des trafiquants (Hnong 2013). Étant donné que la production de pavot à opium à proximité de la frontière chinoise est devenue complexe⁸⁶, les trafiquants de ces cantons auraient préalablement évolué vers la manufacture d'ATS et la destruction de champs de pavot affecterait principalement les familles de paysans qui possèdent ces champs. De plus, la production de pavot serait en réalité plus importante au Sud de l'État Shan, et compenserait pour le déclin de production au Nord (S.H.A.N. 2005a). Les zones de culture intensive au Sud seraient celles qui sont interdites d'accès aux étrangers sous prétexte du conflit armé. De plus, toutes les sources indépendantes locales affirment que les zones visées par l'éradication menée par le gouvernement birman sont localisées près des routes principales, et que les zones les plus inaccessibles ne sont pas touchées.

En résumé, contrairement aux régions wa et kokang qui seront étudiées par la suite, la diversité des acteurs ayant pris part à l'industrie de la drogue et la fluidité du contrôle territorial par diverses élites signifie qu'une institution d'extraction commune stable n'a pas pu être établie autour des rentes de la drogue. Des élites appartenant aussi bien à l'armée birmane, aux milices pro-gouvernementales, ou au mouvement nationaliste shan sont au centre de l'industrie de la drogue de cette région. Comme ailleurs en Birmanie, la responsabilité et l'imputabilité de ceux en position de pouvoir face au reste de la population sont presque nulles (Callahan 2007; Yawngnwe 2010; NCGUB 2008; HRW 2004). Cette réalité est exacerbée dans les zones où plusieurs élites se disputent la suprématie : de multiples groupes se considèrent alors « au-dessus de la loi » (Brown 1999 : 246). Ce phénomène a eu comme conséquence l'aise remarquable avec laquelle certains acteurs ont changé de camp, participant puis se distançant de l'industrie de la drogue. Alors que les autorités birmanes blâment la SSA-S pour la résurgence du trafic,

⁸⁶ Le rôle de la Chine dans l'efficacité de la prohibition de culture de pavot à opium sera exploré dans la section sur les Was.

celle-ci affirme que l'accord tripartite de lutte contre le narcotrafic n'a pas encore été mis en place à cause d'un manque de coopération de la part de l'armée birmane. Le lieutenant-général Yawd Serk, chef de la SSA-S, affirme qu'après que ses hommes aient saisi une fabrique d'ATS de la BGF de Wanpang, l'armée birmane en a été alertée mais a réservé un accueil glacial à la découverte (Jaiyen 2013). Les groupes insurgés shans ont fréquemment changé d'affiliation politique (parfois jusqu'à quatre fois en une décennie, comme par exemple l'armée dirigée par Khun Sa, qui a été mercenaire, puis chef de KKY, allié des Thaïs, communiste et finalement protégé du gouvernement birman) (Yawngghwe 1995b; McCoy 1998).

Le cas de l'insurrection shan est donc représentatif d'une économie de la drogue ayant prospéré dans un contexte de conflit armé. La fluidité des alliances entre les différentes élites du Sud et de l'Ouest de l'État Shan correspond à une situation où le conflit armé a perduré sur plus de 50 ans, bien que son intensité soit généralement demeurée faible⁸⁷ à l'exception de 1994, où une véritable guerre a eu lieu entre la Tatmadaw et la MTA de Khun Sa (McCoy 1998; UCDP 2013). Le conflit armé est associé à l'industrie de la drogue de manière continue. En effet, l'incertitude qui caractérise les alliances entre les élites de la région n'a pas permis la création d'une entente pour le partage des rentes de la drogue. Le recours à la force armée est donc fréquent. Des incitatifs négatifs ont été déployés par les élites. Les élites centrales ont voulu discréditer les motivations politiques des élites shans en soulignant leur participation à l'industrie de la drogue. De plus, des mesures d'éradication forcée des champs de pavot ont été prises dans les régions considérées comme favorables au mouvement. Les inquiétudes d'observateurs locaux (PWO 2011; Jaiyen 2013) face au rôle grandissant de milices pro-gouvernementales dans le trafic de drogue sont en ce sens justifiées : en permettant une multiplication des spécialistes de la violence dans la région, le gouvernement de Thein Sein empêche l'atteinte d'une institution d'extraction commune (Snyder 2006) avec les élites locales, ce qui augmente le risque de recours au conflit armé pour le droit à l'exploitation de cette ressource.

⁸⁷ Rappelons ici que le mouvement d'opposition shan n'a pas connu une seule année de paix avec le gouvernement central depuis sa création en 1958 (UCDP 2013).

Chapitre 4 : Les Was

4.1. Contexte

La deuxième étude de cas porte sur les Was; gouvernés par l'United Wa State Army (UWSA), ce groupe est probablement le groupe ethnique birman le plus associé au trafic de drogue. En effet, l'UWSA est l'armée non-gouvernementale la plus importante du pays : on estime que ses troupes sont composées de 30 000 soldats et 10 000 « membres auxiliaires » (BNI 2013b). Elle exerce un contrôle quasi-indiscuté sur le territoire wa, et les relations entre les leaders was et les autorités centrales pourraient être qualifiées de coopération. Nous verrons toutefois que l'UWSA s'oppose fortement à déposer les armes, ce qui explique en partie que les deux armées continuent d'avoir des affrontements occasionnels.

La région wa est la plus grande zone de cessez-le-feu en Birmanie. Située au Nord-Est de l'État Shan, il s'agit d'une région montagneuse et isolée d'environ 25 000 km² (Chin et Zhang 2007). Elle est bordée par l'État Shan oriental au Sud, la Chine à l'Est, la région kokang au Nord, et la rivière Salouen à l'Ouest. La majeure partie du territoire est couverte de chaînes de montagnes entrecoupées de vallées étroites.

La population wa est estimée à environ 600 000 individus en Birmanie⁸⁸ (South 2008), dont 320 000 dans la Région spéciale #2⁸⁹. Ceux-ci forment la majorité de la population dans le Nord de la Région spéciale #2; le Sud de celle-ci est plus mixte, accueillant principalement des Shans, des Lahus, des Pa-Os, des Akhas, des Kokangs, des Kachins et des Chinois han. Le Commandement Sud⁹⁰, soit l'autre territoire contrôlé par les autorités was, n'est toutefois pas peuplé par une majorité wa. Il faut noter que les Was sont l'un des peuples les moins connus d'Asie et qu'une part importante de ce qui a été écrit à leur sujet est teinté de biais liés à l'United Wa State Army /Party (UWSA/P) et leurs leaders (Chouvy 2010). La Chine bénéficie d'une

⁸⁸ En 2008, un spécialiste des Nations Unies l'estimait à 400 000 habitants (Merz 2008).

⁸⁹ Les Régions spéciales sont des divisions administratives particulières de la Birmanie. Elles sont issues d'accords de cessez-le-feu entre les autorités représentatives de certains groupes ethniques et la Tatmadaw. Dans ces ententes, le gouvernement birman a autorisé les autorités locales à maintenir une armée et à s'administrer eux-mêmes (JKWHNAT 2003). Nous verrons dans l'étude sur les Kokangs que ces divisions ne sont plus souhaitées par le gouvernement central, mais elles demeurent dans certains cas.

⁹⁰ Les deux régions was sont colorées en jaune sur la carte 2.

influence forte sur la population wa de Birmanie, à la fois grâce à une appartenance ethnique plus rapprochée et par le fait que le chinois soit employé comme *lingua franca* par le leadership local depuis l'époque du Parti Communiste birman (Merz 2008). De nos jours, le partage⁹¹ de ce groupe ethnique sur cette frontière internationale mal gardée signifie que de nombreux Was traversent régulièrement celle-ci pour commercer et visiter leur famille. La région wa est entièrement gouvernée par l'UWSP et sa branche militaire, l'UWSA. Ces deux organisations sont fortement soupçonnées de jouer un rôle central dans l'industrie de la drogue en Birmanie. Le Commandement Sud est une zone stratégique pour sa situation géographique qui facilite les échanges commerciaux avec la Thaïlande et l'opportunité de taxation qui en découle. Elle est chaudement disputée entre la SSA, l'armée birmane et l'UWSA depuis le début du conflit dans l'État Shan (Kramer 2007)⁹². La présence de l'UWSA dans le Sud de l'État Shan avait initialement pour but d'assister l'armée birmane dans sa lutte contre la Mong Tai Army (MTA) de Khun Sa. Après la reddition de celle-ci en 1996, la majeure partie du territoire contrôlé par la MTA est passée aux mains de l'UWSA (Milsom 2005).

L'activité économique principale pratiquée par les Was est l'agriculture de subsistance, et la majorité des familles was ont longtemps dépendu de la culture de pavot à opium pour gagner le revenu nécessaire à l'achat de vêtements, de riz et de médicaments (Renard 2010)⁹³. Les caractéristiques géographiques et climatiques de la région spéciale #2 sont en partie responsables de cette dépendance. Le climat frais des montagnes was ainsi que leur escarpement ne conviennent pas à la culture du riz en terrasse; l'exiguïté de la majorité des parcelles familiales leur permet uniquement de cultiver du millet, du maïs et des légumes pour une consommation personnelle (Kramer 2009c). Aujourd'hui, la plupart des paysans was sont très pauvres et sont victimes d'insécurité alimentaire (UNODC 2012b; TNI 2010). Cela est en partie expliqué par le fait que la majorité d'entre eux aient vu leurs terres confisquées par les autorités. En effet, plusieurs terres cultivables ont été réquisitionnées pour des programmes de substitution

⁹¹ Le gouvernement chinois recense 396 610 « Vas » dans les cantons situés face à la région wa de Birmanie (*The Va ethnic minority* 2014). Toutefois, l'UWSA ne gouverne pas les Was chinois (Merz 2008); les relations transfrontalières sont avant tout sociales, culturelles et économiques.

⁹²Le Commandement Sud a été attribué par la *Tatmadaw* à l'UWSA lors de l'accord de cessez-le-feu en 1989 en partie parce qu'une petite milice wa anti-communiste s'y était réfugié en 1973, après que la majorité des leaders was ait choisi de s'allier au CPB.

⁹³ Nous verrons toutefois que cette culture est sévèrement interdite dans la région wa depuis 2005.

des cultures dans le cadre de projets de développement alternatif financés par la Chine. Outre le caoutchouc qui est au centre de la majorité de ces initiatives, de grandes plantations de thé, de mangues, d'oranges, de prunes et de café y sont subventionnées (S.H.A.N. 2011). Ces initiatives de développement alternatif sont le résultat d'un accord entre les autorités was et des compagnies chinoises : les premières fournissent la main-d'œuvre et la terre, tandis que les secondes fournissent l'expertise et le matériel. Selon cet accord, les compagnies chinoises gardent 65% du revenu, les paysans was 35%, et les autorités was récoltent une taxe à l'exportation de ces produits vers la Chine (Kramer et Woods 2012). Face à cela, de nombreux paysans was choisissent ou sont forcés par les autorités locales de travailler sur ces plantations chinoises en tant que travailleurs rémunérés. Comme les autorités was ont régulièrement recours au travail forcé pour la construction d'infrastructures (Kramer 2009a), très peu de Was disposent de temps suffisant pour entretenir leurs propres cultures alimentaires (TNI 2010).

Comme beaucoup de tribus montagnardes, les Was n'ont pas été intégrés rapidement dans l'État-nation birman⁹⁴. L'inaccessibilité de la région montagneuse jointe à la mauvaise réputation⁹⁵ de ses habitants leur assurait une existence quasi isolée de l'influence des plaines centrales du pays. Les chefs de clans was se faisaient régulièrement la guerre entre eux sans grand intérêt des princes shans ou des colons britanniques⁹⁶. La conférence de Panglong en 1947 s'est faite sans consultation des Was, qui ont été placés sous la tutelle administrative du nouvel État Shan (Milsom 2005).

Durant la période d'insurrection communiste en Birmanie, le Nord-est du pays est devenu un fief officiel du CPB⁹⁷, auquel plusieurs chefs was décidèrent de joindre leurs soldats. Parmi ces chefs se trouvait Bao You-xiang, qui est aujourd'hui l'homme fort à la tête de la

⁹⁴ Ce n'est qu'en 1960 que la frontière de plus de 2000 kilomètres entre la Chine et la Birmanie dans la région wa a été clairement délimitée (Chin et Zhang 2007).

⁹⁵ Jusqu'à son abolition officielle par les communistes dans les années 1970, plusieurs tribus was pratiquaient la chasse de têtes (Kramer 2007; Chin 2009).

⁹⁶ L'administration britannique de la Birmanie n'était pas intéressée à coloniser les Was. Ceux-ci étaient divisés en deux groupes, soit les Was « sauvages (*Wild Was*) » et les Was « apprivoisés (*Tamed Was*) ». Ces derniers payaient un tribut aux princes shans. Les archives coloniales notent : « The Wild Wa [...] should be left alone, as they do no harm (headhunting only in their own territory) and would not repay administration (having nothing to export save opium and buffalo horns, and nothing to import but salt. » (Harvey 1933: 32). Toutefois, comme des princes was payaient tribut aux sawbwas shans, les échanges culturels entre ces deux peuples pré-datent l'époque coloniale.

⁹⁷ Un leader nationaliste wa interviewé par Smith (1991) note que ce ne sont pas les princes shans, ni le gouvernement colonial britannique, ni le gouvernement central de Yangon qui ont mis fin à l'indépendance des tribus was. Celle-ci a réellement pris fin avec l'invasion du CPB à la fin des années 1960.

Région spéciale #2 (Chin 2009; Lintner et Black 2009). Les communistes y ont installé une administration civile, un système de taxation local, ainsi que des infrastructures scolaires et médicales. Toutefois, les Was n'ont pas été rapidement intégrés dans le commandement du CPB, à majorité bama. Ce n'est qu'en 1985 que Bao You-xiang et un autre chef wa, Zhao Ni Lai, ont été invités à siéger au Comité Central du CPB (Smith 2007). Par contre, les rangs du CPB étaient principalement composés de soldats issus de minorités ethniques : plus de deux tiers des soldats étaient was (Lintner 1990).

En 1989, après près de 20 ans de combat ayant coûté la vie à un nombre considérable⁹⁸ de soldats was, une suite de mutineries au sein des troupes kokangs puis was ont eu lieu (Lintner 1989). L'UCDP (2013) estime que 13 350 soldats ont perdu la vie durant la guerre de 21 ans entre la Tatmadaw et le CPB. Il n'existe toutefois pas d'estimation fiable du nombre de soldats was ayant perdu la vie sous les ordres du CPB, et ce chiffre ne tient pas compte des victimes civiles tuées ou violentées par des soldats hors combat, dont le nombre est sans aucun doute considérable (Callahan 2003). Le 16 avril, des troupes was dirigées par Bao You-xiang et Zhao Ni Lai ont pris contrôle du quartier général du CPB à Panghsang et ont emprisonné le commandement. Cette révolte a marqué la fin de l'existence du CPB. En effet, sans soldats was, l'Armée du Peuple du CPB était pratiquement réduite à néant (Lintner 1990). Suite à la mutinerie au sein du CPB, la majorité des armées issues de ses troupes ont signé un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement birman, négocié dans le cas des Was par Lo Hsing-Han, le leader paramilitaire kokang devenu trafiquant puis négociateur pour la Tatmadaw (Chin 2009). Le 9 mai 1989, l'UWSA a mis fin aux hostilités avec l'armée birmane et le territoire sous son contrôle a été désigné « Région spéciale #2 », car il s'agissait du second groupe à signer un tel accord⁹⁹. Cet accord a eu pour effet de redéfinir complètement les relations entre les deux parties : les leaders was, ayant toujours été peu concernés par les affaires politiques nationales et lassés des combats, ont saisi l'opportunité de se concentrer sur la situation locale. L'armée birmane a de son côté recruté l'UWSA afin de lutter contre les derniers bastions de résistance

⁹⁸ L'un des héritages chinois du CPB est qu'il favorisait les attaques de type « vague humaine » contre ses cibles, qui ont pour résultat de désastreux bilans de pertes d'hommes (Kramer 2007).

⁹⁹ Le premier groupe à signer ont été les Kokangs, qui sont étudiés au chapitre suivant. Suite à la signature du cessez-le-feu signé avec les Was, qui représentaient déjà le groupe armé le plus nombreux de l'État Shan, l'avantage stratégique de Yangon aurait été tel qu'il aurait motivé les autres groupes adossés à la frontière chinoise (comme la KIO) à faire de même (Christophe 1998).

shan (principalement la SSA et la MTA). En effet, l'UWSA a assisté l'armée birmane dans sa guerre contre la MTA en 1994-95, et les affrontements ont fait environ 1 600 victimes (Thant 2006). Les affrontements entre l'UWSA et la SSA-S ont, quant à eux, fait environ 120 victimes en 2005 (UCDP 2013).

Tableau 4: Les armées was

Nom de l'armée rebelle/Nom de la branche politique	Durée de la lutte contre l'armée birmane	Leader	Notes
<i>Communist Party of Burma (CPB)</i>	1939-1989	(variés)	Actif dans l'État Shan entre 1968 et 1989.
Wa National Army (WNA)/Wa National Organization	1974-présent	Ta Ploy	Allié de la SSA-S dans la région du Commandement Sud.
United Wa State Army (UWSA)	(1989), (2011)	Bao You-xiang	-Troupes estimées entre 20 000 et 30 000 hommes. -Suite à une reprise des affrontements en 2009, un nouvel accord de cessez-le-feu est signé en 2011.
<i>Les armées en italique sont aujourd'hui disparues.</i>			
Sources : BNI (2013b); Chin (2009), Merz (2008), BNI (2013a).			

Depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu, la Tatmadaw n'a qu'une faible pénétration sur le territoire wa et sa présence s'y limite à quelques officiers et bases désaffectées¹⁰⁰. L'UWSA/P est pour le moment l'entité politique la plus puissante en région wa,

¹⁰⁰ Le gouvernement birman a très peu d'autorité dans la région wa, et les autorités was gèrent leur région à la manière d'un véritable État dans l'État. Par exemple, lorsqu'en 2005 le gouvernement birman a voulu lutter contre

et cela s'explique par deux raisons principales. Tout d'abord, l'UWSA demeure l'armée régionale la mieux armée et la plus nombreuse. Cela lui permet de se présenter comme une alternative sécuritaire sérieuse à la Tatmadaw dans les zones frontalières où celle-ci est très impopulaire (Milsom 2005). De plus, le manque d'initiatives de développement dans les zones frontalières¹⁰¹ a permis à l'UWSA de s'approprier des prérogatives traditionnellement étatiques (Chin 2009) tel que l'établissement d'un programme de développement en collaboration avec les Nations Unies¹⁰², et la mise en place d'infrastructures telles que des routes, des écoles et des hôpitaux. L'UWSA a un style de gouvernance qui donne la part du lion aux décisions prises au sommet. Formée d'anciens militaires, la structure de gouvernance de l'UWSA/P est un héritage de la hiérarchie militaire du CPB (Lintner 1995). Le leadership de l'UWSP, le Politburo, occupe théoriquement le sommet de la pyramide. Bao You Xiang dirige actuellement l'UWSP avec ses frères, et le Parti chapeaute le Comité Central Wa. Ce comité a comme tâche de réguler les diverses administrations locales au niveau des districts et des cantons, ainsi que de superviser l'UWSA. Bien que le fonctionnaire senior de l'UWSP doive théoriquement avoir autorité à la fois sur l'UWSA, les administrations locales et le Comité Central Wa, la réalité est que la gouvernance est souvent fragmentée (Chin 2009; Kramer 2007). De plus, les unités administratives locales ont en pratique peu de pouvoir, en particulier parce que les figures d'autorité demeurent généralement peu compétentes¹⁰³.

le commerce illicite de bois sur la frontière sino-birmane, il a fait appel à Beijing pour influencer les autorités de l'UWSA (Merz 2008).

¹⁰¹ Alors que le CPB était retranché dans la région wa, peu d'initiatives ont été mises en œuvre pour développer la région, car l'objectif final était de contrôler les plaines centrales de la Birmanie, et la région wa était d'une importance secondaire (Kramer 2007).

¹⁰² Deux projets ont été mis en œuvre par l'UNDPC en 1994 puis en 1995 (JKWHNAT 2003). En 1998, l'UNODC a introduit le projet RASC25, « Drug control and development in the Wa Region of the Shan State, Myanmar », une initiative d'une durée de dix ans qui collaborait directement avec les autorités was (UNODC 2013a). Le Projet de développement alternatif wa a principalement été financé par les États-Unis et le Japon (Renard 2010). Le projet a souffert de l'incompréhension et de la méfiance mutuelle entre les employés des ONG sur place et les leaders was locaux. Il a définitivement été condamné lorsqu'un chef de brigade de l'UWSA a pris en otage des employés du projet qui donnaient un atelier de désintoxication dans un village sous sa responsabilité (JKWHNAT 2003). Ce programme de développement a été insuffisant pour offrir aux anciens cultivateurs de pavot l'opportunité de se sortir de la pauvreté, et les programmes de développement dans la région wa continuent d'être sous-financés. Un rapport de l'UNODC estime qu'en moyenne depuis 1999, la région wa a reçu environ 20 millions US\$ en assistance au développement, ce qui correspond à moins de 3 US\$ par personne par an (UNODC 2008b).

¹⁰³ Par exemple, un fonctionnaire international travaillant en Birmanie estime que plus de la moitié des membres du Comité Central de l'UWSP sont analphabètes (Eligh 2013). L'isolation de leur région jointe à ce facteur rend le leadership wa particulièrement dépendant des outils de gestion fournis par l'extérieur, notamment par la Chine.

Le but politique de l'UWSP est l'établissement d'un État Wa au sein de la Birmanie («Drug-powerful Wa seek state of their own » 2013)¹⁰⁴. À cause de la division administrative actuelle, les autorités des régions spéciales doivent passer par les autorités de l'État où elles se trouvent pour communiquer avec le gouvernement central. Les leaders was souhaitent plutôt la création d'un État Wa distinct de l'État Shan, dont les Was sont actuellement dépendants pour négocier avec le gouvernement central¹⁰⁵. Les relations entre les Was et les Shans sont généralement mauvaises, comme en témoignent les conflits entre leurs armées. Cette autonomie signifierait un accès direct aux avantages découlant de l'ouverture progressive de la Birmanie. Un État Wa autonome, tel que proposé par l'UWSA, comprendrait l'ensemble des territoires sous leur contrôle officiel, c'est-à-dire la Région spéciale #2 et le Commandement Sud («Drug-powerful Wa seek state of their own » 2013). La réticence de Naypyidaw¹⁰⁶ d'accéder à la requête de Panghsang a déstabilisé leur bonne entente. Le cessez-le-feu en place depuis 1989 a été rompu en 2009 suite au rejet de l'UWSA de prendre part au projet de l'armée birmane de transformer les armées de cessez-le-feu en forces de gardes-frontières sous un commandement national unifié. Malgré une hausse de ton, le conflit entre les deux parties s'est généralement résumé à des démonstrations de force de chaque côté, avec très peu de pertes humaines (Weng et Thant 2014; South 2013). Un nouvel accord de cessez-le-feu a mis fin aux hostilités en septembre 2011 (BNI 2013a), mais les relations entre les deux parties demeurent fragiles (AP 2013).

4.2. *Évolution de la production de drogue.*

Durant l'époque coloniale, la culture de pavot à opium était relativement peu importante dans les montagnes was¹⁰⁷. C'est avec l'arrivée du KMT dans les années 1950 que cette situation

¹⁰⁴ Il faut noter que contrairement à la majorité des groupes ethniques nationalistes actifs en Birmanie, l'UWSA n'entretient pas de velléités indépendantistes (Kramer 2007).

¹⁰⁵ La constitution de 2008 prévoit que les autorités d'une région spéciale ne peuvent communiquer avec le gouvernement central sans transiger par les autorités de l'État auquel cette région est rattachée (Constitution of the Republic of the Union of Myanmar 2008).

¹⁰⁶ Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette réticence : une certaine réserve face au risque de créer un précédent pour d'autres groupes insurgés, la mauvaise réputation de l'UWSA/P au niveau international, et le refus répété de l'UWSA d'intégrer ses troupes à la force armée nationale.

¹⁰⁷ La consommation locale n'était pas intégrée dans les pratiques habituelles et le monopole de production du Siam et de l'Indochine française interdisait la production de pavot à opium ailleurs en Asie du Sud-est (Booth 1998). Il

a changé (Lintner 1999). Initialement réticent, le CPB a encouragé la production d'opium pour financer ses activités dans les montagnes was. Dès lors, le pavot est devenu central pour l'économie de la région ainsi que la source de revenu principale des cultivateurs was (Milsom 2005; Chin 2009)¹⁰⁸, jouant souvent le rôle de monnaie d'échange¹⁰⁹.

La signature de l'accord de cessez-le-feu de 1989 correspond à une véritable explosion de la production d'opium en Birmanie, et plus particulièrement dans les régions wa et kokang¹¹⁰. Bien que le contenu de ces accords n'ait jamais été publié, il est souvent affirmé que la Tatmadaw y autorisait les groupes de cessez-le-feu à pratiquer tout type de commerce sur leur propre territoire (Sherman 2003; Oo et Min 2007). La soudaine augmentation de la production d'opium correspond justement au développement considérable de Panghsang : de concentration de huttes de bambou, la capitale de l'UWSA/P est devenue une véritable ville de 25 000 habitants avec des bâtiments en béton, des casinos et autres bars de karaoké, et des infrastructures de communication (Chin 2009; Lintner et Black 2009).

Outre l'autorisation tacite de cultiver et de commercialiser de l'opium, l'UWSA a été autorisée par les autorités birmanes à conserver tous les territoires conquis dans la région traditionnellement shan le long de la frontière avec la Thaïlande. Une minorité wa y était déjà présente, et formait le Wa National Council (WNC), auquel l'UWSA s'est associée pour la colonisation de ces territoires qui allaient devenir le « Commandement Sud » (Kramer 2007). Afin d'y assurer une présence wa permanente et d'augmenter la proportion de Was par rapport aux autres groupes ethniques présents dans cette région (Chin 2009), le haut commandement wa a ordonné la déportation massive de paysans was de la Région spéciale #2 vers le Commandement Sud. En considérant à la fois les troupes, leurs familles et les paysans relogés de force, on estime qu'entre 50 000 et 200 000 personnes ont été relocalisées 400 km au sud

existait une culture de pavot à opium limitée dont la production était employée localement en tant que médicament contre la douleur et la toux; il semble que l'opium était traditionnellement consommé par les personnes trop âgées pour travailler dans les champs (Maule 1992; Fiskesjö 2000).

¹⁰⁸ Il est difficile d'estimer la production d'opium de la région wa à cette époque. Toutefois, le CPB était responsable de 80% de la production d'opium de Birmanie à l'époque (Lintner 1999), ce qui signifie que la production wa devait être très importante.

¹⁰⁹ Il était répandu, par exemple, que les cultivateurs de pavot à opium empruntent de l'argent pour financer de nouvelles cultures et qu'ils repaient cet emprunt en opium une fois la récolte effectuée (Kramer 2009a).

¹¹⁰ Rappelons qu'à l'échelle nationale, d'un rendement estimé à 1 100 tonnes en 1986 (Lintner 1998), les champs de pavot ont atteint un pic de production de 2 560 tonnes en 1996 (INCSR 2003).

depuis 1999 (South 2008; LNDO 2013)¹¹¹. Le raisonnement officiel pour cette relocalisation forcée est qu'elle permet d'assister les anciens cultivateurs de pavot à retrouver une source de revenu parce que les terres agricoles du Commandement Sud sont plus appropriées pour la culture alimentaire (Jaiyen 2013). Les conséquences humaines de cette relocalisation forcée sont toutefois sérieuses : on estime qu'au moins 5 000 nouveaux arrivants sont décédés suite à leur arrivée au Commandement Sud (South 2008)¹¹². Le caractère forcé de cette relocalisation et les abus de droits humains qu'elle représente sont révélateurs du manque de consultation populaire impliqué dans la prise de décision des élites was.

La région wa est fortement associée à la production de drogue en Birmanie dans la culture populaire («Drug-powerful Wa seek state of their own» 2013; Pye et Weng 2013; Wade 2012). Jusqu'en 2003, on estimait que les régions kokang et wa étaient responsables d'entre 40% et 50% de la production nationale d'opium (Kramer 2007), et les autorités américaines estimaient que les cultivateurs was étaient responsables de 52% de la production d'opium birman (INCSR 2003). Depuis 2005, toutefois, l'UWSA impose une interdiction stricte de culture de pavot à opium. En 2013, une analyse de l'UNODC (2013d) n'a trouvé aucune trace de culture de pavot à opium en territoire wa¹¹³, ce qui marque un rejet clair de ce qui était jusqu'alors la principale ressource économique de la région. Le leadership wa s'est engagé¹¹⁴ à mettre un terme à la culture de pavot à opium dans sa région afin de se conformer aux standards internationaux, d'améliorer leurs relations avec le gouvernement central, d'encourager le développement humain et d'être « modernes [sic] » (JKWHNAT 2003 : 1). L'interdiction de la culture de pavot à opium a été mise en œuvre très sérieusement, et plusieurs cas d'arrestation et d'emprisonnement de paysans qui n'avaient pas détruit leurs plantations ont été rapportés (JKWHNAT 2003). Toutefois, suite à cette interdiction, la production d'ATS dans la région est montée en flèche (S.H.A.N. 2005b; Chin 2009; ALTSEAN 2006).

¹¹¹ Entretien avec la Lahu National Development Organisation conduit à Chiang Mai en Thaïlande en juillet 2013.

¹¹² Dans le nouveau village de Song Khie, 108 des 370 habitants sont morts de malaria durant la première année de leur arrivée (Kramer 2007). Cette maladie, presque inexistante dans les montagnes de la Région spéciale #2, est prédominante dans les vallées du Commandement Sud.

¹¹³ Cette étude a été directement conduite par l'UNODC, qui pour la première fois en 2012 a reçu l'autorisation officielle de visiter la région spéciale #2 (UNODC 2012b).

¹¹⁴ Bao You-xiang a publiquement déclaré qu'il se ferait décapiter si l'on trouvait encore des champs de pavot dans la Région spéciale #2 après 2005 (Kramer 2009c; S.H.A.N. 2007).

Tel que souligné dans l'introduction de ce mémoire, la production d'opium birman est en déclin relativement régulier depuis 1996. Le succès de l'interdiction de culture de pavot à opium dans le territoire de l'UWSA/P explique en partie cette baisse (Chouvy 2010; Tian, Wu, Zhang, Li, Jia et Wen 2011). Outre les motivations officielles à cette interdiction citées ci-haut, certaines considérations géopolitiques expliquent également cette initiative. En effet, l'augmentation de la consommation d'héroïne à des taux inquiétants en Chine (Chin et Zhang 2007) était source de tensions entre Beijing et l'UWSA/P, car la production d'héroïne wa était principalement consommée sur le marché chinois (Boehler 2013; Chouvy 2010). Un officier wa interviewé par Khuensai Jaiyen affirme: « Some Burma watchers may still think we are returning to poppy cultivation. They certainly have no idea that our continued survival depends almost totally on the goodwill of China. Under this circumstance, we have very little opportunity to lift the ban. » (S.H.A.N. 2009 : 12). Dès lors, en cessant d'alimenter directement le marché d'héroïne de la Chine, les leaders was ont cherché à s'assurer la faveur de la superpuissance. Cette faveur se manifeste principalement par le financement chinois de projets de développement visant les anciens cultivateurs de pavot en territoire wa (Kramer et Woods 2012). Les terres prisées par les entrepreneurs chinois pour les plantations à grande échelle de caoutchouc et de canne à sucre sont celles qui conviennent le mieux aux cultures alimentaires (Liang 2009). Les autorités was affirment toutefois avoir choisi de favoriser l'établissement de plantations gérées par des hommes d'affaires chinois afin d'offrir des opportunités d'emploi aux paysans. Le raisonnement est que ces cultures commerciales ne sont pas profitables durant les sept premières années et la majorité des ménages ne pourraient pas subsister sans revenus durant sept ans (Kramer 2009a). L'établissement de ces plantations a également nécessité des campagnes d'éradication des champs de pavot qui ont forcé les paysans touchés à changer d'activité économique (UNODC 2012b)¹¹⁵.

Cette campagne d'éradication des champs de pavot et l'interdiction en elle-même ont principalement touché les cultivateurs was. L'emploi de méthodes coercitives et la menace de l'emploi de la force par l'UWSA ont presque exclusivement visé ceux-ci (Chin 2009; Kramer 2009a; S.H.A.N. 2007). Le caractère autoritaire de la gouvernance de l'UWSA/P a sans aucun

¹¹⁵ Woods (2011) estime qu'entre 20% et 50% des ménages de la région spéciale #2 sont sans terre suite à la vague de confiscations qui a précédé l'établissement des grandes plantations de caoutchouc.

doute permis la mise en œuvre d'une politique qui continue d'avoir des conséquences graves pour la population. Comme l'indique un employé de l'UNODC qui travaillait dans la région wa à la fin des années 1990 : « [T]he Wa only know red-guard administration: they extract an opium tax, a rice tax, and hit down hard on any crime. It is purely extractive and feudal » (ICG 2003 : 9). En l'occurrence, certains leaders de l'UWSA sont immensément riches, ce qui contraste avec la situation de pauvreté extrême dans laquelle se trouvent la majorité des paysans was (Jaiyen 2013)¹¹⁶. L'interdiction de culture de pavot à opium a eu des résultats désastreux sur la sécurité alimentaire des communautés qui prenaient part à cette industrie, et particulièrement dans la Région spéciale #2 (Jaiyen 2007). Les observateurs des Nations Unies (UNODC 2012b; Renard 2010) et d'organisations indépendantes (Kramer 2009a; TNI 2010) notent que les ménages d'anciens producteurs de pavot à opium font maintenant le choix de manger moins ou de restreindre la qualité de leur alimentation, notamment en excluant la viande, le sel ou le piment. Les leaders was sont toutefois conscients des conséquences négatives de l'interdiction du pavot sur le niveau de développement de la population. Le vice-président de l'UWSP, Xiao Min Liang, affirme en entretien (Liang 2009) que les anciens cultivateurs de pavot ont subi une baisse de revenu de 45% depuis l'interdiction¹¹⁷, et que le nombre de mois d'insécurité alimentaire auxquels ces ménages font face est passé de 4 en 2004 à 6 en 2009. De plus, la main d'œuvre nécessaire sur les grandes plantations de caoutchouc ou de canne à sucre est moins nombreuse que la force de travail disponible suite à l'interdiction. Cela a pour effet que les anciens cultivateurs de pavot à opium ont de la difficulté à trouver du travail et doivent parfois émigrer. Outre les conséquences humaines, l'attribution de terres communautaires à de grandes plantations commerciales chinoises pose déjà de graves problèmes environnementaux. En effet, l'installation de ces immenses monocultures signifie une déforestation massive, qui est suivie de l'érosion des sols et de l'épuisement progressif du bassin hydrologique dont les communautés locales dépendent (Kramer et Woods 2012).

Toutefois, la majorité des sources s'accordent sur le fait que le trafic de drogue est toujours bien présent en région wa. Le revenu issu de la taxation de l'industrie de la drogue n'est

¹¹⁶ Entretien avec l'éditeur de S.H.A.N. conduit à Chiang Mai en Thaïlande en juillet 2013.

¹¹⁷ En 2004, le revenu moyen annuel des cultivateurs de pavot était de 800¥ (±144\$ au taux de 2013) par capita; en 2009, il oscillait entre 400¥ et 500¥ (±72\$ et ±90\$ au taux de 2013) (Kramer 2009c).

pas négligeable pour l'autofinancement des activités des unités locales et pour la construction d'infrastructures locales (Chin 2009). Dès lors, les ATS sont apparus aux trafiquants was comme un moindre mal. Ces drogues ont l'avantage d'être très en demande chez un ennemi de longue date de l'UWSA, la Thaïlande, tout en étant impopulaires chez son allié principal, la Chine (UNODC 2013b; Chouvy et Meissonier 2004). En effet, la Thaïlande considère les Was comme procommunistes et surtout, prochinois (Kramer 2007), et perçoit la présence de l'UWSA à sa frontière comme une menace (Chin 2009; X 2013). Au contraire, la SSA présentée dans la section précédente est l'alliée de la Thaïlande en Birmanie parce qu'elle se déclare pro-capitaliste et pro-occidentale. La rivalité entre la SSA et l'UWSA ainsi que celle entre les puissances qui les supportent, la Thaïlande pour l'une et la Birmanie et la Chine pour l'autre, pousse certains observateurs à qualifier de guerres par proxy les affrontements entre ces deux armées régionales (McCoy 2003; Woods 2011; Kramer 2009c).

Cette transition répond également à des impératifs économiques : suite à l'explosion de la consommation d'ATS en Thaïlande à la fin des années 1990, on estime que l'industrie des ATS valait déjà cinq fois plus que celle de l'héroïne dans la région wa (Chin 2009). En 1999, trois ans après que l'UWSP ait annoncé son intention d'interdire la production de pavot à opium en 2005, le gouvernement wa collectait près d'un million de dollars par année en taxe sur la production d'ATS (*ibid.*). Dans une étude menée par S.H.A.N. (2005a), 15 raffineries d'héroïne et 12 manufactures d'ATS ont été recensées dans ces territoires contrôlés par l'UWSA¹¹⁸, alors que les autorités thaïlandaises estiment que 50 raffineries se situent dans le Commandement Sud (ONCB 2011). Cela porte à croire que les trafiquants was se procurent de l'opium ailleurs dans l'État Shan et le raffinent en territoire wa. Les mouvements entre la Région spéciale #2 et le Commandement Sud, qu'il s'agisse de convois commerciaux ou militaires, seraient également employés pour transporter de la drogue (Ahmad 2003)). L'influence chinoise est également perceptible dans cette décision d'affaire. En permettant une production régulée et un trafic de grande échelle de manière discrète tout en punissant sévèrement les usagers et les trafiquants au niveau local, les autorités was ont reproduit un concept chinois apprécié, le *jiagongchukouqu*, qui est défini comme une zone de manufacture réservée à l'export (Chin 2009).

¹¹⁸ L'entente cordiale entre l'UWSA et le gouvernement birman a favorisé la profitabilité de la participation à l'industrie des ATS pour tous (ALTSEAN 2006). En effet, la proximité avec la frontière avec la Thaïlande assure un accès direct au plus grand marché pour les ATS produites en Birmanie.

La rupture temporaire de l'accord de cessez-le-feu entre 2009 et 2011 a également correspondu à une augmentation de la production de drogue dans la région wa (UNODC 2012a; INCSR 2012), ce qui porte à croire que l'UWSA, de plus en plus méfiante face à l'armée birmane, cherche à renflouer son stock d'armes pour se préparer à l'éventualité où leur mariage de convenance serait définitivement brisé, et s'est à nouveau investi dans la production de drogue.

4.3. Le rôle des élites locales dans le trafic de drogue.

Malgré la quantité d'études menées sur les effets négatifs de l'interdiction de culture de pavot à opium dans les régions was (Chouvy 2004; Jaiyen 2007; Kramer 2009a; TNI 2010; Renard 2010; UNODC 2012b), le débat principal concernant l'impact de la production de drogue sur les dynamiques de conflit dans la région wa continue de tourner autour du rôle joué par le trafic de drogue dans le financement de l'UWSA/P. Aux yeux de la communauté internationale, l'UWSA/P est fortement associé à l'économie de la drogue. Le Département d'État américain le considère comme un groupe criminel organisé (INCSR 2006), situation illustrée par la mise en accusation de huit leaders was, dont Bao You-xiang et Wei Hsueh Kang, pour trafic de drogue par une cour américaine (OFAC 2005)¹¹⁹. Les hauts fonctionnaires de l'UWSP/A nient évidemment ces accusations, mais ils admettent volontiers que certaines unités locales de l'UWSA prennent part au trafic en coopérant avec les réseaux criminels chinois installés dans la région (ICG 2003)¹²⁰. Avant l'interdiction de 2005, les paysans qui cultivaient le pavot à opium étaient taxés sur leur production annuelle par les autorités locales¹²¹, tout comme ceux qui cultivent des biens licites aujourd'hui. La trésorerie de l'UWSP gère également un système de taxe à « l'import » du reste de la Birmanie vers la Région spéciale #2, ainsi qu'un réseau de péages sur son infrastructure routière. Bien que l'on connaisse la valeur approximative

¹¹⁹ L'UWSP a officiellement nié ces accusations (Kramer 2007).

¹²⁰ Toutefois, les autorités was ne cachent pas qu'elles ont pris part à l'économie de la drogue par le passé, notamment en soulevant des taxes sur les manufactures d'héroïne et d'ATS présentes sur leur territoire jusqu'en 1998 (Kramer 2007). À plusieurs reprises, les leaders was ont affirmé que cette participation a pris fin depuis, et que l'association entre l'UWSA/P et l'industrie birmane de la drogue les isole injustement alors que plusieurs autres acteurs prennent part à cette industrie (Milsom 2005).

¹²¹ Les responsables de l'UWSA/P ne nient pas l'existence de cette pratique. Au contraire, ils affirment qu'elle a pour but de décourager les paysans d'entreprendre la culture de pavot (Chin 2009).

de l'industrie au niveau national¹²², il continue d'être difficile d'estimer le revenu généré par l'industrie de la drogue dans le territoire contrôlé par l'UWSA/P à cause d'un manque de données récentes fiables. Nous sommes toutefois en mesure de présenter une estimation de la taxe actuellement perçue par les autorités was pour la production de drogue sur leur territoire. Considérant la moyenne admise de revenu de taxation annuel perçu sur la production d'ATS par l'UWSA entre 1996 et 1998 (Kramer 2007), soit 960 000 US\$; (ce chiffre a été majoré à 1.4 million US\$ en tenant compte de l'inflation entre 1997 et 2014 pour le présent calcul.), le prix moyen de vente en gros d'un comprimé d'ATS à Panghsang¹²³ et la quantité estimée de comprimés vendus¹²⁴ en Asie du Sud-Est en 2011 (1,228 milliards¹²⁵) (UNODC 2012a), on peut estimer que l'UWSP récupère en moyenne une taxe de 0.2% des producteurs d'ATS installés sur son territoire¹²⁶. Cela nous apprend que les rapports qui suggèrent que l'UWSP/A soit directement responsable de 80% du trafic de drogue en Birmanie (Davis et Hawke 1998; Ahmad 2003; INCSR 2013, 2012, 2011, 2007, 2006, 2005, 2003, 1997, 1996, 1990; Black 2006) semblent manquer de précision quant à la diversité des acteurs impliqués dans le trafic, et l'affirmation voulant que l'existence même de l'UWSA « has become first and foremost about protecting the highly lucrative black market trade in narcotics (Sherman 2003 : 237)» devrait être largement nuancée. Bien qu'il soit discutable d'affirmer que l'UWSA/P soit directement responsable de la majorité de l'industrie de la drogue en Birmanie, il ressort que la majorité de ses membres influents y prennent part¹²⁷. Le rôle des élites de l'UWSA/P semble se limiter principalement aux institutions de protection qu'elles offrent aux commerçants et aux trafiquants. Parce que leur activité a été officiellement répudiée, les paysans qui cultivent le pavot ne bénéficient pas de protection officielle et sont les principaux inculpés dans le cadre de la loi contre la production de pavot. Comme dans le reste de la Birmanie, il est excessivement

¹²² La valeur de l'héroïne vendue en gros et au détail en Birmanie en 2013 était estimée à 321 millions de dollars US (UNODC 2013e). La valeur du marché des ATS en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique est estimée par le même rapport à 8,5 milliards de dollars, mais il n'existe pas d'estimation spécifique à la Birmanie.

¹²³ 0.68 US\$ en 2012 (LNDO 2013).

¹²⁴ Il s'agit là de la donnée la plus incertaine de notre calcul, étant donné que nous ne disposons pas de données fiables sur la part d'ATS produits en région wa. La majorité des statistiques officielles s'entendent pour dire que la majorité y est produite, sans développer d'avantage (UNODC 2012c; INCSR 2011).

¹²⁵ Calculé en multipliant par dix les saisies effectuées par les autorités (UNODC 2012a).

¹²⁶ Il faut noter que ces revenus seraient ceux perçus directement par l'UWSP/A et ne tiennent pas compte d'éventuels pots-de-vin perçus directement par des figures d'autorité locales.

¹²⁷ En septembre 2005, un des frères de Bao You-xiang, qui était également un membre influent de l'UWSP, s'est fait arrêter par la *Tatmadaw* avec en sa possession plus de 400 kg d'héroïne (Falise 2013).

rare qu'un individu de haut grade soit arrêté pour des charges de narcotrafic. Toutefois, dans le cadre d'un séjour de recherche dans la région wa, Ko-Lin Chin (2009) s'est entretenu avec près de 400 individus connectés à l'industrie de la drogue, et aucun ne doutait de la participation de membres de l'UWSP/A.

Les commandants locaux de l'UWSA maintiennent des institutions d'extraction pour le revenu provenant de l'industrie de la drogue à travers un procédé rodé. Comme l'explique Lintner et Black (2009), tout entrepreneur qui souhaite installer une manufacture d'héroïne ou d'ATS en territoire wa doit au préalable faire approuver son projet par les autorités locales. Cette autorisation est fournie moyennant des frais qui renflouent les coffres de l'UWSA, ainsi que les revenus qui peuvent provenir de leurs propres laboratoires. De nombreux observateurs (Lintner et Black 2009; Chouvy et Laniel 2006; INCSR 2013; UNODC 2013b) affirment que les revenus issus de laboratoires de production d'ATS et de raffinement en héroïne sont beaucoup plus profitables pour l'UWSA que ce que l'était la culture de pavot à opium. De plus, comme la plupart des unités locales de l'UWSA ne reçoivent pas de financement de Panghsang, les soldats doivent supplémenter leur salaire grâce à d'autres activités, qui incluent souvent la taxation de la population locale et l'entreprénariat, souvent illicite.

Les études qui assimilent l'UWSA à un groupe criminel aux motivations presque exclusivement économiques réfèrent généralement au cas de Wei Hsueh-Kang pour prouver cette allégation. Principal baron de la drogue à la frontière thaï-birmane, Wei Hsueh-Kang est nommé, avec l'UWSP, dans le *Designations Pursuant To the Foreign Narcotics Kingpin Designation Act: Specially Designated Narcotics Traffickers* (États-Unis 2014). La DEA offre 2 millions de dollars pour sa capture. Il est également recherché en Thaïlande, où il a été condamné en 1988 pour avoir importé 680 kg d'héroïne de Birmanie (ALTSEAN 2004)¹²⁸. Cet homme d'affaires chinois a été responsable des finances de la Mong Tai Army (MTA) de Khun Sa, et il a également été l'un des premiers à commencer à produire de la *yaa baa* dans les années 1980 (Jelsma 2005). Suite à l'unification des troupes was du Nord et du Sud sous le commandement de l'UWSA, il aurait orchestré le transport de pavot produit au Nord vers les raffineries d'héroïne du Sud (Lintner et Black 2009), et précipité l'entrée de l'UWSA dans

¹²⁸ Wei Hsueh-kang a échappé à la prison thaïlandaise dans des conditions qui demeurent mystérieuses.

l'industrie du trafic de drogue. En revanche, bien qu'il soit responsable du Commandement Sud de l'UWSA, ses brigades qui prennent part au trafic d'ATS le long de la frontière thaï seraient hors du contrôle des autorités de l'UWSA à Panghsang. Il existe une forte dualité au sein de l'UWSP/A, avec Bao You-xiang comme chef indiscuté dans la région spéciale #2, et Wei Hsueh-Kang dirigeant seul le Commandement Sud (Chin 2009). Comme dans le cas de Khun Sa avant sa mort en 2007, les autorités birmanes refusent d'extrader Wei Hsueh-Kang vers les États-Unis ou la Thaïlande.

Plusieurs sources concluent que le revenu issu de l'économie illicite est exponentiellement investi dans l'économie formelle du pays à travers de grands conglomerats. Dans le cas de l'UWSA/P, le groupe Hong Pang aurait été¹²⁹ le principal véhicule de ce projet. Il s'agit de l'une des plus grosses compagnies birmanes, avec des investissements dans le domaine de la construction et de l'agriculture, et son capital de démarrage aurait été issu de l'industrie de la drogue (OFAC 2005). Les autorités américaines considéraient en 2005 qu'il s'agissait de la plus grande opération de blanchiment d'argent en Asie du Sud-Est (INCSR 2005). Wei Hsueh-Kang siège à son conseil des directeurs.

Toutefois, dans la région wa, les liens entre les réseaux criminels chinois, le gouvernement central et le trafic de drogue sont apparents. Ces réseaux criminels ne prennent pas la forme de triades, mais sont plutôt composés d'acteurs sporadiques et informels sans structure rigide de normes et de valeurs, mais qui communiquent grâce à des entrepreneurs, généralement chinois (Chin et Zhang 2007). Le trafic dans la région wa est rendu possible grâce à des ententes individuelles entre des membres de l'UWSP/A, qui permettent aux entrepreneurs chinois de produire de la drogue sur leur territoire s'ils partagent une partie du profit, et ces entrepreneurs chinois qui bénéficient de la fragilité de l'État wa pour y conduire des activités illicites. Les autorités birmanes, jouent également un rôle dans ces réseaux car la permission tacite accordée à l'UWSA de prendre part à l'industrie de la drogue en échange d'assistance militaire a permis aux élites de l'UWSA de s'intégrer à l'industrie de la drogue.

Cette distinction est importante : si l'UWSA/P en tant qu'unité de gouvernement bénéficiait largement de l'industrie de la drogue, on pourrait croire les affirmations répétées de

¹²⁹ À cause de ces accusations, la compagnie a changé de nom en 2005 pour devenir la Compagnie Xinhong (S.H.A.N. 2005a).

ses leaders que cela est parce qu'il s'agit de la seule activité économique assez lucrative pour lui permettre d'améliorer les conditions de vie du peuple qu'il dirige (Milsom 2005; Chin 2009). Toutefois, à défaut de preuves d'un contrôle unifié et face à la multitude d'exemples de participation au trafic de drogue par des membres de l'élite wa pour des gains économiques personnels, on peut déduire que le trafic de drogue persiste avant tout parce qu'il bénéficie à toutes les catégories d'élites qui se trouvent dans le territoire wa. La profitabilité de la transition vers la production d'ATS en est la preuve, à la fois par la valeur du marché des ATS et par la rentabilité des projets de développement alternatifs permis par l'interdiction de culture de pavot. Les importants bénéfices de ces grandes plantations de caoutchouc n'ont pas, comme nous l'avons vu, été partagés avec les cultivateurs was.

En conclusion, cette étude de cas démontre l'appropriation exclusive des rentes de l'industrie de la drogue par les élites présentes dans la région wa. Cette appropriation a pour résultat une économie de la drogue qui prospère en l'absence de conflit armé. Les élites was, et, dans une moindre mesure, les élites birmanes bénéficient directement de revenus issus de cette industrie, et les élites économiques sont parvenues à créer des rentes à partir d'investissement dans des projets de développement alternatif issus de l'interdiction de culture de pavot. Dans certains cas, les élites was, les élites centrales et les élites économiques ont été en compétition de manière violente pour s'accaparer une part de l'industrie. Notre étude suggère toutefois qu'un certain niveau de coopération entre le groupe de cessez-le-feu et les autres élites présentes dans la région wa a facilité la croissance de l'industrie de la drogue dans la région, tout en limitant le recours au conflit armé. Les élites ont déployé plusieurs incitatifs positifs pour construire une entente de coopération : la coopération militaire face à un ennemi commun, la SSA-S; la légitimation politique des leaders was, consacrés par les autorités centrales comme maîtres de leur territoire; ainsi que le partage de ressources économiques comme les terres agricoles anciennement consacrées au pavot, la main d'œuvre, les infrastructures de transport, et des accords de coopération dans des projets capitalistes de développement alternatif sur les terres d'anciens cultivateurs de pavot. Dans la région wa, un système de restriction d'accès s'est établi où les rentes de la drogue et les opportunités économiques qui découlent des projets de développement alternatif bénéficient aux élites politiques et économiques, qui sont birmanes, was ou chinoises.

Chapitre 5 : Les Kokangs

5.1. Contexte

La troisième étude de cas porte sur les Kokangs, qui habitent la Région spéciale #1 située au Nord de l'État Shan. Tout comme les Was et les Shans, les Kokangs sont fortement associés au trafic de drogue birman (ALTSEAN 2004; Sherman 2003). Contrairement aux deux études de cas précédentes, la nature de leurs relations avec le gouvernement central birman s'approche de l'intégration, et nous verrons qu'ils sont progressivement assimilés dans l'État birman. Tout comme l'UWSA, la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) qui dirige la région kokang est issue de l'implosion du Parti communiste birman en 1989. Ces deux groupes ont obtenu des avantages similaires dans leur accord de cessez-le-feu avec l'armée birmane en 1989 et ont suivi une trajectoire semblable pendant les années 1990 et 2000. Toutefois, en 2009, la MNDAA a intégré ses troupes à l'armée birmane sous la forme d'une garde-frontières (BNI 2013a). Nous verrons que dans le cas de la région kokang, le trafic de la drogue a été instrumentalisé par le gouvernement central birman, à la fois pour légitimer un conflit armé contre un groupe rebelle, et pour récompenser la coopération des leaders d'anciens groupes insurgés avec l'armée birmane par l'établissement d'un système de restriction d'accès (North, Wallis et Weingast 2009).

La région kokang est située à l'extrémité nord de l'État Shan¹³⁰. D'une superficie approximative de 2 200 km², elle partage une frontière d'environ 2000 km avec la Chine et est bordée à l'Ouest par la rivière Salouen. Plus de 90% du territoire est couvert de montagnes escarpées, et le seul plateau de la région accueille la capitale, Laukkai (Yang 1997). Comme dans le reste des montagnes de l'État Shan, le climat est relativement froid et humide.

Selon les estimations des autorités birmanes, la population de la région kokang serait d'environ 200 000 personnes (UNODC 2013a). Les Kokangs appartiennent au groupe ethnique des Hans chinois, parlent un dialecte chinois et emploient le yuan comme monnaie courante.

¹³⁰ La région kokang est colorée en orange sur la carte des groupes étudiés présentée à la page 7.

Descendants de la dernière armée Ming réfugiée en Birmanie suite à la prise de pouvoir mandchoue en 1658, les Kokangs maintiennent de nombreux traits culturels chinois¹³¹. Ils sont officiellement reconnus comme l'une des 135 « races nationales » de Birmanie, et le gouvernement birman emploie le terme « Kokang Tayoke », ou Chinois du Kokang, pour les désigner (Baffie 2013)¹³². Les Kokangs représentent entre 80% (Callahan 2007) et 94% (JKWHNAT 2003) de la population de la région, qui est également composée de Shans, de Kachins, de Was et de Lahus.

L'activité économique principale de la plupart des Kokangs est l'agriculture de subsistance, et jusqu'à son interdiction en 2003, la majorité des paysans kokangs cultivaient le pavot à opium comme culture commerciale (ALTSEAN 2004). Comme dans la région wa, l'interdiction de culture de pavot à opium a eu des effets humanitaires graves¹³³, et nous verrons que les activités économiques illicites sont devenues pour de nombreux Kokangs une source de revenus importante. Le peuple kokang est traditionnellement un peuple de marchands, et cela est favorisé par sa proximité avec les marchés chinois. Les Kokangs traversent fréquemment la frontière chinoise pour des raisons commerciales et sociales (Chin 2009). La capitale, Laukkai, est la seule ville importante de la région et sa population oscille autour de 25 000 habitants. Tout comme Panghsang, la capitale wa, Laukkai a connu un véritable boom de développement après la signature de l'accord de cessez-le-feu en 1989. Par exemple, plusieurs grands casinos y ont ouvert leurs portes et accueillent les joueurs chinois qui traversent la frontière. Ces casinos sont gérés par des Chinois et peu de leurs employés sont Kokangs (Callahan 2007). Les projets de développement alternatifs subventionnés par des compagnies chinoises dans le Kokang consistent surtout en de grandes monocultures de canne à sucre et de thé (Kramer et Woods 2012).

L'histoire moderne du Kokang prend ses racines avec l'arrivée du clan aristocratique

¹³¹ Par exemple, le confucianisme joue toujours un rôle important dans la vie spirituelle kokang, et jusque dans les années 1960, les femmes de familles aisées kokangs pratiquaient la coutume des pieds bandés pourtant interdite en Chine depuis 1949 (Yang 1997).

¹³² Entretien avec le professeur Jean Baffie de l'Université Saint-Charles conduit à Marseille en novembre 2013.

¹³³ Le programme de développement en région kokang du World Food Programme estimait en 2004 que les foyers d'anciens cultivateurs de pavot en région kokang faisaient face à de l'insécurité alimentaire six mois par année (WFP 2004).

Yang, qui a fui la Chine au XVIIIe siècle (JKWHNAT 2003)¹³⁴. Durant l'époque précoloniale, l'isolation géographique du Kokang l'a maintenu hors de la sphère d'influence directe de l'empire chinois¹³⁵ ou du royaume birman. Les princes Yang ont maintenu un règne héréditaire sur la région pendant près de 300 ans (Yang 1997), de manière semblable aux *sawbwas* shans¹³⁶. Durant l'époque coloniale, les Britanniques ont laissé le contrôle du Kokang aux Yang, tout en intégrant la région dans l'administration de l'État Shan¹³⁷. Le Kokang est donc resté relativement autonome à travers l'époque coloniale et la Seconde guerre mondiale. Lors de l'invasion japonaise de la Birmanie en 1942, le prince kokang au pouvoir a levé, avec l'aide de la Chine, une armée kokang pour lutter contre les Japonais (Mong 2005). L'efficacité de ces troupes a été telle qu'après la guerre, les autorités coloniales ont retenu ces soldats pour protéger la frontière sino-birmane, consacrant ainsi l'existence d'une armée kokang dirigée par les Yang.

L'indépendance de la Birmanie a permis aux princes de l'État Shan de continuer à régner sur leurs fiefs héréditaires jusqu'à ce que le gouvernement de Yangon centralise l'administration en 1959 (Callahan 2003). Entre l'indépendance de 1948 et 1959¹³⁸, les forces armées kokangs ont été dirigées par Olive Yang, une princesse kokang qui s'est associée dès son arrivée au pouvoir au commerce d'opium mené par le KMT dans la région kokang (Lintner et Black 2009). Suite au coup d'État de 1962, Ne Win a fait arrêter cette « dame de guerre » (*ibid.* : 50) dont les activités commerciales finançaient les ennemis du gouvernement central. Les troupes kokangs se sont alors divisées en trois. La première section, anti-communiste, était sous les ordres de Jimmy Yang, le frère cadet d'Olive Yang, et a rendu les armes en 1965¹³⁹. La seconde section, communiste, a rejoint l'armée du Parti communiste birman avec Peng Ja Sheng à leur tête. Celui

¹³⁴ Selon un historien du clan Yang Yang (1997), cette famille conseillait fidèlement la dynastie chinoise Ming lors de sa chute. En 1661, après que les Mandchous se soient emparés du trône impérial de Chine, le dernier prince Ming s'est réfugié en Birmanie. Les troupes qui l'accompagnaient, dirigées par le clan Yang, se sont installées dans le Kokang.

¹³⁵ Le Kokang a brièvement appartenu à la Chine entre 1894 et 1897, mais les Britanniques l'ont rapidement réintégré à leurs colonies birmanes suite à un désaccord concernant le tracé de la frontière commune (Mong 2005).

¹³⁶ Le système des seigneurs de guerre financés par la culture d'opium s'est développé au XIXe siècle en Chine avant de s'étendre vers plateau Shan et les frontières du Nord de la Birmanie et du Laos (Trocki 1999).

¹³⁷ Sous l'administration britannique, le Kokang faisait partie de l'État de Hsenwi à l'intérieur des États Shans fédérés. À la conférence de Panglong en 1947, la région est devenue la 34^e principauté de la fédération shan (S.H.A.N. 2005a).

¹³⁸ Comme tous les princes de l'État Shan, la famille princière du Kokang a renoncé à ses privilèges aristocratiques en 1959 pour qu'un gouvernement démocratique soit mis en place dans le nouvel État Shan (S.H.A.N. 2005a).

¹³⁹ Suite à sa reddition en 1966, Jimmy Yang s'est enfui en Thaïlande. Ses troupes se sont jointes à la milice pro-gouvernementale dirigée par Lo Hsing-Han (Yawnghwe 1993).

qui allait devenir l'homme fort de la MNDAA avait fait ses premières armes en tant que commandant dans l'armée princière des Yang (EBO 2009). La troisième section des forces armées kokangs a été intégrée aux milices pro-gouvernementales (les KKY) sous le commandement de Lo Hsing Han, un seigneur de guerre de la région. Les troupes du CPB et de la milice de Lo Hsing Han s'affrontèrent fréquemment dans le Kokang entre 1969 et 1973 (Smith 1991). Lo Hsing Han, qui est souvent surnommé « le premier roi de l'opium », s'est ensuite rebellé contre le gouvernement central en 1973, pour être emprisonné, puis officiellement pardonné en 1980¹⁴⁰. À partir du milieu des années 1970, Peng Ja Sheng et son frère, Peng Kya Fu, ont pris en charge l'administration civile et militaire du Kokang (EBO 2009).

Tableau 5: Les armées kokangs

Nom de l'armée rebelle/Nom de la branche politique	Durée de la lutte contre l'armée birmane	Leader	Notes
<i>Kuomintang (KMT)</i>	1949-1961	(variés)	
<i>Communist Party of Burma (CPB)</i>	1939-1989	(variés)	Actif dans l'État Shan entre 1968 et 1989.
<i>Kokang Resistance Force</i>	1959-1965	Jimmy Yang	
<i>Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA)</i>	1989-(2009)	Bai Xuoqiang, Bai Suocheng	-Transformée en garde-frontières #1006 en décembre 2009. -Troupes estimées à 2000 hommes.
<i>Les armées en italiques sont aujourd'hui disparues.</i>			

¹⁴⁰ Suite à sa libération en 1980, Lo Hsing Han a repris le contrôle de troupes paramilitaires dans le Kokang (Smith 1991).

Sources : BNI (2013b); Chin (2009); EBO (2009), Merz (2008), BNI (2013a)

Durant les années 1980, les troupes kokangs du CPB étaient, comme les Was, mécontents du leadership birman du Parti (Lintner 1989)¹⁴¹. En mars 1989, sous les ordres de Peng Ja Sheng, les Kokangs se sont mutinés contre le CPB et ont signé un accord de cessez-le-feu avec l'armée birmane. La nouvelle Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA), forte de 3000 hommes, est devenue le premier groupe rebelle à signer un accord avec l'armée birmane et, pour cette raison, le Kokang a été renommé « Région spéciale #1 » de l'État Shan (South 2008). L'accord de cessez-le-feu de 1989 a donné aux leaders kokangs le droit de gérer leur région de manière autonome et de conserver leurs armes, et a marqué le début de vingt années de paix avec l'armée birmane. Les demandes des leaders kokangs lors des négociations de l'accord de cessez-le-feu avec l'armée birmane en 1989 diffèrent de celles d'autres groupes insurgés parce qu'elles étaient principalement de nature économique, et cherchaient à assurer les intérêts d'affaires des leaders. L'intérêt principal des clauses de l'accord de cessez-le-feu semble avoir été le maintien du statu quo pour les élites, c'est-à-dire la fin des combats sur leur territoire tout en conservant les armes et leurs sources de revenus. Pour les leaders de la MNDAA, l'accord de cessez-le-feu a permis la perpétuation d'un mode de vie relativement luxueux sans avoir à démocratiser leur système politique (Smith 1991). Toutefois, une querelle entre les familles Peng et Yang, qui s'est transformé en guerre ouverte entre 1992 et 1995, a été une opportunité pour l'armée birmane d'installer des troupes en région kokang. La Tatmadaw a appuyé les Peng lors de ces hostilités, et a par la suite laissé 12 bataillons, ou environ 2 400 soldats, dans le Kokang (EBO 2009; S.H.A.N. 2005a).

Les fissures internes du commandement de la MNDAA allaient à nouveau profiter à la Tatmadaw en 2009, lors de ce qui est aujourd'hui connu comme « l'incident du Kokang » (Storey 2009). En août 2009, l'armée birmane a ordonné à la MNDAA de rendre les armes pour être transformée en garde-frontières (BFG)¹⁴² au sein de la Tatmadaw. Les frères Peng se sont

¹⁴¹ Rappelons que les troupes du CPB étaient principalement composées de soldats issus de minorités ethniques, alors que le commandement du Parti est demeuré majoritairement birman. Comme en région wa, la région kokang a souffert des décennies de guerre menées sur son territoire. Cela, joint au faible niveau de développement de la région, explique la perte de foi des leaders kokangs en l'idéologie communiste (Lintner 1990).

¹⁴² Chaque bataillon des gardes-frontières (BGF) est composé de 326 soldats, dont 18 officiers et 3 commandants. L'un des commandants est obligatoirement issu de l'armée birmane, et les deux autres sont issus du groupe armé

opposés à cet ordre, émis avant les élections de 2010. Rappelons que le programme des gardes-frontières (BGF) est promu par gouvernement central pour intégrer les armées de cessez-le-feu dans une armée birmane unique, mais que les leaders de ces groupes qui s’y opposent craignent de capituler complètement à l’armée birmane, dont l’historique de traitement des minorités est sombre, et refusent d’abandonner leurs demandes politiques d’autonomie et de droits pour les groupes ethniques (PWO 2010).

Suite au refus des autorités kokangs de s’intégrer à la garde-frontières, le 8 août 2009, le gouvernement birman a mis en accusation Peng Kya Fu pour trafic de drogue. Le 24 août 2009, les troupes birmanes occupaient la capitale de la Région spéciale #1, après 3 jours de combats contre la MNDAA¹⁴³. Les estimations du nombre de victimes de ces combats se situent entre 40 et 245 victimes (Storey 2009; UCDP 2013). Suite à cette défaite, les frères Peng ont pris la fuite¹⁴⁴. Toutefois, d’autres leaders kokangs, avec Yang Moliang à leur tête, se sont prononcés en faveur de la transformation des troupes kokangs en gardes-frontières. Le 4 décembre 2009, la MNDAA est donc devenue la *Border Guard Force #1006*, basée à Laukkai et commandée par Yang Xiao Kying. Depuis la fuite des Peng, l’administration de la région se fait par un « comité d’administration temporaire » dirigé par les leaders kokangs restants, et le Kokang a été rebaptisé la « zone auto-administrée kokang » en août 2010 (BNI 2013a). Aujourd’hui, contrairement à la région wa, les autorités kokangs n’ont pas le pouvoir exclusif sur la région qu’ils contrôlent et plusieurs fonctionnaires du gouvernement central et officiers de la Tatmadaw y sont installés. En effet, l’article 17(b) de la Constitution de 2008 prévoit que le personnel de l’armée birmane est seul en charge de l’administration et de la défense dans les zones auto-administrées (*Constitution of the Republic of the Union of Myanmar* 2008). Les anciens leaders de la MNDAA n’ont donc plus de pouvoir légal depuis l’intégration de leurs troupes dans l’armée birmane. Ceci qui signifie que les élites politiques kokangs sont passées de groupe insurgé à l’époque du CPB, pour devenir un groupe autonome mais allié aux élites

original. Les gardes-frontières sont, comme leur nom l’indique, assignées à certaines zones frontalières dont elles sont responsables. Elles sont toutefois administrées comme des bataillons de l’armée birmane et les soldats reçoivent un salaire standardisé en conséquence (BNI 2013a).

¹⁴³ Lors des affrontements entre la Tatmadaw et la MNDAA, 37 000 réfugiés traversèrent la frontière avec la Chine, incitant celle-ci à émettre publiquement des inquiétudes face à la situation (Storey 2009).

¹⁴⁴ Peng Ja Seng se serait retiré dans la région wa (Jaiyen 2013).

birmanes à l'époque de la MNDAA, pour aujourd'hui être assimilés à l'armée birmane.

5.2. *Évolution de la production de drogue*

La production d'opium dans la région kokang existe depuis plusieurs siècles : elle est relevée par des historiens chinois dès 1736 (Renard 1996). Le commerce d'opium a prospéré dans le Kokang en partie grâce aux réseaux commerciaux chinois existants pour le thé¹⁴⁵ depuis le XVIIe siècle, et s'est réellement développé à grande échelle dans la région suite à la colonisation du Kokang par les troupes Ming durant la seconde moitié du XVIIe siècle. La croissance fulgurante de la consommation d'opium en Chine suite aux Guerres de l'Opium de 1839 à 1842 et 1856 à 1860, ainsi que l'augmentation de la consommation d'opium dans les colonies européennes de l'Asie du Sud-Est, ont encouragé les autorités coloniales britanniques à établir un monopole de production d'opium dans l'État Shan, et plus particulièrement dans le Kokang (McCoy 2003). Dès le début du XIXe siècle, l'opium du Kokang était reconnu pour sa qualité, favorisée à la fois par le climat de la région et par le savoir-faire chinois des producteurs (Brook et Wakabayashi 2000). Dans les années 1930, la production d'opium du Kokang dépassait largement les besoins du monopole britannique. Les autorités coloniales calculaient une production annuelle de près de 20 tonnes, dont les deux tiers étaient dirigés vers les marchés illicites (Maule 2002). Toutefois, les Britanniques n'étaient pas disposés à empêcher l'opium kokang d'être transigé sur le marché noir pour deux raisons : la population kokang dépendait déjà de cette industrie pour assurer sa subsistance, et les autorités coloniales ne souhaitaient pas briser les bonnes relations qu'ils entretenaient avec la famille princière Yang (Harvey 1933). Ainsi, avant la période de la Birmanie indépendante, l'industrie de l'opium dans le Kokang s'inscrivait déjà dans l'économie illicite.

Durant les premières années de l'indépendance birmane, la famille Yang, avec la « dame de guerre » Olive Yang à sa tête, a adopté le commerce d'opium comme activité commerciale principale (Lintner et Black 2009). En partenariat avec les troupes nationalistes chinoises réfugiées dans l'État Shan, le KMT, Olive Yang est devenue la première « baronne de la

¹⁴⁵ À l'époque précoloniale, le Kokang était le centre névralgique du commerce du thé en provenance du Yunnan vers les royaumes birmans et siamois (Chouvy 2010).

drogue » du Kokang, et ses troupes protégeaient les convois de drogue produite dans le Kokang et envoyée en Thaïlande (Renard 1996). Suite à l'arrestation de la princesse par la junte birmane en 1964, son protégé, Lo Hsing Han, s'est allié à l'armée birmane et est rapidement devenu le dirigeant principal du trafic de drogue dans le Kokang. Des convois de 500 soldats accompagnaient 20 tonnes d'opium en Thaïlande, deux fois par année entre 1963 et 1973 (Yawngnhe 1995b). Au milieu des années 1970, Lo était la figure la plus importante dans l'industrie de la drogue de l'État Shan, et bénéficiait d'une grande popularité auprès des Kokangs dont il assurait la commercialisation de leur production d'opium (Wren 1998). Jimmy Yang, le frère d'Olive Yang réfugié en Thaïlande depuis 1965, assurait la distribution de l'opium kokang de l'autre côté de la frontière (Lintner 1984). Grâce à sa renommée de qualité et à sa grande distribution, l'opium du Kokang était une activité lucrative pour les cultivateurs de la région. Durant la seconde moitié du XXe siècle, près de 95% des foyers kokangs subvenaient à leurs besoins grâce à cette industrie, et leur niveau de vie était généralement meilleur que celui des paysans was ou shans qui cultivaient le pavot dans leurs régions respectives (Renard 2010).

La signature de l'accord de cessez-le-feu entre l'armée birmane et la MNDAA a, comme dans la région wa, marqué une augmentation de la production locale de drogue. On estime qu'entre 17 (Lintner 1998) et 23 (Davis et Hawke 1998) nouvelles raffineries d'héroïne seraient apparues dans le Kokang entre 1989 et 1992. Le conflit qui allait opposer les Peng et les Yang entre 1992 et 1995 serait d'ailleurs surnommé « les guerres de l'héroïne » par la presse de l'époque (ALTSEAN 2004). En 2003, des analystes thaïlandais estimaient que plus de la moitié des drogues produites dans le Nord de la Birmanie provenaient de la Région spéciale #1. Selon cette étude, en 2003, le Kokang aurait produit 60% de l'héroïne et 50% des ATS en Birmanie (Wechsler 2003). Dans étude de terrain menée par (S.H.A.N. 2005a), on avait retracé 13 raffineries d'héroïne et 5 usines d'ATS dans les territoires contrôlés par la MNDAA en 2005. Durant la dernière année de production de pavot à opium dans le Kokang, en 2001, l'UNODC a estimé que le canton de Laukkai a produit 74,3 tonnes d'opium (JKWHNAT 2003).

La MNDAA a précédé l'UWSA dans la mise en place d'une interdiction de culture de pavot à opium en 2003. Tout comme les autorités was, les autorités kokangs, dirigées par les frères Peng, se sont engagées publiquement à ce que leur région soit « libre d'opium » (Kramer 2009a). La pression de la part de la communauté internationale, et plus particulièrement de la

Chine, a joué un rôle similaire dans la décision des leaders kokangs d'interdire la culture de l'opium (S.H.A.N. 2011). Toutefois, les querelles intestines de la MNDAA ont fait que celle-ci n'a pas été en mesure de mettre en place l'interdiction de manière autonome : l'armée birmane s'est chargée de faire appliquer cette nouvelle loi dans le Kokang (S.H.A.N. 2005a). Le manque d'unité au sein du leadership de la MNDAA, toujours divisée entre les sympathisants des Peng et ceux des Yang, a permis aux autorités du gouvernement central d'appliquer l'interdiction de culture de pavot à opium selon leurs termes, et l'armée birmane est intervenue à plusieurs reprises dans le Kokang pour éradiquer des champs de pavot (Chin 2009). Malgré cette prise en charge par le gouvernement central, les principaux inculpés dans le cadre de cette loi depuis sa mise en place demeurent des cultivateurs et des trafiquants locaux (S.H.A.N. 2012). Le premier haut fonctionnaire kokang accusé de participation à l'industrie de la drogue a été Peng Kya Fu en 2009, peu avant l'intervention de l'armée birmane dans le Kokang (S.H.A.N. 2013b).

Les conséquences humanitaires de l'interdiction de culture de pavot ont été sérieuses dans le Kokang, et particulièrement dans le Nord de la région (Kramer 2009a). Auparavant, l'économie de l'opium kokang était si rentable et si solide que peu d'autres industries locales étaient développées, et la majorité des cultivateurs kokangs n'avaient jamais eu à acquérir d'autres compétences pour subvenir à leurs besoins (Renard 2010). Au début de 2004, quelques mois après l'éradication forcée de la majorité des champs de pavot, des observateurs de l'UNODC estimaient que 50 000 anciens cultivateurs de pavot étaient menacés de famine, principalement parce que peu de moyens de subsistance alternatifs leur avaient été présentés (ALTSEAN 2004)¹⁴⁶. Comme dans la région wa, le programme de développement alternatif conçu par les autorités locales a été imposé du sommet à la base. Les consultations communautaires ont été exclues du processus de sélection d'une alternative à la culture de pavot, alors que les risques d'échec du projet choisi ont été presque entièrement encourus par les cultivateurs. Face à cette crise, des milliers de cultivateurs kokangs ont migré vers la région wa, où l'interdiction de

¹⁴⁶ Le premier projet de développement alternatif proposé par la MNDAA et par le gouvernement birman aux cultivateurs kokangs a été le Projet de culture de sarrasin (BCP), financé et mis en place par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en 1998. Le sarrasin cultivé dans le Kokang aurait dû être exporté au Japon, où il entre dans la composition des nouilles sobas, mais des difficultés à l'exportation et au rendement ont forcé l'arrêt de cette initiative (JKWHNAT 2003).

culture de pavot ne serait mise en place qu'en 2005¹⁴⁷. Les anciens cultivateurs de pavot qui sont restés dans le Kokang vivent aujourd'hui dans des conditions économiques difficiles. Une étude de l'UNODC remarque que les Kokangs ont réduit la quantité et la qualité de leur alimentation, que le nombre d'enfants kokangs fréquentant l'école a diminué, et que les Kokangs malades se soignent de plus en plus à domicile plutôt que de fréquenter les hôpitaux payants (Renard 2010). Les cultivateurs kokangs dépendent aujourd'hui de l'aide humanitaire internationale fournie par la JICA, le Programme alimentaire mondial et de nombreuses autres ONG pour subsister (Woods, Kramer et Buchanan 2013; Renard 2010).

Si la région kokang est aujourd'hui considérée comme « libre de l'opium » (UNODC 2013d), plusieurs observateurs notent que de nombreuses raffineries d'héroïne et plusieurs laboratoires d'ATS y opèrent (Chin 2009; S.H.A.N. 2011; Vrieze 2013). En juillet 2012, les autorités birmanes ont rapporté avoir saisi un laboratoire de cristaux de méthamphétamines, le premier en son genre dans le Kokang (UNODC 2012a). La production d'ATS semble en effet gagner en importance dans la région. En novembre 2013, la police birmane a saisi 73 kilos de cristaux de méthamphétamines et 274 kilos de méthamphétamine liquide dans un laboratoire clandestin près de Laukkai (Vrieze 2013). Il faut toutefois noter que les combats qui ont eu lieu dans le Kokang en 2009 ont empêché les observateurs internationaux d'avoir accès à la région. Les chiffres présentés dans les rapports de l'UNODC sur la culture de pavot à opium dans le Kokang proviennent donc du CCDAC, l'organisme de lutte contre la drogue du gouvernement birman (UNODC 2013d).

5.3. Le rôle des élites locales dans le trafic de drogue.

Les sections précédentes ont souligné que les élites du Kokang ont pris part au trafic de drogue de manière régulière depuis l'époque coloniale. Olive Yang a établi une tradition d'offrir la protection des troupes kokangs aux convois de drogues qui quittent la région pour être vendus en Chine et en Thaïlande. Cette tradition a été reprise par Lo Hsing Han, par Yang Moliang et par les frères Peng. Les exemples de Kokangs influents mis en accusation pour trafic de drogue

¹⁴⁷ Un rapport publié par S.H.A.N. en 2007 estimait que près d'un tiers de la population avait fui le Kokang suite à l'interdiction de culture de pavot (S.H.A.N. 2007).

sont nombreux. En 1994, Yang Moxian, le frère cadet de Yang Moliang (le commandant en chef de la MNDA entre 1992 et 1995), a été arrêté et exécuté en Chine pour avoir importé au Yunnan plusieurs centaines de kilos d'héroïne (Lintner 1998)¹⁴⁸. Un an plus tard, un autre leader kokang, Li Guoting, a subi le même sort (Chin et Zhang 2007). Liu Goxi, qui est aujourd'hui un député élu à l'assemblée nationale pour l'USDP, le parti du président Thein Sein supporté par l'armée birmane, a été le trésorier du CPB (EBO 2009), dont la majorité des revenus étaient issus de l'industrie de la drogue. Bai Xu qiang, également un député de l'USDP pour le comté de Laukkai, était le vice-président de la MDNAA avant que celle-ci ne devienne une garde-frontières. Plusieurs sources lui attribuent la propriété d'une raffinerie d'héroïne (S.H.A.N. 2011). En outre, tel que mentionné précédemment, le conflit entre les Peng et les Yang peu après la formation de la MNDA a été surnommé « les guerres de l'héroïne » par la presse de la région parce qu'il était bien connu qu'un enjeu central aux hostilités était le contrôle de l'industrie de l'héroïne de la région, qui avait pris de l'importance à partir du cessez-le-feu. Trois raffineries d'héroïne situées près de Laukkai appartiendraient toujours à Yang Moliang (S.H.A.N. 2005a).

Le cas de Lo Hsing Han est représentatif de la participation de Kokangs influents au trafic de drogue en Birmanie. Ce seigneur de guerre kokang né en 1934 est devenu chef d'un groupe paramilitaire dans le Kokang en 1963 (Lintner et Black 2009). Cette position, qui lui assurait la faveur de la junte, lui a également permis de bâtir le premier grand empire du trafic de drogue en Birmanie (McCoy 2003)¹⁴⁹; cet empire lui vaudrait le surnom de « roi de l'opium » (*ibid.* : 424). Lorsque la junte a mis fin au programme de groupes paramilitaires auquel la milice de Lo appartenait¹⁵⁰, celui-ci s'est rebellé et a rejoint la résistance shan. Sa fuite vers la Thaïlande en 1973 a échoué et il a été condamné à mort en Birmanie en 1976. Il est intéressant de noter qu'il a été condamné pour trahison, c'est-à-dire pour avoir rejoint rébellion shan. Ses activités de narcotraffic n'ont pas été soulevées lors de son procès, car il bénéficiait de

¹⁴⁸ La Chine exécute fréquemment les personnes trouvées coupables de trafic de drogue (Ting 2004).

¹⁴⁹ Rappelons que le programme auquel appartenait le groupe paramilitaire de Lo Hsing Han, la garde nationale KKY, est né de l'incapacité de la junte à financer un programme de lutte contre-insurrectionnelle à long terme dans l'État Shan. Les KKY devaient donc s'autofinancer, et le trafic d'opium dans le territoire contrôlé par les forces gouvernementales était le moyen le plus sûr de parvenir à cette fin.

¹⁵⁰ Une raison souvent citée de la décision de la junte de mettre fin au programme des KKY est que l'implication de ces dernières dans le trafic de drogue commençait à être largement connue. Il faut rappeler que la junte birmane bénéficiait à l'époque d'aide financière américaine pour lutter contre le trafic de drogue; le programme des KKY était donc devenu embarrassant pour la junte.

l'autorisation tacite du gouvernement central (Lintner 1999). Bertil Lintner, un journaliste ayant écrit une biographie de Lo en 1999, note dans la notice nécrologique¹⁵¹ de Lo Hsing Han publiée par le journal *The Irrawaddy* en juillet que « Many outsiders regarded him as an outlaw, but he wasn't. He was a local, government-recognized militia commander who was allowed to trade in narcotics in exchange for helping the Burmese army fight the Communist Party of Burma. » (Naing 2013). Lors d'une amnistie générale en 1980, Lo a été libéré, pour refaire surface en 1989 en tant que négociateur de l'accord de cessez-le-feu, aux côtés d'Olive Yang. Ces prestigieux anciens seigneurs de guerre kokangs auraient été un atout précieux pour la junte lors de ses négociations avec les nouvelles autorités kokangs (Lintner 1993). Suite à l'accord de cessez-le-feu, Lo a rejoint sa région d'origine pour y entreprendre plusieurs partenariats d'affaires avec les frères Peng. Parmi ces entreprises se trouvaient 17 raffineries d'héroïne dans le Kokang (INCSR 1990).

Les revenus issus du narcotrafic dans le Kokang ont fréquemment été investis dans l'économie formelle du pays. Suite à son retour dans le Kokang au début des années 1990, Lo Hsing Han a fondé, avec son fils Steven Law, la compagnie Asia World. Il s'agit aujourd'hui du plus grand conglomérat de Birmanie. Dans les années 1990, le groupe Asia World a investi plus de 200 millions US\$ dans des projets d'infrastructure et de développement touristique dans le pays (Lintner 1998). Bien que le groupe ait des intérêts dans des domaines légaux de l'économie (des hôtels, la construction, l'exploitation forestière et minière, l'import-export), peu de doute subsiste quant à la provenance de son capital de départ. Depuis 2008, il est interdit aux compagnies américaines de faire affaire avec Asia World (Moe 2008) et, en 1996, Steven Law s'est vu refuser l'entrée sur le territoire des États-Unis car il était soupçonné de blanchir des revenus issus du narcotrafic à travers sa compagnie (Lintner et Black 2009). Les diverses compagnies gérées par Steven Law et par sa femme, la Singapourienne Cecilia Ng, ont de forts liens avec l'étranger. Neuf d'entre elles sont enregistrées à Singapour (Moe 2008), et une autre, Golden Aaron Ltd, partage un contrat d'exploration gazière dans l'État d'Arakan avec le gouvernement birman et une compagnie chinoise (S.H.A.N. 2012). Mis à part Asia World, deux autres grandes compagnies sont soupçonnées d'être employées pour blanchir le revenu issu du

¹⁵¹ Lo Hsing Han est décédé d'un arrêt cardiaque dans sa demeure en Yangon le 6 juillet 2013. Il avait 79 ans.

narcotrafic dans le Kokang. Le Peace Myanmar Group, une compagnie dirigée par Yang Moliang, possède des distilleries et des usines de produits électroniques. L'Asia Wealth Bank, dont l'actionnaire principal est Peng Ja Sheng, a la réputation de faire affaire avec les principaux groupes de trafiquants du Nord de l'État Shan (ALTSEAN 2004).

Les élites kokangs ne sont toutefois pas les seuls acteurs du narcotrafic dans leur région. La participation des leaders kokangs à l'industrie de la drogue a souvent été soulevée par les autorités centrales, mais cela a généralement été le cas lorsque de telles accusations avaient une fin politique. Déjà à la signature de l'accord de cessez-le-feu en 1989, la presse birmane (alors entièrement contrôlée par la junte) a complètement modifié le portrait qu'elle présentait des frères Peng. Alors qu'ils étaient présentés en tant que « seigneurs de guerre narcotrafiquants » en 1988, Peng Ja Seng est devenu un « homme d'État senior » en 1990 (Smith 1991). Bien qu'il ait continué à être cité dans les rapports américains comme un producteur de drogue important, Peng Ja Seng est devenu dans les années 1990 un homme politique respectable aux yeux de la junte birmane. En l'espace de quelques années, il est devenu un partenaire de la lutte contre la drogue du régime, assistant aux cérémonies d'autodafé de drogues présentées par Yangon aux fonctionnaires de l'UNODC, et recevant en main propre l'aide humanitaire d'urgence fournie par le Programme alimentaire mondial suite à l'interdiction de culture de pavot (ALTSEAN 2004; WFP 2004).

La production de drogue dans le Kokang n'a pas diminué suite à la signature de l'accord de cessez-le-feu en 1989, mais les relations entre les élites kokangs et celles de la junte se sont grandement améliorées¹⁵². Malgré le fait que la région kokang soit plus petite, les ONG internationales et régionales y ont installé beaucoup plus de projets de développement que dans les régions was, en particulier parce que le gouvernement central a encouragé ces initiatives (Renard 2010; Woods, Kramer et Buchanan 2013). La junte a encouragé les agences de coopération internationale à investir dans des programmes de développement pour cette région où les politiques anti-drogue du gouvernement central avaient eu du « succès », ce qui explique la mise en place d'un important programme de développement japonais dans la région en 1998. Toutefois, en août 2009, c'est sous le prétexte de détruire des raffineries de drogue que l'armée

¹⁵²Par exemple, au mariage de Steven Law, huit ministres du SLORC étaient présents (Lintner 1998).

nationale a attaqué le Kokang (EBO 2009). Par la suite, lorsque l'armée birmane a pris contrôle du territoire, elle a déclaré avoir saisi de grandes quantités de drogues et d'équipement employés par les leaders du Kokang. Peng Ja Sheng, le leader kokang qui s'était opposé à l'intégration des troupes de la MNDAA dans l'armée birmane à travers le programme des gardes-frontières, est aujourd'hui accusé de narcotrafic et a dû s'exiler du Kokang (S.H.A.N. 2012). Bai Xu qiang et Liu Goxi ont orchestré le putsch contre les frères Peng car ils étaient favorables au programme de gardes-frontières. Ils sont aujourd'hui tous deux députés élus pour le parti supporté par l'armée birmane, l'USDP. Nous avons toutefois vu que les connections de ces deux hommes à l'industrie de la drogue dans le Kokang sont aussi évidentes que celles des frères Peng (EBO 2009).

En conclusion, dans le cas de la région kokang, le trafic de la drogue est associé à un climat de paix ponctué par des affrontements armés sporadiques. Il a été instrumentalisé par l'armée birmane de deux manières. Le leadership kokang a souffert de querelles internes et s'en est affaibli, et les autorités birmanes su profiter de cette situation. Dans le cas de la faction de la MNDAA qui s'était opposée au projet d'intégration de ses troupes dans l'armée birmane, leur participation au narcotrafic a légitimé l'usage de la force armée par le gouvernement central pour les renverser. En associant son offensive contre la MNDAA à la Guerre contre la drogue, l'armée birmane s'est assurée de minimiser la désapprobation de la communauté internationale. De nombreux observateurs de la Birmanie notent que cette offensive efficace et, surtout légale, peut également être interprétée comme un avertissement aux autres groupes ayant signé un accord de cessez-le-feu qui refusent de joindre les gardes-frontières, comme l'UWSA (PWO 2010; Meehan 2011). Cette dénonciation publique par le gouvernement birman a également exclus la faction rebelle de la MNDAA des privilèges du narcotrafic sanctionné par l'État, la punissant ainsi de son manque de coopération. Dans le cas des leaders kokangs qui collaborent avec le gouvernement birman, ils ont été récompensés par un meilleur accès au marché de la drogue. En effet, les relations passées entre le gouvernement birman et ses alliés mettent en valeur l'existence de réseaux de patronage pour les acteurs pro-gouvernementaux qui prennent part à l'industrie de la drogue. Certains leaders kokangs ont accepté que leur autorité politique soit diminuée, et il est probable que cela soit parce que leur coopération avec le gouvernement central a éliminé leurs rivaux dans l'industrie de la drogue, tout en leur offrant une protection

supplémentaire. Ces élites kokangs, avec à leur tête Bai Xuoqiang et Liu Goxi, participent aujourd'hui à un système de restriction d'accès (North, Wallis et Weingast 2009) pour les profits de l'industrie de la drogue, et cette économie politique de la drogue est pacifique.

Chapitre 6 : Analyse comparative: économie politique de la drogue, élites et conflit armé

Les trois études de cas précédentes démontrent une importante différence en ce qui concerne la présence de conflit armé associé aux économies politiques de la drogue dans les régions productrices de drogue de l'État Shan. Les données récoltées pour les trois études de cas démontrent également une vaste variation dans la nature des relations entre les élites présentes dans les régions wa, shan et kokang. Une comparaison peut être effectuée entre elles en se fondant sur les deux corpus théoriques présentés dans l'introduction. Les relations entre l'économie politique de la drogue et l'ordre politique dans les régions shan, wa et kokang seront donc premièrement analysées dans le contexte de la littérature sur la création de rentes. En second lieu, elles seront analysées en fonction de la littérature sur les ententes entre élites.

6.1. Le « double processus de transition » et les rentes associées à l'industrie de la drogue

Les processus de création de rentes issues de l'économie de la drogue qui ont été décrits dans les trois études de cas précédentes s'inscrivent dans le cadre analytique proposé par Snyder (2006) : les rentes issues de l'industrie de la drogue ont fourni aux autorités birmanes des « carottes » et des « bâtons » qui ont modelé les relations sociales de pouvoir dans l'État Shan et qui ont à leur tour créé des systèmes de restriction d'accès plus ou moins inclusifs. Cette section vise à comparer l'influence des différents incitatifs déployés par les élites pour tenter

d'établir des institutions d'extraction commune des rentes issues de l'industrie de la drogue. Comme il l'a été expliqué dans le premier chapitre de ce mémoire, la présence de ces institutions d'extraction commune signifie généralement l'absence de conflit armé. Les incitatifs économiques et leurs effets seront présentés en premier, et ils seront suivis des incitatifs politiques. Une comparaison des trois cas en fonction de ces incitatifs sera enfin exposée.

Cette comparaison tient compte du « double processus de transition » (Jones 2013) proposé par l'École de Murdoch qui est ici appliqué au cas de la Birmanie post-2010. En effet, selon cette approche théorique, la transition économique (de la Voie birmane vers le socialisme au capitalisme) et politique (d'un régime autoritaire vers la démocratisation progressive), similaires à la voie empruntée par plusieurs autres pays de la région sud-est asiatique, sont conditionnées par les relations sociales de pouvoir préexistantes, qui ont en partie été organisées autour de la distribution des rentes issues de la drogue. Les modes de distribution des rentes issues de la drogue entre les élites ont varié pour chaque étude de cas et ont influencé la configuration du double processus de transition dans chaque région étudiée. Les acteurs de l'économie illicite qui se tournent aujourd'hui vers des activités économiques licites influencent les modes de développement des régions à l'étude. Les études de cas soulignent que contrairement à ce que suggère sa rhétorique nationaliste, le gouvernement central n'a pas toujours adopté la même rigidité et la même stratégie pour maintenir l'intégrité de l'Union. Au contraire, la relation entre l'État central et les régions de minorités ethniques semble avoir été largement définie par les ressources disponibles dans chaque région, et plus particulièrement par l'industrie d'extraction de la drogue dans le cas de l'État Shan.

6.1.1. Les incitatifs économiques.

L'économie politique de la drogue dans l'État Shan offre plusieurs incitatifs et dissuasifs aux autorités centrales birmanes afin que celles-ci puissent influencer la nature de leurs relations avec les groupes insurgés. Les systèmes de restriction d'accès (North, Wallis et Weingast 2009) créés par la voie de la coopération dans le cas de la région wa et de l'incorporation dans le cas de la région kokang ont déterminé les élites économiques actuelles de chacune de ces régions. Contrairement à la région contrôlée par les insurgés shans, les régions wa et kokang attirent d'importantes sommes d'investissement étranger et accueillent une classe d'entrepreneurs capitalistes de plus en plus riches. Les études de cas ont souligné que les accords de cessez-le-

feu kokang et wa ont été accompagnés de concessions commerciales, à la fois dans le domaine illicite et pour différentes activités licites, qui ont bénéficié directement aux autorités locales qui ont signé les accords. En accordant ces avantages aux leaders autoritaires des groupes insurgés des régions wa et kokang, l'armée birmane a obtenu une cessation des hostilités dans des conditions qui lui étaient favorables, c'est-à-dire qui garantissaient la fin des combats en repoussant un dialogue politique inclusif visant à traiter des griefs des insurgés¹⁵³. Dans les régions wa et kokang, la transition vers le capitalisme est particulièrement visible dans le développement fulgurant des centres urbains, alors que les anciens cultivateurs de pavot des zones rurales font face à un appauvrissement croissant. Les études de cas ont également souligné que l'amélioration des relations entre les autorités birmanes et les autorités was et kokangs a marqué le début d'une augmentation importante du réinvestissement de revenus issus du trafic de drogue dans l'économie formelle birmane; les cas des barons de la drogue tels que Khun Sa, Lo Hsing-Han et Wei Hsueh Kang, qui ont tous fondé des entreprises importantes au sein de l'économie birmane après avoir été pardonnés par les autorités pour leur participation au trafic de drogue, sont représentatifs de ces réorientations économiques. Il n'existe pas de cas similaire pour des barons de la drogue shans qui ne se seraient pas réconciliés avec les autorités centrales. Le gouvernement militaire a par ailleurs offert plusieurs moyens à ces anciens trafiquants pour qu'ils puissent rapatrier et réinvestir leurs profits dans l'économie birmane formelle. Plusieurs prérogatives étatiques découlant du système légal ont été instrumentalisées par le gouvernement birman. Par exemple, en 1990, une « amnistie d'impôts » a été déclarée pour autoriser le paiement d'une taxe de 25% sur tous les actifs dont la provenance ne saurait être justifiée¹⁵⁴. En plus de cette taxe, qui renflouait directement les coffres du gouvernement birman, la majorité de ces nouveaux investissements se sont retrouvés dans des banques birmanes contrôlées par des hommes d'affaires proches de la junte (Callahan 2007). La banque Union of Myanmar Economic Holdings, possédée par des membres actifs et retraités de l'armée birmane, a sans doute servi de conduit majeur pour le blanchiment de fonds issus du trafic de drogue (INCSR

¹⁵³ Les trois études de cas précédentes portent à croire que ces intérêts ont souvent peu eu à voir avec la cause pro-démocratie ou même avec la cause ethnique. Par exemple, les leaders de groupes insurgés ont eu à chasser des étudiants pro-démocratie de leurs territoires afin d'avoir accès à des ententes privilégiées pour faire des affaires et pour obtenir des projets de développement (Prager-Nyein 2009).

¹⁵⁴Cette politique aurait rapporté plus de 100 millions US\$ de revenus à la junte (Lintner et Black 2009).

2003)¹⁵⁵. Les relations personnelles entre d'importants membres du gouvernement birman et des élites économiques et politiques de l'État Shan ont bénéficié au développement économique de certaines régions¹⁵⁶. Le développement des capitales wa et kokang, où les infrastructures et les immeubles commerciaux ont fleuri depuis la signature des accords de cessez-le-feu, est une autre illustration du fait que ces ententes ont principalement bénéficié aux élites économiques locales. En contraste, les villes de la région shan demeurent peu industrialisées. En outre, dans le cas du Kokang, le développement d'une entente d'extraction commune entre les autorités centrales et les acteurs criminalisés kokangs a permis à ces derniers de cesser d'entretenir une armée privée, diminuant ainsi un coût de leur entreprise.

La nature des ententes entre élites au niveau national et régional face à l'attribution des rentes issues du trafic de drogue ainsi que la création de systèmes de restriction d'accès spécifiques à certains acteurs économiques pendant le règne de la junte ont sculpté la nature des relations sociales de pouvoir qui décideront du futur de la réforme. Les études sur les Was et les Kokangs démontrent que la libéralisation de l'économie amorcée en 1997 par le SPDC s'est faite dans un contexte où les entrepreneurs privés qui entretenaient des relations personnelles avec de puissants fonctionnaires locaux et nationaux ont été favorisés. Plusieurs institutions étatiques ont été créées pour que la libéralisation se fasse dans un contexte respectueux des relations sociales de pouvoir existantes : l'armée a fondé deux conglomérats (le Myanmar Economic Holdings Limited où les revenus de Khun Sa et de Lo Hsing-Han ont été blanchis (ALTSEAN 2004) et la Myanmar Economic Corporation) et a nationalisé la large majorité des investissements étrangers à un taux officiel très bas. Les cas de Wei Hsueh-Kang et Lo Hsing-Han qui ont été décrits dans les études de cas démontrent l'aisance avec laquelle ces anciens ennemis du régime ont été convertis en «entrepreneurs nationaux» respectables lorsque leurs buts ont concordé avec ceux de fonctionnaires hauts gradés. Les partenariats d'affaires entre d'anciens trafiquants et certains membres du gouvernement birman ne sont pas tenus secrets.

¹⁵⁵D'autres méthodes de blanchiment d'argent employées par les trafiquants birmans sous-entendent une complicité officielle : l'achat de billets de loterie gagnants a été rapporté, tout comme l'achat de mines épuisées; l'achat d'immobilier; et l'achat de concessions d'affaires (S.H.A.N. 2005a).

¹⁵⁶ Plusieurs généraux importants du SLORC/SPDC ont bénéficié personnellement et directement du trafic : Khin Nyunt, par exemple, architecte principal des accords de cessez-le-feu, qui permettaient de continuer la production d'opium, s'est assuré une partie de leurs profits. Il entretenait également des relations personnelles proches avec Lo Hsing-han (Ball 1999).

En entretien, un agent chargé de la lutte contre la drogue a dit : « Besides, from our point of view, involving drug lords in legitimate business is the best way to lure them away from the drug scene » (Chin 2009 : 197). D'ailleurs, les élites économiques privées entretiennent une relation plutôt symbiotique avec le gouvernement (Jones 2013). Le gouvernement birman continue de dépendre du monde des affaires à la fois pour le réinvestissement de leurs revenus dans l'économie formelle, notamment via la construction d'infrastructures régionales, de même que pour des services politiques. Un exemple de ces services politiques est survenu lorsque Lo Hsing-Han et Olive Yang ont négocié les accords de cessez-le-feu avec les groupes insurgés de leur région d'origine. Bien que le développement tardif d'une économie capitaliste surveillée par l'État signifie que les hauts fonctionnaires du gouvernement birman ont toujours un fort pouvoir économique, le retrait des généraux dans le cadre de la réforme politique actuelle semble actuellement permettre aux hommes d'affaires qui leur sont associés dans les régions frontalières d'avoir davantage d'influence. Les institutions d'extraction commune peuvent également permettre au gouvernement central de survivre aux mesures de pression de la communauté internationale, comme cela a été le cas suite à l'embargo international en réponse à la violence de la répression des manifestations étudiantes de 1988 (Snyder et Duran-Martinez 2009).

Dans les régions de l'État Shan où les élites sont parvenues à s'entendre pour créer des systèmes de restriction d'accès, ceux-ci demeurent particulièrement exclusifs. Le refus des leaders de l'UWSA d'intégrer le programme des gardes-frontières et de se désarmer tient officiellement de leur désir d'accéder au statut d'État («Drug-powerful Wa seek state of their own » 2013). Toutefois, leur participation continue à l'industrie de la drogue porte à croire que leurs motivations se situent à un point de convergence entre les intérêts politiques et économiques (Cornell 2007). L'efficacité des interdictions de culture de pavot à opium dans les régions wa et kokang n'a pas eu d'effet économique positif pour les communautés locales, dont la majorité peinent à trouver une source de revenu alternative. De manière générale, les ménages les plus affectés par ces interdictions sont ceux qui étaient déjà vulnérables, c'est-à-dire ceux ayant un accès restreint à la terre et ceux des régions les plus isolées. De plus, la culture de pavot exigeant une grande intensité de main d'œuvre, les ouvriers qui s'y consacraient autrefois appartiennent dorénavant à un surplus de travailleurs qui migrent souvent de manière illicite

vers la Thaïlande, où des conditions de vie déplorables les attendent (South 2008). La transition d'une industrie de la drogue centrée sur l'opium vers la production massive d'ATS est aussi représentative de l'exclusivité des systèmes de restriction d'accès créés dans les régions wa et kokang. Jean-Luc Lemahieu, alors représentant de l'UNODC à Yangon, avait compris cette nuance lorsqu'il disait en 2003 : « Opium in essence is about poverty, whereas yaa baa [les ATS] is about greed » (Zaw 2003:3). En effet, l'industrie de l'opium a été, et continue d'être dans les zones de conflit armé du Sud de l'État Shan, un mode de survie pour les paysans. La transition vers l'industrie des ATS amorcée suite aux deux interdictions de culture de pavot à opium dans les régions wa et kokang a exclu cette base populaire pour répondre uniquement aux besoins d'entrepreneurs criminels. Les difficultés associées à l'estimation de provenance des ATS font en sorte que les acteurs qui prennent part à cette production peuvent difficilement être identifiés de manière certaine, mais la déchéance des conditions de vie des anciens cultivateurs de pavot largement observée par divers organismes internationaux porte à croire que ceux-ci ont été exclus de la distribution des rentes de l'industrie de la drogue.

Dans les cas où les autorités centrales birmanes ne sont pas parvenues à établir d'institutions d'extraction commune avec des groupes insurgés, l'industrie de la drogue a fourni des dissuasifs économiques importants. Dans le cas des insurgés shans, les autorités birmanes ont employé ce que Snyder (2004 : 7) appelle une « menace de non-extraction » en intensifiant les mesures de lutte contre la culture de pavot à opium dans les zones contrôlées par l'armée birmane mais perçues comme étant favorables au mouvement nationaliste shan. Tel qu'il a été souligné dans la première étude de cas, les champs de pavot à opium du Sud et de l'Est de l'État Shan ont été l'objet central des mesures d'éradication forcée mises en place par le gouvernement birman avec l'assistance du gouvernement américain dans les années 1980 et 1990, bien que ceux-ci ne fussent pas la source principale d'opium birman. Les autorités birmanes ont donc choisi de bloquer l'extraction unilatérale de rentes des champs de pavot de la région shan à défaut de pouvoir créer des institutions d'extraction commune avec les insurgés shans. La transition de masse de la production d'opium vers la production d'ATS soulève toutefois une réponse possible des trafiquants de drogue à cette menace de non-extraction. Considérant que les drogues dites agricoles sont plus aisément visées par des campagnes d'éradication (Chouvy et Laniel 2007), le passage à la production d'une drogue synthétique comme les ATS chez les

trafiquants de drogue de l'État Shan peut être interprété comme une tentative de maintenir l'extraction privée.

Plusieurs auteurs mettent en garde contre la reproduction d'une économie de guerre criminalisée lors d'une transition politique post-conflit (Andreas 2004; Chouvy et Laniel 2006). Le réinvestissement massif des revenus issus d'activités criminelles dans l'économie formelle via les nouvelles élites d'affaires des régions frontalières risque de compromettre le système financier de la Birmanie. Certains auteurs spéculent à ce sujet que la mise en place de mesures sérieuses de lutte contre le blanchiment d'argent dans le cadre d'une coopération internationale accrue pourrait précipiter la chute du système bancaire birman, car celui-ci dépend encore largement d'actifs dont la provenance ne peut être confirmée comme étant licite (Jones 2013 : 18). Cela rappelle la mise en garde de l'école de Murdoch citée en introduction : si le contexte créé par les relations sociales de pouvoir organisées autour de la drogue en tant que ressource ne sont pas prises en compte, la mise en œuvre de « bonnes » mesures pourrait avoir des effets négatifs inattendus.

6.1.2. Les incitatifs politiques.

Peut-être de manière moins importante que les incitatifs et les dissuasifs économiques, les incitatifs et les dissuasifs politiques mis à la disposition des autorités centrales face à l'industrie de la drogue influencent aussi la présence de conflit armé dans l'État Shan. La transition politique amorcée en Birmanie est déjà influencée par la dynamique d'incitatifs négatifs et positifs maniés par les élites politiques birmanes. Il a été noté que la transition économique et la réintégration de revenus issus de l'économie illicite dans l'économie formelle nationale a poussé les élites économiques criminelles actives dans l'État Shan à diversifier leurs activités économiques. La transition politique a déjà un effet similaire de reconfiguration : l'ouverture du pays et la démocratisation progressive signifient que le capital politique revêt une nouvelle importance pour les élites. Dans le cas des élites criminalisées durant les décennies de guerre civile, le capital économique et social amassé à travers les activités criminelles peut se transformer en capital politique (Andreas 2004). L'école de Murdoch (Hewison, Robison et Rodan 1993) met en garde contre l'importance jouée par les ressources financières dans les politiques électorales des démocraties; les hommes d'affaires, qui peuvent avoir été considérés

comme des gangsters par le passé, obtiennent une légitimité en offrant du support financier à des ambitions politiques.

Le trafic de drogue a été essentiel à la création de systèmes de restriction d'accès car il a fourni aux élites des incitatifs négatifs de nature politique. Durant les périodes de conflit armé, le gouvernement birman a instrumentalisé le trafic de drogue pour discréditer les motivations politiques des groupes insurgés, qu'il s'agisse de Shans, de Was ou de Kokangs. Cette stratégie s'est à nouveau illustrée lors de l'incident du Kokang, où l'intervention des troupes birmanes en territoire autonome kokang a été présentée dans la communication officielle comme un raid contre un groupe de narcotrafiquants. De plus, la nature illicite de l'industrie de la drogue signifie que les prérogatives étatiques liées au système légal peuvent être employées par le gouvernement. Les autorités centrales peuvent faire le choix d'appliquer la loi pour contraindre les groupes insurgés à partager les revenus issus de l'industrie de la drogue. Par exemple, en 2005, la Birmanie a ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption. En plus de l'adoption de mesures de lutte contre la corruption, les autorités birmanes ont obtenu l'aide des forces policières américaines et australiennes pour conduire plusieurs arrestations de fonctionnaires corrompus ainsi que pour fermer des entreprises soupçonnées de blanchiment d'argent (INCSR 2006). La même année, trois des cinq banques privées du pays ont été fermées, et leurs présidents accusés de corruption, de trafic de drogue et de blanchiment d'argent. La Myanmar Universal Bank, dont le président était un proche du mouvement nationaliste shan, a vu 18 millions US\$ de ces actifs saisis par le gouvernement central (Chin et Zhang 2007).

Le trafic de drogue a également fourni des incitatifs politiques positifs pour que le gouvernement central s'assure de la mise en place d'institutions d'extraction commune avec certains groupes armés. Le gouvernement central dispose de tous les avantages qui découlent du système légal. Par exemple, les leaders was et kokangs ont été autorisés à former des partis politiques légaux qui ont été conviés à la convention nationale organisée par le SLORC en 1993 pour discuter du contenu de la nouvelle constitution mise en place en 2008 (Ball 1999; ALTSEAN 2004). De manière plus pragmatique, les style de vie opulent adoptés par Khun Sa et Lo Hsing-Han suite à leur entente avec les autorités centrales souligne un avantage de la bonne entente avec les représentants de l'État. Le pouvoir bureaucratique des autorités centrales est également un incitatif politique positif pour la création d'institutions d'extraction commune:

la production d'autorisations de circulation dans les zones de conflit armé, et la protection de convois face aux fouilles douanières figurent parmi ces incitatifs (Yawnghwe 1993). La drogue en tant que ressource économique joue un rôle d'autant plus important en politique birmane qu'elle permet aujourd'hui d'acheter des votes et des positions parlementaires. Les candidats de plusieurs cantons de l'État Shan pour l'Union State and Development Party (USDP), le parti au pouvoir, auraient à plusieurs reprises promis à leurs électeurs que leur élection signifierait que les habitants des cantons concernés seraient libres de cultiver le pavot (S.H.A.N. 2012). Au même moment, depuis les élections de 2010, plusieurs membres de l'USDP soutiennent ouvertement des mesures d'amélioration de la gouvernance dans les régions ethniques telles que l'État Shan afin de lutter contre l'économie illicite¹⁵⁷.

Toutefois, la relation entre la génération de revenus par des méthodes criminelles et le capital politique établie par Tilly (1985)¹⁵⁸ suggère que les seigneurs de guerre et autres acteurs criminalisés du conflit birman ont également employé le trafic de drogue pour arriver à des fins politiques. Tel qu'il en ressort des études de cas, les groupes ethniques sont dirigés par des militaires dont le style de gouvernance fortement hiérarchisé ne convient pas à une approche développementale axée sur la consultation communautaire¹⁵⁹. En outre, ces militaires manquent de formation en matière de capacités administratives ou de connaissance de bonnes pratiques de gouvernance démocratique (ICG 2003). Malgré ces lacunes, les acteurs criminalisés ayant pris part à l'industrie de la drogue en ont parfois tiré du capital politique leur permettant de se transformer en acteurs politiques. Par exemple, bien qu'il ait été principalement reconnu en tant que baron de la drogue, Khun Sa a fréquemment arbitré les visées politiques de ses partenaires d'affaires pour assurer la survie de son entreprise criminelle. En s'associant au mouvement nationaliste shan qu'il finançait grâce aux revenus issus de son entreprise criminelle, il a assuré

¹⁵⁷ Lors de son discours d'investiture le 30 mars 2011, le président Thein Sein a souligné que la bonne gouvernance devait être un des piliers de la réussite de mesures de lutte contre la drogue (S.H.A.N. 2012).

¹⁵⁸ Dans « War Making and State Making as Organized Crime », Tilly (1985) soutient que le capital politique nécessaire à la construction étatique est issu à la fois d'usage de violence contre l'opposition et d'extraction de ressources issues d'un territoire contrôlé. Ces deux concepts peuvent être assimilés, dans leur forme originelle, à des activités de crime organisé.

¹⁵⁹ Dans les études de cas retenues ici, les mouvements insurgés sont majoritairement dirigés par des membres des familles aristocratiques qui dirigeaient les régions à l'époque précoloniale, qu'il s'agisse de la famille princière Yang dans le cas des Kokangs, du colonel Yawd Serk, prince shan à la tête de la SSA-S jusqu'en février 2014. Les Was font figure d'exception, mais le pouvoir au sein de la UWSA est distribué au sein de deux familles, les Bao et les Wei (Callahan 2007).

la protection de cette entreprise en faisant en sorte qu'elle se situe dans une zone de conflit hors de contrôle des autorités centrales, qui l'auraient forcé à partager les revenus. L'étude de cas sur les Was démontre également que les leaders de l'UWSA/P bénéficient d'un certain support populaire grâce au réinvestissement partiel de leurs revenus dans des infrastructures publiques, qui pousse certains auteurs à les qualifier de « bâtisseurs d'État » (Merz 2008; Kramer 2007), ou, du moins, à considérer qu'il s'agit en partie de politiciens dont le développement de la population locale leur importe (Chin 2009). De manière plus symbiotique, les leaders was et, avant leur intégration, les leaders kokangs, ont instrumentalisé certains désirs des élites centrales afin de les pousser dans l'établissement d'institutions d'extraction commune. La fin des hostilités dans le Nord-Est du pays suite à la signature des accords de cessez-le-feu de 1989 a permis au gouvernement central de concentrer ses forces contre le mouvement pro-démocratie qui s'était alors emparé des villes. Les élites locales ont dès lors négocié la non-violence et la non-ingérence contre le partage des rentes issues de la drogue. Inversement, l'atteinte d'une entente entre l'UWSA et l'armée nationale a permis à cette dernière d'avoir une option de une substitution pour l'emploi de forces armées régulières (Andreas 2004), comme cela a été le cas lorsque l'UWSA a assisté l'armée birmane dans ses combats contre la SSA-S. La possibilité de nier de façon plausible la participation à l'industrie de la drogue est également un atout d'importance face à la communauté internationale. En effet, tant que l'UWSA/P demeure une entité indépendante de l'armée birmane, le rôle de la première dans l'industrie de la drogue n'est pas la responsabilité directe de la seconde. Une relation de coopération sans intégration permet donc l'obscurité de la complicité du gouvernement.

En résumé, les modes de distribution des rentes issues de l'industrie de la drogue entre les élites des trois régions de l'État Shan étudiées diffèrent, et cette différence se traduit par la présence de conflit armé. Elle affecte aussi la nature des transitions démocratique et économique dans chaque région. Dans le cas de l'insurrection shan, l'incapacité d'établir une coalition durable entre les élites signifie que le recours à la force armée est fréquent pour qu'une élite s'assure le contrôle d'une ressource économique comme l'industrie de la drogue. L'incertitude qui entoure les relations entre élites signifie dans ce cas que les revenus issus du trafic de drogue ne peuvent pas être distribués à travers une institution d'extraction commune de manière crédible, et ce conflit caractérise la transition économique et politique. Le gouvernement birman

préfère punir les élites shans avec des incitatifs négatifs économiques et politiques plutôt que de les laisser exploiter les rentes de l'industrie de la drogue de manière unilatérale, ce qui résulte en la présence à long terme de conflit armé. Dans le cas des Kokangs, le gouvernement central est parvenu à s'imposer comme dominant dans la coalition d'élites en bénéficiant des divisions entre les autres élites. Dans ce cas, la violence est généralement évitée grâce à une entente commune sur le partage des rentes entre élites, tel qu'illustré par l'autorisation de prendre part au trafic de drogue après l'accord de cessez-le-feu entre la MNDAA et l'armée birmane en 1989. Des incitatifs négatifs politiques ainsi que le recours à la violence ont été employés contre les élites kokangs qui allaient à l'encontre de la coalition menée par les élites centrales, alors que des incitatifs positifs économiques et politiques ont été employés pour les élites kokangs pro-gouvernementales. Dans le cas des Was, la coalition entre les élites a permis la création d'un système de restriction d'accès durable où les élites centrales et locales ont une influence également importante. Les incitatifs économiques et politiques employés par l'État face aux élites was sont principalement positifs, ce qui dénote la solidité de l'institution d'extraction commune établies entre ces élites, et se caractérise par une absence de conflit armé.

6.2. *Le trafic de drogue, les ententes entre élites et la violence*

Le second facteur de comparaison entre les trois études de cas précédentes est le type de configurations politiques émergentes dans chaque région. Dans chacun des cas, les ententes entre les élites locales et nationales ont été affectées par l'économie politique de la drogue. Cela signifie que certaines configurations politiques émergentes ont été caractérisées par le conflit armé, alors que d'autres ne l'ont pas connu. Au sein d'un même cas, le trafic de drogue a à la fois été associé à une augmentation du conflit armé et à un processus de pacification selon la nature des ententes entre élites. Dans les trois études de cas, trois types de relations entre les élites locales et centrales ont aujourd'hui émergé. La relation entre les insurgés shans et le gouvernement birman demeure conflictuelle. Les autorités was sont parvenues à établir un « proto-État » (Merz 2008) au sein de la Birmanie et entretiennent une relation de coopération relativement pacifique avec les autorités centrales tout en gardant une part importante d'indépendance. Les autorités kokangs ont été essentiellement absorbées par les autorités centrales suite à une confrontation armée.

Le cas birman est particulièrement adapté à l'application du concept de configurations politiques émergentes car il s'agit d'un cas où divers systèmes d'autorité politique cohabitent. Dans l'ensemble du pays, les élites locales et nationales sont perçues comme des exploiters de ressources (humaines via la conscription militaire et le travail forcé, naturelles via la taxation en espèces et en nature) (Callahan 2007), et le mode de gouvernance demeure autoritaire. La provision de services ou de protection à la population est limitée dans les régions où elle est présente (Steinberg, Hobbs et Mathewson 2004). De plus, l'autorité politique demeure entre les mains de spécialistes de la violence, qu'il s'agisse de la Tatmadaw, des groupes de cessez-le-feu, de groupes rebelles ou de réseaux criminels (NCGUB 2008). Les études de cas ont démontré que tous ces groupes se financent à travers des activités de taxation informelle et de pillage. Ainsi, les configurations politiques émergentes de Birmanie se maintiennent en partie grâce aux systèmes d'extraction commune des ressources qu'ils ont mis en place. Dans le cas de l'État Shan, toutes les élites ont la capacité de mobiliser des ressources illicites locales et régionales grâce à la porosité des frontières de cette région, et aux routes de commerce transnationales qui y existent depuis des siècles.

Les ententes entre élites sont particulièrement sensibles aux changements, et la transition politique vers la démocratie laisse apparaître plusieurs obstacles qui pourraient fragiliser les ententes existantes¹⁶⁰. Il faut par exemple noter que la mise en place d'une interdiction de culture de pavot à opium doit être faite par des autorités perçues comme légitimes pour être durable¹⁶¹. Tel que souligné dans les études de cas, les interdictions de culture de pavot à opium ont des résultats humanitaires désastreux pour des populations déjà appauvries et marginalisées. Les autorités au niveau local comme national pourront difficilement continuer de prendre part de

¹⁶⁰ Même avant le début de la démocratisation birmane, des changements politiques ont forcé la renégociation des ententes entre élites. Par exemple, Khin Nyunt, qui fut longtemps le chef du renseignement du gouvernement militaire, entretenait des relations personnelles avec les leaders des groupes de cessez-le-feu et tirait beaucoup de pouvoir politique de cette bonne entente. Il est tombé en disgrâce en 2004, et une détérioration des relations entre le gouvernement birman et les groupes de cessez-le-feu a suivi presque immédiatement (South 2008).

¹⁶¹ En Asie, deux interdictions de culture de pavot à opium ont été mises en place assez longtemps pour affecter de manière significative la production d'opium : en Chine au début de la période communiste (1949-1960) et en Afghanistan lorsque les Talibans ont solidifié leur emprise sur le pouvoir (2000-1). Il faut noter que dans ces deux cas, les interdictions ont été mises en place par des régimes autoritaires sur la base d'une idéologie (Chouvy 2010). Dans la région, la violence de la guerre contre la drogue menée par le premier ministre thaïlandais de l'époque, Thaksin Shinawatra, contraste avec la non-violence et le succès du programme de lutte contre la drogue de l'ancien premier ministre Banharn Silpa-archa, qui est parvenu à réduire de manière drastique la consommation d'ATS dans sa province (Nishizaki 2007).

manière relativement ouverte à l'industrie de la drogue tout en appliquant cette interdiction. Une participation accrue de la société civile au processus politique birman signifierait également que les politiques de lutte contre la drogue seraient scrutées de plus près; l'application inégale, que ce soit sur le plan géographique ou sur le plan des types de drogues les plus visées, sera probablement dénoncée par les partis d'opposition. En outre, comme le soutiennent Snyder et Duran-Martinez (2009), il existe le risque que la transition politique vers la démocratie, en raccourcissant l'espérance de vie des ententes politiques à chaque cycle d'élection, soit source d'une augmentation du recours au conflit armé.

La relation entre la drogue, les ententes entre les élites et le conflit armé est appréhendée en se penchant sur la fonction du conflit armé (Keen 2000) à travers le temps dans chacun des cas. Les études de cas ont mis en valeur le fait que le conflit armé n'a pas eu la même présence dans les régions productrices de drogue de l'État Shan. Les dynamiques des relations entre élites dans les trois régions étudiées signifient que le conflit armé a eu des fonctions différentes dans chaque cas. Dans le cas des insurgés shans, la drogue continue d'être une source de revenus importante pour permettre la continuation du conflit avec l'armée birmane. Dès lors, la drogue en tant que ressource économique sert des motivations politiques en supportant le combat des nationalistes shans. Elle permet à la fois d'équiper des troupes antigouvernementales et d'assurer la survie des cultivateurs de cette région, ce qui sert le double but de défier l'État et de trouver des appuis au sein de la population locale marginalisée par ce même État. Pour les leaders shans insurgés, la drogue est un facteur clé dans la formulation des relations de pouvoir qu'ils cherchent à institutionnaliser avec le gouvernement central birman. La formation des milices paramilitaires populaires (PMF) et de gardes-frontières (BGF) prônées par le gouvernement de Thein Sein manifeste aussi une volonté de la part des élites centrales d'avoir ses propres spécialistes de la violence qui prennent part à l'industrie de la drogue dans l'État Shan (PWO 2011) pour supporter les efforts de l'armée nationale contre les rebelles shans. Ainsi, dans le cas de la région shan, l'industrie de la drogue continue d'être employée par les élites politiques centrales et locales pour financer un conflit armé qui leur permettrait éventuellement d'atteindre une configuration politique satisfaisante pour le vainqueur. Pour ce cas, l'économie politique de la drogue est donc caractérisée par la présence de conflit armé.

Au contraire, dans les zones de cessez-le-feu des Kokangs et des Was, le conflit armé

associé à la drogue semble avoir un rôle prioritairement économique. Dans ces deux régions, l'augmentation dramatique de la production de drogue après la signature des accords de cessez-le-feu ainsi que le fait que la situation de paix entre la Tatmadaw et les armées locales ait duré les 25 années suivantes signifie qu'une entente satisfaisante sur le contrôle de l'économie illicite avait été atteinte. La fin des hostilités a été marquée par la redéfinition des relations entre le centre et la périphérie, et ce particulièrement en ce qui concerne la distribution des rentes associées à l'industrie de la drogue dans les zones was et kokang. En présence de la compréhension mutuelle d'un intérêt économique commun, les anciens adversaires militaires se sont accordés sur les désagréments du conflit armé, donnant naissance à ce que Jones (2013) nomme « capitalisme de cessez-le-feu ». La participation de membres du gouvernement et la tolérance envers la production de drogue, surtout dans les négociations de cessez-le-feu, ont sans doute contribué à diminuer les hostilités dans les régions concernées. Comme la stabilité du gouvernement est essentielle pour faciliter la corruption nécessaire au maintien des réseaux de patronage qui caractérisent cette industrie, les acteurs criminalisés de ces régions ont avantage à supporter le gouvernement. Dès lors, la possibilité de recours à la violence est instrumentalisée pour parer aux changements dans le marché, mais elle n'est généralement pas souhaitée. Dans le cas des leaders was, l'accès aux revenus de la drogue leur a permis d'améliorer leur position économique face au gouvernement birman, leur assurant ainsi une position au sein de la coalition dominante. Ainsi, l'économie politique de la drogue a permis une entente entre élites plus inclusive et donc plus stable. Dès lors, dans la région wa, l'économie politique de la drogue n'est pas caractérisée par le conflit armé. Face à une élite régionale forte (l'UWSA) mais motivée par des intérêts principalement économiques, les élites centrales ont acquiescé à l'émergence d'une configuration politique où le recours à la violence entre les élites est restreint.

Cependant, dans le cas de la région kokang, l'entente entre élites qui avait été établie par l'accord de cessez-le-feu de 1989 a été rompue. Le fait que les accords de cessez-le-feu n'aient pas été suivis de processus de désarmement et de reconstruction post-conflit signifie que le

conflit armé risquait toujours de refaire surface¹⁶². Cela a été le cas en 2009, lorsque la division au sein des élites kokangs a encouragé les élites birmanes à avoir recours au conflit armé pour reconfigurer la relation à leur avantage. La discorde entre les leaders kokangs jointe à leurs intérêts primordialement économiques ont permis au gouvernement central de s'imposer comme le membre dominant de cette configuration politique émergente. Ainsi, dans ce cas, l'économie politique de la drogue a été caractérisée par le conflit armé à un moment de reconfiguration des relations de pouvoir entre les élites. Le conflit armé n'a pas été présent dans cette économie politique depuis cette transformation.

Il est néanmoins important de noter que la violence de faible intensité entre les élites armées et la population est toujours une possibilité pour gérer les conflits sociaux et économiques, comme le démontrent les exemples cités dans les études de cas. La nature violente des politiques d'éradication de culture de pavot décrites dans les études de cas soulève la question du risque de conflit armé associé aux politiques de lutte contre la drogue. Chouvy (2010: 157) souligne que « eradication relies on force and power, not on authority, and therefore easily leads to violence ». Pourtant, malgré les problèmes socio-économiques exposés qui ont été causés par les interdictions de culture de pavot à opium, les instances de révolte d'anciens cultivateurs demeurent marginales (Woods 2011). Bien que les dangers d'une suppression rapide des cultures de pavot sans l'offre de moyens de subsistance alternatifs soient connus depuis longtemps¹⁶³, la communauté internationale continue d'encourager ces mesures. La décision prise par les autorités kokangs et was d'interdire la culture de pavot à opium est en partie un résultat de l'influence de la Chine. Les autorités chinoises subventionnent des entrepreneurs pour qu'ils investissent dans des projets de développement alternatif dans les anciennes zones de culture de pavot à opium (Cohen 2009). En entretien, une chercheuse de l'État Shan a affirmé : « Rubber is the big evil for local farmers, not opium. Rubber took their

¹⁶² La signature des accords de cessez-le-feu n'a pas nécessairement établi un climat de confiance entre les anciens groupes insurgés et l'armée birmane. Le colonel Win Naing disait à un journaliste shan en 2005: "Ceasefire groups are merely enemies who have taken a break in the fighting against us." (S.H.A.N. 2006)

¹⁶³ En 1937, le commissaire britannique pour l'État Shan mettait déjà en garde contre l'éradication forcée des champs de pavot à opium : « To suppress opium in Kokang and the Wa States without replacing it by a crop relatively valuable to its bulk, would be to reduce the people to the level of mere subsistence on what they could produce for food and wear themselves or force to migrate». Cité dans Jelsma, Kramer et Vervest (2005).

land, their income, everything. » (Hnong 2013)¹⁶⁴. Le capital chinois¹⁶⁵ et les intérêts d'élites d'affaires chinoises ont, en bénéficiant à la fois aux leaders politiques locaux et à divers acteurs gouvernementaux, créé un système de restriction d'accès exclusif dans les régions wa et kokang. L'exclusivité des ententes entre élites fait en sorte que la population directement touchée par les mesures d'interdiction de culture de pavot à opium est trop démunie pour se rebeller contre ces politiques, et cette violence demeure peu soulignée par les acteurs du processus de paix (BNI 2013a; Rieffel 2010; Kramer 2009b)

En résumé, la production de drogue dans l'État Shan n'est pas marquée par la présence de conflit armé dans les cas où elle bénéficie financièrement à deux élites politiques concurrentes : les leaders locaux, pour qui la mise en place d'institutions d'extraction commune avec les autorités centrales est plus avantageuse que la continuation du conflit armé, ainsi que l'armée birmane, qui bénéficie financièrement de cette entente tout en démobilisant une part importante de son opposition armée. Ces ententes ont fonctionné dans leur forme initiale dans la région qui était déjà sous un contrôle unifié car les autorités centrales ont pu négocier avec des autorités locales dont le contrôle territorial était relativement indiscuté. Toutefois, lorsque les élites locales étaient divisées, l'armée birmane a été en mesure de recourir au conflit armé pour établir une configuration politique émergente à son avantage. On peut dès lors conclure que les relations entre les élites qui façonnent la configuration politique émergente peuvent engendrer des économies de la drogue caractérisées ou non par le conflit armé. Ainsi, la fin d'un conflit armé ne signifie pas nécessairement la fin de la production de drogues illicites, et les ententes entre élites autour du partage des rentes de la drogue peuvent permettre le développement de nouvelles avenues de production de drogue dans un climat non-conflictuel.

¹⁶⁴ Entretien conduit à Mae Sot, Thaïlande, en juillet 2013.

¹⁶⁵ En 2008, la Chine était le principal investisseur en Birmanie; elle y a injecté 856 millions US\$, soit 87% de tous les investissements étrangers de cette année (Storey 2009).

Conclusion

La question de recherche de ce mémoire portait la manière dont des économies illicites peuvent être alternativement associées à la présence de conflit armé ou à sa disparition. L'industrie des substances psychoactives et le conflit armé en Birmanie ont été explorés en ajoutant comme variable intermédiaire les ententes entre élites et la configuration politique qui émerge de celles-ci. Le chapitre d'introduction de ce mémoire a présenté la situation de l'économie politique de la drogue en Birmanie, où l'expansion de cette industrie a par moments coïncidé avec des périodes de pacification politique. Un survol de cette industrie a ensuite été présenté. La seconde section du chapitre d'introduction a présenté les deux catégories de littérature qui ont été employées pour répondre à la question de recherche. La littérature sur les ressources et les rentes ainsi que celle sur les ententes entre élites et sur les configurations politiques émergentes permettent de construire un cadre d'analyse issu de l'approche de l'économie politique pour décrire le trafic de drogue, le conflit armé et les relations entre élites.

Par la suite, l'analyse a mis en contexte l'industrie de la drogue birmane en résumant le conflit civil birman ainsi qu'en présentant les mesures de lutte contre la drogue entreprises par le gouvernement birman. Trois études de cas examinant trois groupes ethniques ont ensuite été présentées. Une sous-question a été posée de manière spécifique à chaque cas : quelles sont les relations entre les élites politiques locales, centrales et économiques face à la production de drogue? Chacune des études de cas a commencé par une mise en contexte spécifique, suivie d'une présentation des données recueillies quant à la production de drogue. La dernière section de chaque étude de cas a démontré l'existence d'une configuration différente d'ententes entre élites face à l'industrie de la drogue dans chaque région. Dans chacun des cas, il a été déterminé que les économies de la drogue se distinguent sur le plan du conflit armé selon les stratégies politiques employées par les élites et selon le niveau d'accessibilité aux rentes de la drogue pour celles-ci. Cette observation souligne que l'économie de la drogue n'est pas une cause de conflit ou de paix, mais peut exister face à l'un ou l'autre.

Le dernier chapitre du mémoire a comparé les trois études de cas en fonction des deux familles de littérature présentées dans l'introduction, soit celle sur la relation entre les ressources

et les rentes, et celle sur les ententes entre élites et les configurations politiques émergentes. Cette comparaison a cherché à mettre en valeur les similarités et les différences dans les accords entre élites, ainsi que les différences de conflit armé associé à chaque marché de la drogue. Les trois régions ont d'abord été comparées en fonction de la littérature sur les rentes et sur les ressources. Les institutions d'extraction commune présentées par Snyder (2004, 2009) ont fourni un cadre d'analyse permettant de dégager les incitatifs politiques et économiques employés par les diverses élites pour tenter d'établir une entente entre élites à leur avantage. Cette analyse tient également compte du processus de double transition (Jones 2013) entamé en Birmanie et soutient que la transition vers un régime capitaliste et démocratique subit déjà de larges contraintes structurelles issues des ententes entre élites mises en place autour de l'extraction des rentes de la drogue dans l'État Shan. La section sur les ententes entre élites et le niveau de conflit armé caractérisant chaque marché de la drogue a mis en valeur la nature des configurations politiques émergentes dans chaque région. La nature de chaque configuration politique émergente détermine la manière dont les rentes de la drogue sont distribuées, ce qui favorise plus ou moins le recours au conflit armé pour les élites présentes. En outre, les aspects transnationaux de l'économie politique de la drogue en Birmanie soulignés tout au long de l'étude, ont fait ressortir deux points importants. La communauté internationale joue un rôle important dans les ententes entre élites, et les intérêts géopolitiques qui ont poussé la Thaïlande, la Chine et les États-Unis à intervenir dans le marché de la drogue en Birmanie ont modelé les relations entre les élites locales et centrales. De plus, les programmes de développement alternatif financés par la communauté internationale dans le cadre du régime international de prohibition des drogues ont créé une nouvelle manière d'extraire des rentes de l'industrie de la drogue dans les régions où ils ont été mis en œuvre.

7.1. Regard sur la relation entre l'économie politique de la drogue et le conflit armé

La conclusion centrale du mémoire est que l'économie de la drogue n'est pas nécessairement associée à la résilience d'un conflit armé; dans le cas où les élites s'entendent sur un partage durable des rentes issues de cette industrie, l'économie de la drogue peut prospérer dans un climat pacifique. L'approche privilégiée dans ce mémoire, celle de l'économie politique critique, a l'avantage de fournir une explication plus nuancée des acteurs et des intérêts

au centre d'un conflit armé dans une région productrice de drogue. La complexité des économies politiques de la drogue a en effet souvent été sous-estimée (Chouvy et Laniel 2007; Goodhand et Mansfield 2013; Meehan 2011). Par exemple, il a été noté dans le mémoire qu'au cours des cinquante dernières années, trois barons de la drogue principaux (Lo Hsing Han, Khun Sa, Wei Hsueh Kang) se sont succédés, se sont enrichis et ont perdu le pouvoir sans qu'aucun impact réel ne soit ressenti sur la production de drogue birmane. Ceux-ci, ainsi que les syndicats criminels transnationaux qu'ils dirigeaient, sont pourtant omniprésents dans la littérature (UNODC 2013e; Kaldor 2012; Mares 2009; van Schendel et Abraham 2005; Ancel 1998; Dobinson 1993; Friman 2010; Paoli, Greenfield et Reuter 2009; Dishman 2001; Dupont 1999). Ce mémoire soutient qu'en désignant les groupes ethniques insurgés comme des narco-armées et leurs leaders comme des barons de la drogue, on court le risque d'isoler davantage ces groupes, tout en ignorant l'économie politique qui permet à l'industrie de la drogue de prospérer. Les conclusions de cette étude illustrent donc le paradoxe du narcotrafic comme sujet de recherche : le trafic de drogue et ses acteurs peuvent à la fois expliquer la continuation ou la fin d'un conflit; ils peuvent à la fois menacer l'intégrité de l'État et contribuer à sa survie; ils peuvent compliquer les initiatives internationales de résolution du conflit et bénéficier de ces initiatives; la transition politique est ralentie par la présence d'une économie de paix criminalisée, mais cette dernière est nécessaire à la survie de plusieurs personnes qui se retrouvent en situation économique précaire. L'analyse du trafic de drogue en Birmanie doit tenir compte de cette complexité qui peut, comme cette étude l'a démontré, donner lieu à des scénarios vastement différents à l'intérieur d'une même division administrative.

Ce mémoire suggère également une nouvelle approche analytique pour la dynamique du conflit civil birman en 2014. L'analyse des relations entre élites dans l'État Shan suggère que le conflit ethnique, omniprésent dans l'analyse du conflit civil birman (BNI 2013b; Thawngmung 2011; Prager-Nyein 2009; Fink 2008; South 2008; Kramer 2007; Smith 2007; Callahan 2007; ICG 2003; Brown 1999), peut éclipser l'étude d'autres conflits sociaux importants. Il existe une distinction grandissante entre les élites de groupes ethniques et la classe militaire avec qui elles entretiennent parfois une relation de clientélisme, d'un côté, et la population appauvrie et marginalisée de l'autre. Le cas des Kokangs est particulièrement intéressant à ce sujet : la mise en œuvre de mesures de lutte contre la culture de pavot a causé, d'une part, l'arrivée massive

d'entrepreneurs capitalistes liés aux élites politiques nationales, et d'autre part, l'appauvrissement grave de la majorité de la population rurale. Les études de cas sur les Was, sur les Kokangs et, dans une moindre mesure, sur les Shans rappellent que la gouvernance des groupes ethniques insurgés est souvent autoritaire, et cela rappelle qu'il existe des disparités de pouvoir importantes au sein de ces groupes. Dans le contexte du processus de paix à l'échelle nationale (BNI 2013a) entrepris par le gouvernement de Thein Sein, ces disparités doivent être prise en compte pour éviter qu'elles ne soient reproduites dans une Birmanie post-conflit.

Une solution militaire à un problème essentiellement économique et social, pourtant longtemps préconisée par la communauté internationale¹⁶⁶, est invalidée par l'augmentation constante de la production et de la consommation de drogue dans le monde depuis le début de la Guerre contre la drogue dans les années 1970 (Chouvy 2010, McCoy 2003). Dans le cas de la Birmanie, le problème de l'industrie de la drogue ne pourra être résolu avant celui de la gouvernance. Une approche compréhensive au problème de la drogue devrait comprendre des mesures pour lutter contre les bénéficiaires des rentes de la drogue plutôt que contre les producteurs, ainsi que des réformes économiques favorisant la transparence. Pour que les programmes de développement alternatif évoluent au-delà du stade de l'aide humanitaire d'urgence, la sécurité alimentaire, physique et économique de la majorité de la population des régions productrices de drogue doit être prise en charge par un État légitime et inclusif.

7.2. *Implications pour de futures recherches*

Les conclusions de cette étude à propos de la relation entre le conflit armé et l'économie de la drogue apportent des réponses intéressantes pour le cas de la Birmanie, mais elles sont aussi représentatives de la nécessité d'étudier la complexité des économies politiques d'autres marchés illicites violents. L'hypothèse de ce mémoire, voulant les industries de la drogue puissent prospérer sans conflit armé lorsque des ententes entre élites existent autour du partage des rentes de cette économie, pourrait être posée pour d'autres études de cas. L'augmentation

¹⁶⁶ Malgré l'adoption récente d'une attitude plus progressive envers les problèmes liés au narcotrafic de la part des Nations Unies et des États-Unis, le consensus international demeure celui fixé par la Convention de 1971 sur les substances psychotropes (1971). En Asie en particulier, la drogue est perçue comme un problème sécuritaire plutôt que sanitaire (Rosselló 2013; Boonwaat 2004).

récente de la présence de conflit armé dans l'économie politique de la drogue au Mexique (Williams 2009; Snyder et Duran-Martinez 2009), par exemple, pourrait être analysée en fonction de l'évolution des relations entre les élites.

Un autre sujet de recherche suggéré par les conclusions de cette étude concerne l'approche centrée sur la réduction de l'offre dans la lutte contre la drogue au niveau international. Les mesures de réduction de l'offre sont financées de manière disproportionnée par rapport aux mesures de réduction de la demande (Sullivan 2010; Tomàs-Rosello 2013)¹⁶⁷, et ce financement favorise une approche policière à un problème qui est de plus en plus accepté comme étant un enjeu de santé publique¹⁶⁸. Il convient de se demander si l'investissement dans des campagnes de santé publique et d'aide aux toxicomanes dans les pays consommateurs de drogue produite en Birmanie affecterait la rentabilité de cette industrie. L'industrie des drogues illicites présente une possibilité de gain suffisamment grande pour que des individus risquent leur vie pour y prendre part. Il serait donc intéressant de se pencher de manière sérieuse sur les mesures possibles pour diminuer cette rentabilité, et l'effet de mesures de réduction de la demande mises en œuvre à grande échelle est définitivement sous-étudié. Les conclusions de cette étude auraient bénéficié de davantage de collecte de données sur le terrain. Plus précisément, des données plus détaillées sur le nombre de victimes du conflit armé dans chaque région ainsi que des données sur les intérêts économiques partagés par les élites birmanes auraient pu être obtenues dans le cadre de recherches de terrain plus longues.

La compréhension de la relation entre le conflit armé et l'économie politique de la drogue est cruciale pour la résolution du conflit dans l'État Shan et pour l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens. L'implication analytique de ce mémoire est l'importance de la contextualité et de l'analyse historique pour la mise en œuvre de mesures de lutte contre la drogue efficaces et respectueuses des droits humains des producteurs, et cela est particulièrement pertinent pour le cas d'un conflit armé durant depuis plus de 66 ans.

¹⁶⁷ Entretien avec la coordinatrice du programme de réduction de la demande de drogues et de traitement des toxicomanes (TREATNET) de l'UNODC à Bangkok en juin 2013.

¹⁶⁸ À ce sujet, voir notamment Lynch (2000), (Andreas 2011; Andreas et Greenhill 2010) et HRW (2004).

Bibliographie

Entretiens

- Baffie, Jean. 2013. «Entretien avec le professeur Jean Baffie de l'Université Saint-Charles», Sarah Éthier-Sawyer, Marseille, novembre 2013.
- Eligh, Jason. 2013. «Discussion avec le directeur responsable du bureau de l'ONUDC au Myanmar», Sarah Éthier-Sawyer, Bangkok, juin 2013.
- Hnong, Lway Nway. 2013. «Entretien avec Lway Nway Hnong, analyste pour la PWO», Sarah Éthier-Sawyer, Mae Sot, Thaïlande, juillet 2013.
- Jaiyen, Khuensai. 2013. «Entretien avec l'éditeur de S.H.A.N.», Sarah Éthier-Sawyer, Chiang Mai, Thaïlande, juillet 2013.
- LNDO. 2013. «Entretien avec la Lahu National Development Organisation», Sarah Éthier-Sawyer, Chiang Mai, juillet 2013.
- Rosselló, Dr. Juana M. Tomás. 2013. «Discussion avec la coordinatrice du programme TREATNET de l'UNODC», Sarah Éthier-Sawyer, Bangkok, juin 2013.
- Soe, Tun Nay. 2013. «Entretien avec le coordonateur du programme de contrôle international des drogues synthétiques (SMART)», Sarah Éthier-Sawyer, Bangkok, juillet 2013.
- X. 2013. «Entretien avec un employé de l'UNODC à propos du Rapport d'Évaluation de menace du crime organisé transnational (TOCTA)», Sarah Éthier-Sawyer, Bangkok, août 2013.

Autres sources:

- Ahmad, Khabir. 2003. «Asia grapples with spreading amphetamine abuse.» *Lancet* 361 (9372): 1878-9.
- Ahram, Ariel I. et Charles King. 2011. «The warlord as arbitrageur.» *Theory and Society* 41 (2): 169-86.
- Albor, Teresa. 1992. « Myanmar's heroin trade picks up despite US isolation policy.» *The Christian Science Monitor* 29 juillet .

- ALTSEAN. 2004. «A Failing Grade. Burma's Drug Eradication Efforts.», ed. A. A. N. o. Burma. Bangkok: ALTSEAN.
- . 2006. «ATS: a Need for Speed.», ed. ALTSEAN. Bangkok: Altsean.
- Ancel, Hervé et Xavier Raufier. 1998. *Trafics et crimes en Asie du Sud-Est: le Triangle d'Or*. Paris: Presses universitaires de France.
- Andreas, Peter. 2004. «The Clandestine Political Economy of War and Peace in Bosnia.» *International Studies Quarterly* 48 (1): 29-51.
- . 2011. «Illicit Globalization: Myths, Misconceptions, and Historical Lessons.» *Political Science Quarterly* 126 (3): 403-25.
- . 2013. *Smuggler nation : how illicit trade made America*. New York: Oxford University Press.
- Andreas, Peter et Kelly M. Greenhill. 2010. *Sex, drugs, and body counts : the politics of numbers in global crime and conflict*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.
- Andreas, Peter et Joel Wallman. 2009. «Illicit markets and violence: what is the relationship?» *Crime, Law And Social Change* 52 (3): 225-9.
- AP. 2013. «Government signs trust-building pact with Wa rebels.» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 15 juillet.
- Asal, Victor, Kathleen Deloughery et Brian J. Phillips. 2012. «When Politicians Sell Drugs: Examining Why Middle East Ethnopolitical Organizations Are Involved in the Drug Trade.» *Terrorism and Political Violence* 24 (2): 199-212.
- ASEAN. 2013. *ASEAN Economic Community*. En ligne. <http://www.asean.org/communities/asean-economic-community> (Page consultée le 28 juillet 2013).
- Aye, Henri-André. 2010. *The Shan conundrum in Burma*. Bangkok, Thailand: White Lotus Press.
- Ball, Desmond. 1999. «Burma and drugs : the regime's complicity in the global drug trade.». Canberra: Strategic and Defence Studies Centre, Australian National University.
- Berdal, Mats R. et David Malone, dir. 2000. *Greed & grievance : economic agendas in civil wars*. Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers.
- Birmanie. *The Panglong Agreement*. 1947.

- Black, Michael et Roland Fields. 2006. «The Real "Long War" is in Myanmar.» *Asia Times* (Chiang Mai), 10 juin.
- BNI. 2013a. «Deciphering Myanmar's Peace Process: A Reference Guide.» Chiang Mai: Burma News International.
- . 2013. *Stakeholders: Armed Ethnic Groupes*. En ligne. <http://www.mmpeacemonitor.org/stakeholders/armed-ethnic-groups> (Page consultée le 24 avril 2013).
- Boege, Volker, Anne Brown, Kevin Clements et Anna Nolan. 2009. «Building Peace and Political Community in Hybrid Political Orders.» *International peacekeeping* 16 (5): 599-615.
- Boehler, Patrick. 2013. «Southeast Asia can't meet China's opium demand, says UN body.» *South China Morning Post* (Hong Kong), 18 décembre.
- Boonwaat, Leik. 2004. «The Balanced Approach To Opium Elimination in the Lao PDR.» Communication, NAFRI Uplands Workshop on Shifting Cultivation and Poverty Eradication in the Uplands of the Lao PDR, Luang Prabang (texte imprimé).
- Booth, Martin. 1998. *Opium : a history*. New York: St. Martin's Press.
- Brook, Timothy et Bob Tadashi Wakabayashi, dir. 2000. *Opium regimes : China, Britain, and Japan, 1839-1952*. Berkeley: University of California Press.
- Brown, Catherine. 1999. «Burma: The Political Economy of Violence.» *Disasters* 23 (3): 234-56.
- Burma, Burma Constituent Assembly. 1948. *The Constitution of the Union of Burma*. Rangoon: Govt. Print. and Stationery.
- Callahan, M. 2007. *Political Authority in Burma's Ethnic Minority States: Devolution, Occupation and Coexistence*. Washington, DC: East-West Center.
- Callahan, Mary P. 2003. *Making enemies : war and state building in Burma*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.
- CCDAC. 2012. «Myanmar country presentation, Central Committee for Drug Abuse Control (CCDAC).» Dans *Global SMART Programme Regional Workshop*, ed. T. N. Soe. Phnom Penh.
- Chalk, Peter. 2000. «Southeast Asia and the Golden Triangle's Heroin Trade: Threat and Response.» *Studies in Conflict & Terrorism* 23 (2): 89-106.

- Chin, Ko-lin. 2009. *The Golden Triangle : inside Southeast Asia's drug trade*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.
- Chin, Ko-lin et Sheldon Zhang. *The Chinese Connection: Cross-border Drug Trafficking between Myanmar and China : final report to The United States Department of Justice, Office of Justice Programs, National Institute of Justice*. En ligne. <http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/grants/218254.pdf> (Page consultée le 1er février 2013).
- Chouvy, Pierre-Arnaud. 2002. «Drugs and War Destabilise Thai-Myanmar Border Region.» *Jane's Intelligence Review* 14 (4): 33-5.
- . 2004. «Myanmar's Wa: Likely losers in the opium war.» *Asia Times* 24 janvier.
- . 2010. *Opium : uncovering the politics of the poppy*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- . 2011. «Finding an Alternative to Illicit Opium Production in Afghanistan, and Elsewhere.» *International Journal of Environmental Studies* 68 (3).
- . 2013. *An atlas of trafficking in Southeast Asia : the illegal trade in arms, drugs, people, counterfeit goods and natural resources in mainland Southeast Asia*. Londres: I.B. Tauris
- Chouvy, Pierre-Arnaud et Laurent Laniel. 2006. «Production de drogue et stabilité des États.» Dans *Production de drogue et stabilité des Etats*, ed. SGDN et CERI. Paris.
- Chouvy, Pierre-Arnaud et Laurent R. Laniel. 2007. «Agricultural drug economies: cause or alternative to intra-state conflicts?» *Crime, Law And Social Change* 48 (3-5): 133-50.
- Chouvy, Pierre-Arnaud et Joël Meissonier. 2004. *Yaa baa, production, traffic, and consumption of methamphetamine in mainland Southeast Asia*. Singapore; Bangkok, Thailand: Singapore University Press ; IRASEC.
- Christophe, Francis. 1998. *Birmanie, la dictature du pavot*. Arles: Éditions Philippe Picquier.
- Cohen, Paul T. 2009. «The post-opium scenario and rubber in northern Laos: Alternative Western and Chinese models of development.» *International Journal of Drug Policy* 20 (5): 424-30.
- Collier, P. et Anke Hoeffler. 2004. «Greed and grievance in civil war.» *Oxford Economic Papers* 56 (4): 563-95.

- Collier, Paul. 2000. «Rebellion as a Quasi-Criminal Activity.» *The Journal of conflict resolution* 44 (6): 839.
- «Complaint by the Union of Burma Regarding Aggression Against it by the Government of the Republic of China.» 1953. United Nations General Assembly.
- Constitution of the Republic of the Union of Myanmar*. 2008. Ministry of Information.
- «Convention de 1971 sur les substances psychotropes.» 1971. Dans 16, ed. O. d. N. Unies. Vienne: United Nations Treaty Series.
- Conversi, Daniele, dir. 2004. *Ethnonationalism in the Contemporary World: Walker Connor and the study of nationalism*. Londres: Routledge.
- Cornell, Svante E. 2007. «Narcotics and Armed Conflict: Interaction and Implications.» *Studies in Conflict & Terrorism* 30 (3): 207-27.
- Cowell, Adrian. 1996. «The Silver Jubilee of the "War on Drugs".» *Burma Debate* 3 (2): 12-20.
- . 2005. «Opium anarchy in the Shan State of Burma.» Dans M. Jelsma, Tom Kramer et Pietje Vervest., dir. *Trouble in the triangle : opium and conflict in Burma*. Chiang Mai: Silkworm Books, 1-21.
- Davis, Anthony et Bruce Hawke. 1998. «Burma: the Country that Won't Kick the Habit.» *Jane's Intelligence Review* 1998 (Mars).
- Day, Tony. 2002. *Fluid Iron*. Honolulu : University of Hawaii Press.
- De Waal, Alex. 2009. «Mission without end? Peacekeeping in the African political marketplace.» *International Affairs* 85 (1): 99-113.
- Di John, Jonathan et James Putzel. 2009. *Political Settlements: Issues Paper*. Birmingham: University of Birmingham.
- Dishman, Chris. 2001. «Terrorism, Crime, and Transformation.» *Studies in Conflict & Terrorism* 24 (1): 43-58.
- Dobinson, Ian. 1993. «Pinning a Tail on the Dragon: The Chinese and the International Heroin Trade.» *Crime & Delinquency* 39 (3): 373-84.
- «Drug-powerful Wa seek state of their own». 2013. *The Bangkok Post* (Bangkok), 28 mai.
- Duffield, Mark R. 2001. *Global governance and the new wars : the merging of development and security*. Londres: Zed Books.
- Dupont, Alan. 1999. «Transnational Crime, Drugs, and Security in East Asia.» *Asian Survey* 39 (3): 433-55.

- EBO. 2009. «The Kokang Clashes – What Next?» Dans *Analysis Papers*, ed. E.-B. Office. Bruxelles: Euro-Burma Office.
- États-Unis. 2014. *Designations Pursuant To the Foreign Narcotics Kingpin Designation Act: Specially Designated Narcotics Traffickers*. Washington, D.C.: Department of Treasury.
- Falise, Thierry. 2013. «Two Decades on the Trail of the Wa.» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 22 octobre.
- Fearon, James. 2004. «Why Do Some Civil Wars Last so Much Longer than Others?» *Journal of Peace Research* 41 (3): 275-301.
- Fink, Christina. 2008. «Militarization in Burma's ethnic states: causes and consequences.» *Contemporary Politics* 14 (4): 447-62.
- Fiskesjö, Magnus. 2000. *The fate of sacrifice and the making of Wa history*. Thèse de doctorat. Department of Anthropology. University of Chicago.
- Formoso, Bernard 2006. «Les montagnards et l'État en Asie du Sud-Est continentale.» *L'Homme* 3 (179): 91-112.
- Friman, H. Richard. 2009. «Drug markets and the selective use of violence.» *Crime, Law And Social Change* 52 (3): 285-95.
- . 2010. «Numbers and certification: Assessing foreign compliance in combatting narcotics and human trafficking.» Dans P. Andreas et K. M. Greenhill, dir. *Sex, Drugs and Body Counts: the Politics of Numbers in Global Crime and Conflict*. Ithaca: Cornell University Press.
- Gallant, T. 1999. «Brigandage, Piracy, Capitalism, and State Formation: transnational crime from a historical world-systems perspective » Dans J. M. Heyman, dir. *States and illegal practices*. Oxford; New York: Berg.
- George, Alexander et Andrew Bennett. 2005. *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. Cambridge: MIT Press.
- Goodhand, Jonathan et David Mansfield. 2013. «Drugs and (Dis)order: a study of the opium trade, political settlements and state-making in Afghanistan.» Dans *Working Paper #83*, ed. C. S. R. Center. Londres: Crise States Research Center.
- Graubner, Cornelius. 2007. *Drugs and Conflict: How the mutual impact of illicit drug economies and violent conflict influences sustainable development, peace and stability*. Eschborn: Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ).

- Harvey, G. E. 1933. «1932 Wa Précis, a Précis Made in the Burma Secretariat of all Traceable Records Relating to the Wa States.» Rangoon: Office of the Superintendent.
- Hesselbein, Gabi. 2011. «Patterns of Resource Mobilisation and the Underlying Elite Bargain: drivers of state stability or state fragility.» Dans *Working paper #88*, ed. C. S. R. Centre. Londres: Crisis States Research Centre.
- Hewison, K., R. Robison et Garry Rodan. 1993. *Southeast Asia in the 1990s: Authoritarianism, Democracy and Capitalism*. St Leonards: Allen and Unwin.
- Heyman, Josiah. 1999. *States and illegal practices*. Oxford; Berg Publishers.
- Hlaing, Kyaw. 2012. «Understanding recent political changes in Myanmar.» *Contemporary Southeast Asia* 34 (2): 197.
- HRW. 2004. «Not Enough Graves: The War on Drugs, HIV/AIDS, and Violations of Human Rights.» Dans *AIDS and Violations of Human Rights*, ed. H. R. W. Report: Human Rights Watch.
- ICG. 2003. «Myanmar Backgrounder: Ethnic Minority Politics.» Dans *Asia Report* ed. I. C. Group. Bangkok/Bruxelles: ICG.
- INCSR. 1990. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- . 1996. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- . 1997. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- . 2003. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- . 2005. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- . 2006. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- . 2007. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- . 2011. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.

- . 2012. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- . 2013. *International Narcotics Control Strategy Report*. Washington, D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs.
- Jaiyen, Khueunsai. 2007. «Opium-free Wa: a Costly Sacrifice.» *The Nation* (Bangkok), 4 juillet.
- Jelsma, Martin et Tom Kramer. 2005. «Downward Spiral: Banning Opium in Afghanistan and Burma.» Dans *Drugs and Conflict Debate Papers*, ed. T. Institute. Amsterdam: Transnational Institute.
- Jelsma, Martin, Tom Kramer et Pietje Vervest. 2005. *Trouble in the triangle : opium and conflict in Burma*. Chiang Mai: Silkworm Books.
- Jelsma, Martin, Kramer, Tom and Vervest, Pietje. 2003. «Drugs and Conflict in Burma (Myanmar): Dilemmas for Policy Responses.» Dans *Drugs and Conflict Debate Papers*, ed. T. Institute. Amsterdam: Transnational Institute.
- Jessop, B. 2008. *State Power: A Strategic-Relational Approach*. Cambridge: Polity.
- JKWHNAT. 2003. «Replacing Opium In Kokang and Wa Special Regions, Shan State, Myanmar.» Bangkok: Joint Kokang-Wa Humanitarian Needs Assessment Team.
- Jones, Lee. 2013. «The Political Economy of Myanmar's Transition.» *Journal of Contemporary Asia*: 1-27.
- Joyce, Brian P. 2002. «Dynamics and Deficiencies of Anti Money-Laundering Efforts in Myanmar.» *Journal of Money Laundering Control* 6 (1).
- Jung, Dietrich, dir. 2003. *Shadow globalization, ethnic conflicts and new wars: a political economy of intra-state war*. London; New York: Routledge.
- Kaldor, Mary. 2012. *New and old wars : organized violence in a global era*. Cambridge: Polity Press.
- Kalyvas, Stathis N. 2001. «"New" and "Old" Civil Wars: A Valid Distinction?» *World Politics* 54 (1): 99-118.
- Keen, David. 1998. *The economic functions of violence in civil wars*. Oxford; New York: Oxford University Press for the International Institute for Strategic Studies.
- . 2000. «Incentives and Disincentives for Violence.» Dans M. Berdal et D. M. Malone, dir. *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder: Lynne Rienner.

- Khan, M. 1995. «State Failure in Weak States: A Critique of New Institutional Explanations.» Dans J. Harris, Hunter, J. and Lewis, C., dir. *The New Institutional Economics and Third World Development*. Londres: Routledge.
- Khan, Mushtaq H. 2000. «Rent-Seeking as a Process.» Dans M. H. Khan et K. S. Jomo, dir. *Rents, rent-seeking and economic development : theory and evidence in Asia*. Cambridge; New York: Cambridge University Press.
- Kramer, Tom. 2007. *The United Wa State Party : narco-army or ethnic nationalist party?* Washington, DC; Singapore: East-West Center Washington ; Institute of Southeast Asian Studies.
- . 2009a. «From Golden Triangle to Rubber Belt ? - The Future of Opium Bans in the Kokang and Wa Regions.» Dans *Drug Policy Briefing*. Amsterdam: Transnational Institute.
- . 2009b. «Neither War Nor Peace: The Future of the Cease-Fire Agreements in Burma.» Amsterdam: Transnational Institute.
- Kramer, Tom, Martin Jelsma, Tom Blickman. 2009c. «Withdrawal Symptoms in the Golden Triangle : A Drugs Market in Disarray.», ed. V. Quinlan. Amsterdam: Transnational Institute.
- Kramer, Tom et Kevin Woods. 2012. «Financing Dispossession - China's Opium Substitution Programme in Northern Burma.» Amsterdam: Transnational Institute.
- Kreutz, Joakim. 2007. «Myanmar (Burma).» Dans K. DeRouen et R. H. Uk, dir. *Civil wars of the world : major conflicts since World War II*. Santa Barbara, Calif.: ABC-CLIO.
- Le Billon, Philippe. 2000. «The Political Economy of War: What Relief Agencies Need to Know». (Network paper No 33). Londres: Overseas Development Institute.
- . 2003. «Fueling War: Natural Resources and Armed Conflict.» (Adelphi Papers No 257). New York: Oxford.
- Le Failler, Philippe. 2001. *Monopole et prohibition de l'opium en Indochine : le pilori des chimères*. Paris: L'Harmattan.
- Leach, E. R. 1960. «The Frontiers of "Burma".» *Comparative Studies in Society and History* 3 (1): 49-68.
- Liang, Xiao Min. 2009. «Interview with UWSP Vice-Chairman Xiao Min Liang», Transnational Institute, Amsterdam.

- Lintner, B. et M. Black. 2009. *Merchants of madness: the methamphetamine explosion in the Golden Triangle* Chiang Mai: Silkworm Books.
- Lintner, Bertil. 1984. «The Shans and the Shan State of Burma.» *Contemporary Southeast Asia* 5 (4): 403-50.
- . 1989. «Ethnic Rank-and-file Ousts Communist Party Leaders: Left in Disarray.» *Far Eastern Economic Review* (Jinghong), 1er juin.
- . 1990. *The Rise and Fall of the Communist Party of Burma (CPB)*. Ithaca, New York: Cornell University Press.
- . 1991. *Cross-border drug trade in the Golden Triangle (S.E. Asia)*. Durham, UK: Boundaries Research Press on behalf of the International Boundaries Research Unit.
- . 1993. *The politics of the drug trade in Burma*. Nedlands: Indian Ocean Centre for Peace Studies, University of Western Australia.
- . 1995. «Ethnic Insurgents & Narcotics.» *Burma Debate* 2 (1): 18-21.
- . 1998. «Drugs and economic growth: Ethnicity and exports.» Dans R. I. Rotberg, dir. *Burma: Prospects for a democratic future*. Washington, DC: Brookings Institution Press, pp. 165–85.
- . 1999. *Burma in revolt : opium and insurgency since 1948*. Chiang Mai: Silkworm Books.
- . 2000. «The Golden Triangle Opium Trade: An Overview.» *Asia Pacific Media Services*.
- Lloyd, R.B. . 2001. «Conflict Resolution or Transformation? An Analysis of the South African and Mozambican Political Settlements.» *International Negotiation* 6: 303-29.
- Lynch, Timothy. 2000. *After Prohibition an Adult Approach to Drug Policies in the 21st Century*. Lanham: Cato Institute.
- Lyttleton, Chris. 2006. «Opiates to amphetamines: Development and change in the Golden Triangle.» *Development Bulletin* 69 (Février): 22-6.
- Mangrai, Saimong. 1977. *The Shan States and the British Annexation*. Ithaca: Cornell University.
- Mares, David R. 2009. «Institutions, the Illegal Drug Trade, and Participant Strategies: What Corrupt or Pariah States Have In Common with Liberal Democracy and the Rule of Law.» *International Interactions* 35 (2): 207-39.

- Maule, Robert. 2002. «British Policy Discussions on the Opium Question in the Federated Shan States, 1937-1948.» *Journal of Southeast Asian Studies* 33 (2): 203-24.
- . 1992. «The Opium Question in the Federated Shan States, 1931-36: British Policy Discussions and Scandal.» *Journal of Southeast Asian Studies* 23 (1): 14-36.
- McClelland, Mac. 2010. *For us surrender is out of the question : a story from Burma's never-ending war*. Berkeley, CA: Soft Skull Press.
- McCoy, Alfred. 1998. «Lord of drug lords: One life as lesson for US drug policy.» *Crime, Law And Social Change* 30 (4): 301-31.
- McCoy, Alfred W. 2003. *The politics of heroin : CIA complicity in the global drug trade : Afghanistan, Southeast Asia, Central America, Colombia*. Chicago: Lawrence Hill Books.
- McCoy, Clifford. 2007. «Seedlings of Evil Growing in Myanmar.» *Asia Times* 23 août.
- Meehan, Patrick. 2011. «Drugs, insurgency and state-building in Burma: Why the drugs trade is central to Burma's changing political order.» *Journal of Southeast Asian Studies* 42 (3): 376-404.
- Merz, Andrew A. 2008. *Coercion, cash-crops and culture from insurgency to proto-state in Asia's opium belt*. Thèse de doctorat. Naval Postgraduate School.
- Milsom, Jeremy. 2005. «The Long Hard Road Out of Drugs: The Case of the Wa.» Dans T. K. Martin Jelsma, Pietje Vervest, dir. *Trouble in the Triangle: Opium and Conflict in Burma*. Chiang Mai: Silkworm Books, 61-94.
- MIMU. 2013. «Myanmar Location of States, Regions and Self-Administered Zones.». Yangon: Myanmar Information Management Unit.
- Moe, Wai. 2008. «More Junta Cronies Hit By US Sanctions.» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 26 février.
- Mong, Sai Kam. 2005. *Kokang and Kachin in the Shan State, 1945-1960*. Bangkok: Institute of Asian Studies, Chulalongkorn University.
- Naing, Saw Yan. 2013. «A Life of Poppies and Profits for Deceased Drug Kingpin Lo Hsing Han.» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 8 juillet.
- Naylor, R. T. 2009. «Violence and illegal economic activity: a deconstruction.» *Crime, Law And Social Change* 52 (3): 231-42.

- NCGUB. 2008. «Chapter 5: Production and Trade of Illicit Drugs.» Dans H. R. D. Unit, dir. *Burma Human Rights Yearbook*. Rockville: NCGUB, 210-39.
- Nishizaki, Yoshinori. 2007. «Constructing Moral Authority in Rural Thailand: Banharn Silpa-archa's Non-violent War on Drugs.» *Asian Studies Review* 31 (3): 343-64.
- Nordstrom, Carolyn. 2001. «Out of the Shadows.» Dans T. Callaghy, R. Kassimir et R. Latham, dir. *Authority and Intervention in Africa*. Cambridge: Cambridge University Press.
- North, Douglass C. , John Joseph Wallis et Barry R. Weingast. 2009. *Violence and social orders : a conceptual framework for interpreting recorded human history*. Cambridge; New York: Cambridge University Press.
- Nyein, Nyein. 2013. «Opium Eradication Agreements Lack Impact: Shan Rebels.» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 20 août.
- OFAC. 2005. *Justice Department Charges Eight in Burma with Drug Trafficking*. Office of Foreign Assets Control.
- ONCB. 2011. *Thailand Narcotics Annual Report*. Bangkok: Office of the Prime Minister.
- Oo, Zaw et Win Min. 2007. *Assessing Burma's ceasefire accords*. Singapore; Washington, D.C.: Institute of Southeast Asian Studies ; East-West Center Washington.
- Paoli, Letizia, Victoria A. Greenfield et Peter Reuter. 2009. *The world heroin market : can supply be cut?* Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Poulantzas, N. 1976. *State, Power, Socialism*. Londres: New Left Books.
- Prager-Nyein, Susanne. 2009. «Ethnic Conflict and State Building in Burma.» *Journal of Contemporary Asia* 39 (1): 127-35.
- PWO. 2010. «Poisoned Hills - Opium cultivation surges under government control in Burma.» Mae Sot: Palaung Women's Organization.
- . 2011. «Still Poisoned: Opium cultivation soars in Palaung areas under Burma's new regime.» Mae Sot: Palaung Women's Organisation.
- Pye, Daniel et Lawi Weng. 2013. «Ethnic Armies' Role in Burma Drug Trade Off Table at Six-Nation Talks.» *The Irrawaddy* (Rangoon), 7 mai.
- Renard, R. D. 1996. *The Burmese Connection: Illegal Drugs and the Making of the Golden Triangle*. Boulder: Lynne Rienner.

- Renard, Ronald D. 2010. «Mainstreaming Alternative Development in Thailand, Lao PDR and Myanmar: A Process of Learning.» Dans *Global Partnership on Alternative Development*, ed. UNODC: UNODC.
- Reno, William. 2000. «Clandestine Economies, Violence and States in Africa.» *Journal of international affairs* 53 (2): 433.
- Reynolds, Gavan. 2011. «Burma in Transition: An Analysis.» (Shedden Papers).Canberra : Australian Defence College.
- Rieffel, Lex. 2010. «The Economy of Burma/Myanmar on the eve of the 2010 elections (special report #241).» Washington, D.C.: United States Institute of Peace.
- Robinne, François. 2000. *Fils et maîtres du lac : relations interethniques dans l'Etat shan de Birmanie*. Paris: CNRS : Maison des sciences de l'homme.
- Ross, Michael L. 2003. «Oil, Drugs and Diamonds: The Varying Roles of Natural Resources in Civil Wars.» Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir. *The Political Economy of Armed Conflict*. Boulder, CO: Lynne Rienner, 47-70.
- S.H.A.N. 2005a. «Show Business: Rangoon's "War on Drugs" in Shan State.», Chiang Mai: ed. K. Jaiyen.
- . 2005b. «Speed: Wa's Trojan Horse for Shans.» *Shan Herald Agency for News* 5 juin.
- . 2006. «Hand in Glove : The Burma Army and the drug trade in Shan State.» Chiang Mai : ed. K. Jaiyen.
- . 2007. «Wa sacrifice at what price?» *Shan Drug Watch Newsletter* (juin) 3-7.
- . 2009. «Ten Years After.» *Shan Drug Watch Newsletter*, (juin) 3-6.
- . 2011. «Druglords in Parliament.» *Shan Drug Watch Newsletter*, (octobre) 19-24.
- . 2012. «Political settlement: A win-win solution for all.» *Shan Drug Watch Newsletter*, (juin) 4-6.
- . 2013a. «Burma Army increasing patrols in resistance areas.» *Burma News International* (Chiang Mai), 27 novembre.
- . 2013b. «Researcher: Drug trade consolidating Army control over Shan State.» *S.H.A.N.* (Chiang Mai), 6 décembre.
- Scott, J. . 2009. *The art of not being governed: an anarchist history of upland Southeast Asia*. New Haven: Yale University Press.

- Scott, James. 1998. *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. New Haven: Yale University Press.
- Sherman, J. . 2003. «Burma: Lessons from the Cease-Fires.» Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir. *The Political Economy of armed Conflict. Beyond Greed and Grievance*. London: Lynne Rienner Publishers.
- Shin, Le procureur général de l'Union du Myanmar S.E. Dr. Tun. 2013. «Keynote Remark». Communication, APEC Pathfinder Dialogue with ASEAN and PIF Partners: Combatting Corruption and Illicit Trade across the Asia-Pacific Region, Bangkok.
- Skaperdas, Stergios. 2002. «Warlord Competition.» *Journal of Peace Research* 39 (4): 435-46.
- Smith, Martin. 2007. *State of strife : the dynamics of ethnic conflict in Burma*. Singapore; Washington, D.C.: Institute of Southeast Asian Studies ; East-West Center Washington.
- Smith, Martin J. 1991. *Burma : insurgency and the politics of ethnicity*. Londres: Zed Books.
- Snyder, Richard. 2006. «Does lootable wealth breed disorder? A political economy of extraction framework.» *Comparative political studies* 39 (8): 943.
- Snyder, Richard et Angelica Duran-Martinez. 2009. «Does illegality breed violence? Drug trafficking and state-sponsored protection rackets.» *Crime, Law And Social Change* 52 (3): 253-73.
- South, Ashley. 2008. *Ethnic politics in Burma : states of conflict*. London; New York: Routledge.
- . 2013. «"We have to be careful with the language of federalism".» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 15 juillet.
- Steinberg, Michael K., Joseph J. Hobbs et Kent Mathewson. 2004. *Dangerous harvest : drug plants and the transformation of indigenous landscapes*. Oxford; New York: Oxford University Press.
- Storey, Ian. 2009. «Emerging Fault Lines in Sino-Burmese Relations: The Kokang Incident.» *China Brief* 9 (18).
- Strazzari, Francesco. 2003. «Between ethnic collision and mafia collusion: The “Balkan route” to state-making.» Dans D. Jung, dir. *Shadow Globalization, Ethnic Conflicts and New Wars: A political economy of intra-state war*. Londres: Routledge, pp. 153-75.
- Sullivan, John P. 2010. «Counter-supply and counter-violence approaches to narcotics trafficking.» *Small Wars & Insurgencies* 21 (1): 179-95.

- Tagliacozzo, Eric. 2002. «Smuggling in Southeast Asia: History and its Contemporary Vectors in an Unbounded Region.» *Critical Asian Studies* 34 (2): 193-220.
- . 2004. «Ambiguous Commodities, Unstable Frontiers: The Case of Burma, Siam, and Imperial Britain, 1800-1900.» *Comparative Studies in Society and History* 46 (2): 354-77.
- . 2009a. «Contraband and violence: lessons from the Southeast Asian case.» *Crime, Law And Social Change* 52 (3): 243-52.
- . 2009b. *Secret Trades, Porous Borders: Smuggling and States Along a Southeast Asian Frontier, 1865-1915*: Yale University Press.
- Taylor, Robert H. 2009. *The state in Myanmar*. Honolulu: University of Hawai'i Press.
- Thant, Myint-U. 2006. *The river of lost footsteps : histories of Burma*. New York: Farrar, Straus and Giroux.
- Thawngmung, Ardeth Maung. 2011. *Beyond armed resistance : ethnonational politics in Burma (Myanmar)*. Honolulu, HI: East-West Center.
- Thoumi, Francisco E. 2007. «What Creates Comparative Advantage for Drug Production? Lessons from Colombia.» *Policy* 23 (1): 16-21.
- TI. *Corruption by Country: Myanmar*. En ligne. http://www.transparency.org/country#MMR_DataResearch_SurveysIndices (Page consultée le 21 août 2013).
- . 2014. *Corruption by Country: Myanmar*. En ligne. http://www.transparency.org/country#MMR_DataResearch_SurveysIndices (Page consultée le 7 février 2014).
- Tian, Yichen, Bingfang Wu, Lei Zhang, Qiangzi Li, Kun Jia et Meiping Wen. 2011. «Opium poppy monitoring with remote sensing in North Myanmar.» *International Journal of Drug Policy* 22 (4): 278-84.
- Tilly, Charles. 1985. «War Making and State Making as Organized Crime.» Dans P. Evans, D. Rueschemeyer et T. Skocpol, dir. *Bringing the State Back In*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 169–91.
- Ting, Chang. 2004. *China always says "no" to narcotics*. Beijing: Foreign Languages Press.

- TNI. 2002. «Alternative Development and Eradication: A Failed Balance.» Dans *Drugs and Conflict*, ed. A. Armenta, M. Jelsma, T. Blickman, V. Montañés et R. Vargas. Amsterdam: TNI.
- . 2006. «HIV/AIDS and drug use in Burma/Myanmar.» (*Drug Policy Briefing*). Amsterdam: Transnational Institute.
- . 2010. «Alternative Development or Business as Usual? China's Opium Substitution Policy in Burma and Laos.» (*Drug Policy Briefing*). Amsterdam: Transnational Institute.
- Trocki, Carl A. 1999. *Opium, Empire and the global political economy : a study of the Asian opium trade, 1750-1950*. London: Routledge.
- UCDP. 2013. *Program Overview*. En ligne. http://www.pcr.uu.se/research/ucdp/program_overview/ (Page consultée le 8 février 2013).
- UNODC. 2008a. «Opium Poppy Cultivation in South East Asia.», ed. UNODC. Bangkok: UNODC.
- . 2008b. «The Regional Seminar on Sustaining Opium Reduction in Southeast Asia: Sharing Experiences on Alternative Development and Beyond.» Dans *Regional Seminar: Global Partnership on Alternative Developmen*, ed. UNODC. Chiang Mai UNODC
- . 2010. «Myanmar Situation Assessment on Amphetamine-Type Stimulants.», ed. G. S. Programme. Bangkok: UNODC.
- . 2012a. «Patterns and Trends of Amphetamine-Type Stimulants and Other Drugs: Asia and the Pacific.», ed. G. S. Programme. Bangkok: United Nations Office on Drugs and Crime.
- . 2012b. «Southeast Asia Opium Survey.». Bangkok: United Nations Office on Drugs and Crime.
- . 2012c. «World Drug Report 2012.». Vienne: United Nations Office on Drugs and Crime.
- . 2013a. «Base de données de projets de l'UNODC ROSEAP.» Dans *ROSEAP Intranet*. Bangkok.
- . 2013b. «Patterns and Trends of Amphetamine-Type Stimulants and Other Drugs: Challenges for Asia and the Pacific.», ed. G. S. Programme. Bangkok: UNODC.

- . 2013c. «Rule of Law and Counter-Narcotics Programming in Southeast Asia: Coordination of Development Agendas (Not for public distribution).». Bangkok: UNODC.
- . 2013d. «South-East Asia Opium survey 2013.». Bangkok: United Nations Office on Drugs and Crime.
- . 2013e. «Transnational Organized Crime in East Asia and the Pacific : A Threat Assessment.». Bangkok: United Nations Office on Drugs and Crime, Regional Office for Southeast Asia and the Pacific.
- . 2013f. «UNODC Myanmar Country Programme 2014-2019.». Bangkok: United Nations Office on Drugs and Crime.
- . 2013g. «World Drug Report 2013.». Vienne: United Nations Office on Drugs and Crime.
- The Va ethnic minority*. 2014. En ligne. <http://www.china.org.cn/e-groups/shaoshu/shao-2-va.htm> (Page consultée le 15 janvier 2014).
- van Schendel, Willem et Itty Abraham, dir. 2005. *Illicit Flows and Criminal Things: States, Borders, and the Other Side of Globalization*. . Bloomington: Indiana University Press.
- Vrieze, Paul. 2013. «Burma's Meth, Opium Production Continues to Rise, UN Warns.» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 8 novembre.
- Wade, Richard. 2012. «The shady players in Myanmar's drugs trade » *Al Jazeera* (Doha), 26 septembre.
- Wallenstein, Peter et Margareta Sollenberg. 2001. «Armed Conflict 1989–2000.» *Journal of Peace Research* 38 (5): 629-44.
- Wechsler, Maxmilian. 2003. «Who's to blame?» *Bangkok Post* (Bangkok), 20 novembre: 1-3.
- Weng, Lawi et Lin Thant. 2014. «Military Chief Blames Ethnic Groups for Conflict, Says Army 'Afraid of No One' .» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 14 janvier.
- WFP. 2004. «Emergency Food Assistance to Ex-Poppy Farmers in Northern Shan State, Myanmar.», ed. W. F. Programme. Rome: World Food Programme.
- Williams, Phil. 2009. «Illicit markets, weak states and violence: Iraq and Mexico.» *Crime, Law And Social Change* 52 (3): 323-36.
- Win, Police Major General Zaw. 2013. «Opening Speech». Communication, 34th ASEAN Senior Officials Meeting on Drug Matters, Yangon. (texte photocopié).

- Wolters, O. W. 1982. *History, Culture and Region in Southeast Asian Perspectives*. Ithaca: Cornell University Southeast Asia Program.
- Woods, Kevin. 2011. «Ceasefire capitalism: military–private partnerships, resource concessions and military–state building in the Burma–China borderlands.» *The Journal of Peasant Studies* 38 (4): 747-70.
- Woods, Kevin, Tom Kramer et John Buchanan. 2013. «Developing Disparity: Regional Investment in Burma’s Borderlands » (*Burma Policy Briefing Series*), ed. M. Smith. Amsterdam: Transnational Institute.
- Wren, Christopher S. 1998. «Road to Riches Starts In the Golden Triangle.» *The New York Times* (New York), 11 mai.
- Yang, Li. 1997. *The house of Yang : guardians of an unknown frontier*. Sydney, NSW: Bookpress.
- Yawnghwe, Chao-Tzang. 1993. «The political economy of the opium trade: Implications for Shan state.» *Journal of Contemporary Asia* 23 (3): 306-26.
- . 1995a. «Burma: The Depoliticization of the Political.» Dans M. Alagappa, dir. *Political legitimacy in Southeast Asia : the quest for moral authority*. Stanford, Calif.: Stanford University Press.
- . 1995b. «Shan Opium Politics: The Khun Sa Factor.» *Burma Debate* 2 (1): 22-8.
- . 2010. *The Shan of Burma : Memoirs of a Shan Exile*. Singapour: Institute of Southeast Asian Studies.
- Zaw, Aung. 2003. «Making Inroads. Interview with Jean-Luc Lemahieu.» *The Irrawaddy* (Chiang Mai), 1er mai: 4.

Annexe : Tableau des armées de l'État Shan

Groupes en conflit avec l'armée birmane = bleu.

Groupes ayant signé un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement birman = rose (date de l'accord entre parenthèses).

Armées transformées en groupes paramilitaires dépendants de l'armée birmane = jaune (date de l'intégration entre parenthèses).

Les armées d'une importance particulière pour cette étude sont en caractère gras.

Nom de l'armée rebelle/Nom de la branche politique	Durée de la lutte contre l'armée birmane	Leader	Notes
Shan National United Front (SNUF)	1961-1964	Khun Kya Nu	A fusionné avec la SSIA en 1964 pour former la SSA.
Shan State Independence Army (SSIA)	1960-1964	Sao-nang Hearn Hkam	Une des premières organisations de résistance shan.
Shan National Independence Army (SNIA)	1961-1964	Saw Yanda	Armée shan défaite par la SSA.
Kachin Independence Army (KIA)/Kachin Independence Organization (KIO)	1961-(1994)- présent	N'Ban La, Zawng Hra, Gouri Zau Seng, U La Nan, Gen. Gum Shawn, Gen. Gum Maw	-Troupes estimées à 5000 hommes. -La trêve de 1994 fut brève, et les affrontements avec l'armée birmane demeurent fréquents.
Shan State National Army (SSNA)	1995-2005		Fusionne avec la SSA-S en 2005.

Shan United Revolutionary Army (SURA)	1964-1984	Lt. Gen. Yawd Serk	
Shan Nationalities People's Liberation Army (SNPLA)	1974-1989		
Kuomintang (KMT)	1949-1961		
Shan United Army (SUA)	1972-1985	Khun Sa	
Communist Party of Burma (CPB)	1939-1989		Actif dans l'État Shan entre 1968 et 1989.
Ta'ang National Liberation Army (TNLA)	1992-présent	Tar Aik Bone, Tar Bone Kyaw	Plus de 50 affrontements avec l'armée birmane entre 2011 et 2013.
Wa National Army (WNA)/Wa National Organisation	1974-présent	Ta Ploy	Allié de la SSA-S
Shan State Army North (SSA-N), Shan State Progress Party (SSPP)	1964- (1995), (2012)	Lt-Gen Pang Fa	Malgré la signature de deux accords de cessez-le-feu, plus de 40 affrontements ont été rapportés contre l'armée birmane depuis 2012.
Mong Tai Army (MTA)	1987-1996	Khun Sa	En guerre contre l'UWSA et la Tatmadaw, 1994-96. Défait.

United Wa State Army (UWSA)	(1989), (2011)	Bao You-xiang	-Troupes estimées entre 20 000 et 30 000 hommes. -Suite à une reprise des affrontements en 2009, un nouvel accord de cessez-le-feu est signé en 2011.
National Democratic Alliance Army (NDAA)	(1989), (2011)	Sao Sai Leun, alias Lee Min Shin et U Kyi Myit, alias Kyan Zee Min	Forces estimées à 3000 hommes.
Kayan Newland Party (KNLP)	1964-(1994)	U Than Soe Naing	Pression de la part du gouvernement pour que ce groupe soit transformé en milice populaire.
Pa-O National Liberation Organization (PNLO)	1949-(2012)	Khun Okker	En 2009, tous les groupes Pa-O (SSNLO, SNLF, SNPLO, PPLO et PNO) se sont unis sous la bannière de la PNLO.
Shan State Army South (SSA-S)/ Restoration Council of Shan State (RCSS)	1996- (2012)	Lt. Gen. Yawd Serk	-Troupes estimées à 6000 hommes. -Plus de 70 affrontements contre l'armée birmane ont eu lieu depuis la signature

			de l'accord de cessez-le-feu en 2012. -Formée en 1996 d'une fusion entre le CPB, la SURA et la MTA.
Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA)	1989-(2009)	Bai Xuoqiang, Bai Suocheng	-Transformée en garde-frontières #1006 en décembre 2009. -Troupes estimées à 2000 hommes.
Lahu National United Party/Lahu State Army	1973-1984 (2010)	Ja Pikwe, Maj. Sai Aon, Maj. Sai Aung	Transformée en gardes-frontières #1007, 1008, 1009, 1010 en 2010.
Kachin Defense Army (KDA)	(1991)	Mahtu Naw	Transformée en unités de milice populaire #3 à 7.
Shan State Army-North (SSA-N), brigade 3	(1995)		Transformée en unités de milice populaire #8 à 10.
Shan State Army-North (SSA-N), brigade 7	(1995)		Transformée en unité de milice populaire #11.
Shan State Army-South (SSA-S), brigade 758	(1996)	Col. Moengzeng (décédé)	Transformée en unités de milice populaire #12 et 13.
Palaung State Liberation Army (PSLA)/ Palaung State	1976-(1991)	Aik Mone	Transformée en milice populaire Mann-pan et Mann Ton

Liberation Organisation (PSLO)			
-----------------------------------	--	--	--

Sources : Merz (2008 : 75), Lintner (1998), BNI (2013b).